



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 SEPTEMBRE 1922.

QUEBEC, SATURDAY, 30TH SEPTEMBER, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accorde le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

3551

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published on'y once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.
3552

Government House.

Bills privés, Assemblée législative.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le dix octobre 1922 et présentés avant le quatorze novembre 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le trois novembre et reçues avant le huit novembre 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le vingt-huit novembre 1922.

Québec, le 14 septembre 1922.

Le greffier,

3955—37-6

L.-P. GEOFFRION.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the tenth of October, 1922, and introduced before the fourteenth of November, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the third of November and received before the eighth of November, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the twenty-eighth of November, 1922.

Quebec, 14th September, 1922.

L. P. GEOFFRION,

Clerk.

3956—37-6

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE OCTOBRE prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de SEPTIEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux, et de Notre règne le treizième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
3953—37-6 L.-P. GEOFFRION.

Canada
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que le secrétaire des commissaires dument nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 17 novembre 1921, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans le comté de Stanstead, sous le nom de "la paroisse de Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay";

ET ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposée à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 7 juin 1922, nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay, comme suit, savoir

Le territoire à être érigé en une paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay", dans le comté de Stanstead, est détaché collectivement des paroisses de Saint-Patrice-de-Magog, du Sacré-Cœur-de-Stanstead et de Notre-Dame-de-la-Merci-de-

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-two and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3954—37-6

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V. by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the secretary Deputy-Attorney-General } to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Sherbrooke, as canonically recognised and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the canonical decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese dated the 17th of November, 1921, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described in the county of Stanstead, under the name of "The parish of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay;

AND WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in accordance with the provisions of the said Statutes, no opposition to the recognition of the said canonical decree for civil purposes has been deposited at his office within the delay granted by law;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 7th of June, 1922, We have confirmed, established and recognised and, by these presents, confirm, establish and recognise the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay, to be as follows, to wit:

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay", in the county of Stanstead, is detached collectively from the parishes of Saint-Patrice-de-Magog, of Sacré-Cœur-de-Stanstead and of Notre-Dame-de-la-

Stanstead, et comprend, en référence aux données du cadastre officiel pour les cantons de Stanstead et de Magog, les numéros suivants ainsi que leurs subdivisions, à savoir:

Dans le canton de Stanstead, les lots numéros: de 1 à 19 dans le rang 1, de 20 à 102 dans le rang 2, de 103 à 142 dans le rang 3, de 195 à 250 dans le rang 4, de 251 à 345 dans le rang 5, de 433 à 491 dans le rang 6, de 492 à 531 dans le rang 7, de 635 à 685 dans le rang 8, de 686 au coin nord-ouest de 721 dans le rang 9, de 760 à 830 dans le rang 10, de 831 à 851 dans le rang 11, de 987 à 999, ainsi que le numéro 983, dans le rang 12, tous inclusivement, du canton de Stanstead.

Dans le canton de Magog; les lots numéros de 1a à 5c dans le rang 11, de 1a à 5b dans le rang 12, de 1a à 5c dans le rang 13, de 1a à 5b dans le rang 14, de 1a à 4c dans le rang 15, tous inclusivement; les lots numéros 3a, 3b, 3c dans le rang 16 et ceux de 1a à 2e inclus du rang 17;

Les îles numéros 1169 (Whetsome Island) 1170, 1171, 1172 (Millstone Island) et 1173 (Baird's Island), toutes situées dans le lac Memphramagog et cadastrées avec Stanstead, ainsi que la section du chemin de fer Boston et Maine (No 1166) traversant le dit canton dans ses rangs 10, 11 et 12.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay dans le comté de Stanstead, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4113

Merci-de-Stanstead, and comprises, with reference to the data of the official cadastre for the townships of Stanstead and Magog, the following numbers together with thier subdivisions, namely:

In the township of Stanstead, the lots numbers: from 1 to 19 in the 1st range, from 20 to 102 in the 2nd range, from 103 to 142 in the 3rd range, from 195 to 250 in the 4th range, from 251 to 345 in the 5th range, from 433 to 491 in the 6th range, from 492 to 531 in the 7th range, from 635 to 685 in the 8th range, from 686 to the northwest corner of 721 in the 9th range, from 760 to 830 in the 10th range, from 831 to 851 in the 11th range, from 987 to 999, in as well as the number 983 in the 12th range, all inclusively of the township of Stanstead.

In the township of Magog: the lots numbers from 1a to 5c in the 11th range, from 1a to 5b in the 12th range, from 1a to 5c in the 13th range, from 1a to 5b in the 14th range, from 1a to 4c in the 15th range, all inclusively; the lots numbers 3a, 3b, 3c in the 16th range and those from 1a to 2e inclusive of the 17th range;

The Islands numbers 1169 (Whetsome Island), 1170, 1171, 1172 (Millstone Island) and 1173 (Baird's Island), all situated in Lake Memphramagog and cadastred with Stanstead, as well as the section of the Boston and Maine Railway crossing the said township through the 10th 11th and 12th ranges.

And We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct that the parish of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay, in the county of Stanstead, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, in pursuance of the provisions of the said Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWELFTH day of SEPTEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4114

Lettres patentes

"Cyrille Duquet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1922, constituant en corporation; Cyrille Duquet, Arthur Duquet, négociants, Georges Duquet, artiste peintre, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Letters patent

"Cyrille Duquet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1922, incorporating: Cyrille Duquet, Arthur Duquet, merchants, Georges Duquet, artist-painter, all of the city of Quebec, for the following purposes:

Exercer sous toutes ses formes comme manufacturier, comme marchand, et comme marchand à commission, le commerce de diamants, bijoux, cristallerie, lampes d'ornementation, bibelots divers, horloges, en un mot tout ce qui est généralement considéré comme relevant du commerce ou de la manufacture dite de "Bijouterie";

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non qui pourrait être exercée convenablement, en même temps que son industrie ou de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Agir comme agents ou représentants de marchands de gros et de manufacturiers canadiens ou étrangers;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignements au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser exercer, développer ou permettre usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la co-opération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et prêter des fonds à ces dites personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou les aider autrement, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder autrement l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la compensation que la compagnie trouvera raisonnable, et en particulier pour les actions les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, ou autrement et soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnées ou s'y rattachant de quelque manière;

Acquérir et prendre comme un tout (going concern) les affaires maintenant exercées en la

To carry on in all branches thereof the business of merchants, manufacturers and commission merchants of diamonds, jewels, crystals, ornamental lamps, knick-knacks of all sorts, clocks and everything generally considered as incidental to the business and trade of "Jeweler";

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to enhance the value of or tender profitable the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorised to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To act as agents or representatives of wholesale merchants and Canadian or foreign manufacturers;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, licences, concessions and the like conferring any exclusive, non exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop or permit the use of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired in each manner;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions which this company is authorised to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such persons or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities of any similar company and to sell hold, re-issue with or without warranty or otherwise dispose of the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company;

To lend money to customers and others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire and take over as a going concern the business presently carried on in the City of Quebec

cité de Québec, dans la province de Québec, par Monsieur Cyrille Duquet, ou tout autre commerce identique et la clientèle, et payer pour cela en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les dettes s'y rattachant et payer en actions acquittées toutes obligations que le dit Cyrille Duquet peut avoir contractées;

Acquérir, vendre, échanger, engager ou hypothéquer des propriétés mobilières ou immobilières ou les deux, et engager les propriétés et le crédit de la compagnie aux fins d'emprunter de l'argent si la compagnie le juge à propos, émettre des débentures garanties ou non par hypothèques sur les biens meubles et immeubles de la compagnie ou sur les uns ou sur les autres seulement, sous le nom de "Cyrille Duquet, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4093

C.-J. SIMARD.

in the Province of Quebec, by Mr Cyrille Duquet, or any other identical business together with its goodwill, and to pay for the above in paid up shares of the company or otherwise, and to assume the liabilities connected therewith and to pay with paid up shares any obligations which the said Cyrille Duquet may contracted;

To acquire sell, exchange or hypothecate moveable or immoveable properties or both and to pledge the property and credit of the company for the borrowing of money should the company think it proper, issue debenture secured by hypothecs on the moveable and immoveable property of the company or on one or the other, under the name of "Cyrille Duquet, Limitée" with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) share of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4094

"Gourdeau, Garneau & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson, teneur de livres, William Patrick Creagh, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, prendre, acquérir par achat, échange ou par un autre titre légal, détenir comme propriétaire absolu, en garantie collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, aussi céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer, d'obligations, de débentures, preuves, parts, actions et d'autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, corporation ou compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale ou industrielle; de dettes ou autres corporation ou compagnie; individu ou association et transiger et exercer un commerce général d'agence financière et de courtage, agir aussi comme agents et courtiers pour acheter, vendre, améliorer, développer et administrer aucune propriété, affaire ou entreprise;

Transiger et exercer un commerce général d'agence financière et de courtage et agir comme agents et courtiers pour investir, prêter, payer transmettre et collecter de l'argent, pour transférer et enregistrer les actions, débentures, parts, ou autres garanties;

Offrir pour souscription publique toutes parts, capitaux, actions, débentures et autres preuves de dettes et toutes autres garanties de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association;

Promouvoir, organiser, administrer, développer aucune corporation ou compagnie;

De temps à autre solliciter ou acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution, et la jouissance de licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou pouvoir, suprême, municipal ou local, aucune corporation, aucun autre corps public peut accor-

"Gourdeau, Garneau & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson, bookkeeper, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation or of any banking, public, utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents, and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To transact and carry on a general agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness or other securities of any government, corporation, company, individual or association;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any order, license, power, authority, concession, right or privilege, which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact,

der, d'édicter ou passer, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi les actions, obligations et valeurs à en défrayer le coût, les frais et dépenses nécessaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, que la compagnie croira nécessaires ou avantageux, aussi vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant se livrant, et sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer ou propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement aux propriétés et valeurs de la compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantir, ou autrement les négocier;

Emettre et offrir comme capital entièrement acquitté de la compagnie par les présentes incorporée, en paiement ou partie de paiement pour toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeuble, capitaux, obligations et débetures, ou toute autre propriété ou droits, qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation, compagnie, personne ou association avec qui la compagnie peut être en affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux énumérés aux présentes aux conditions dont on conviendra;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, procureurs ou agents;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire toutes telles choses pouvant se rattacher à ou propres à favoriser les fins ci-dessus décrites;

Les parts du capital-actions de la compagnie ne seront pas transférables ni échangeables sans le consentement de la majorité des directeurs de la compagnie, démontré par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, sous le nom de "Gourdeau, Garneau & Company, limited".

Le capital-actions de la compagnie sera de

make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any of the company's property;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects above mentioned;

The shares of the capital stock of the company shall not be transferable or exchangeable with out the consent of a majority of the directors of the company evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company, under the name of "Gourdeau, Garneau & Company, Limited".

The capital stock of the company shall be

quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en deux cent cinquante parts (250) de capital cumulatit, participatif, rachetable, privilégié à 7% de valeur au pair, de \$100.00 chacune, et sept cent quarante parts (740) d'une valeur au pair ou capital ordinaire de cent piastres (\$100.00) chacune;

Ce capital cumulatit, participatif, rachetable, privilégié à 7% rapportera et sera sujet aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-dessus indiquées, c'est-à-dire:

1. Les détenteurs de telles parts privilégiées seront autorisés à recevoir comme provenant des profits de la compagnie, comme une première charge, un dividende cumulatit privilégié ou taux de 7% par année sur le capital, pour le moment payé, sur telles parts respectivement;

2. Quand les profits de la compagnie, bon an mal an seront plus que suffisants pour payer le dividende privilégié, ci-dessus indiqué, à la fin de toute telle année, de même qu'un dividende pour telle année au taux de sept (7%) pour cent par année sur les parts ordinaires, les porteurs de parts privilégiées pourront partager dans le surplus *pari passu* avec les porteurs des autres parts;

3. Le capital payé sur les parts privilégiées ne sera susceptible d'être annulé ou réduit pour cause de pertes ou de dépréciation;

4. Que, advenant toute liquidation, ou dissolution, ventilation de la compagnie, les porteurs de parts privilégiées enregistrées pourront avant qu'aucun actif de la compagnie ne soit distribué parmi, ou versé à aucune autre classe de porteurs de tout autre capital inférieur au capital privilégié, être payé entièrement au pair de leurs parts, ainsi que tout dividendes accumulés, et, si telle liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie est volontaire, un autre montant égal à dix pour cent (10%) de tel montant. Si, après telle liquidation, dissolution, ou ventilation, l'actif de la compagnie, à être distribué comme ci-dessus indiqué, aux porteurs de capital privilégié, devait être insuffisant pour leur payer les dits montants, alors tout le passif de la compagnie susceptible d'être ainsi distribué, le serait au prorata aux porteurs de parts privilégiées enregistrées;

5. Par un vote du conseil d'administration tout ou toute partie du capital privilégié alors émis peut-être racheté et retiré par la compagnie, à chaque échéance de dividendes, à \$110.00 la part avec le dividende accumulé le jour de l'échéance du dividende pour lequel est fait l'appel, et tous dividendes accumulés, s'il y en a, à ce prix ou à tout prix inférieur à celui auquel on pourrait l'obtenir.

Au cas où moins que tout le capital privilégié alors émis serait racheté, la compagnie désignerait, par lots, les actions privilégiées à être rachetées;

Le prix d'achat du capital ainsi racheté sera payable au bureau de la compagnie, dans la cité de Québec, ou à tout autre endroit, s'il s'en trouve, indiqué par le vote faisant le rachat.

Un avis de tel rachat, indiquant le jour auquel aura lieu le rachat, ainsi que l'endroit où les endroits où le prix de tel capital racheté sera payable, sera adressé par la malle à tout porteur d'actions ainsi rachetées, et sur l'adresse est entrée dans les registres de la compagnie et à cette adresse ainsi enregistrée, au moins vingt jours avant le jour de l'échéance de dividendes pour lequel la convocation est faite.

Après telle échéance de dividendes, les déten-

tenants ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of 7% (cumulative, participating redeemable preferred stock) of a par value of \$100.00 each, and seven hundred and forty (740) shares of common stock of a par value of \$100.00 each.

The said 7% cumulative participating redeemable preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The holder of such preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company as a first charge a cumulative preferential dividend at the rate of 7% per annum on the capital for the time being paid up on such shares respectively;

2. Whenever the profits of the company in respect of any year shall be more than sufficient to pay the preferential dividend aforesaid to the close of such year and also a dividend for such year at the rate of seven of seven per cents (7%) per annum on the ordinary shares, the holders of the preference shares shall be entitled to participate in the surplus *pari passu* with the holders of the other shares.

3. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation;

4. That in the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company, the holders of record of the preference stock shall be entitled, before any of the assets of the company shall be distributed among, or paid over to, the holders of any other class of stock junior to the preferred stock, to be paid in full the par amount of their shares, together with all unpaid accrued dividends, and if such liquidation, dissolution or winding up of the company be voluntary, a further amount equal to ten per cent (10%) of such per amount. If upon such liquidation, dissolution or winding up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of the preferred stock shall be insufficient to permit the payment of them of said amounts, then the entire assets of the company so distributable shall be distributed ratably among the holders of record of the preferred stock;

5. By vote of the board of directors all or any part of the preferred stock at the time outstanding may be called and retired by the company on any dividend day at \$110.00 a share together with the dividend accruing on the dividend day for which the call is made and all accumulated dividends, if any, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the company shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company in the city of Québec, and at such other places, if any, as the vote making the call shall specify.

Notice of such call, stating the day for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than twenty days prior to the dividend day for which the call is made. After such dividend day, the holders of the certificates for all stock so called shall cease to have any rights to future

teurs de certificats de toutes actions ainsi rachetées, n'auront plus droit aux dividendes futurs, ou autres droits ou privilèges comme actionnaires conférés par ces certificats, mais seulement aux montants mentionnés ci-dessus.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec, dans le district de Québec, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dix-septième jour de juillet.

Le sous-secrétaire de la province,
4095 C.-J. SIMARD.

dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of their certificates only to the payment of the amounts specified hereinabove.

The head office of the company, will be at the city of Quebec, in the district of Quebec, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD.
4096 Assistant Provincial Secretary.

"Les Chevaliers du Lac Mégantic, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Léo Blais, médecin, Eusèbe Huard, régistrateur, Alphonse B. Gendreau, officier de douanes, J. Etienne Letellier, bijoutier, et Wilfrid Audet, tailleur, tous résidant en la ville de Mégantic, district de Saint-François, dans les buts suivants:

Posséder et entretenir des terrains convenables pour le tennis, le croquet, le bowling et autres jeux, exercer ces jeux ne plein air ou à l'intérieur, faire des concours de ces sports et exercices, bâtir, aménager et entretenir un local de club convenable et d'autres bâtiments et généralement encourager et organiser des sports et exercices tant en plein air qu'à l'intérieur, louer les salles du club ou y faire des soirées dramatiques ou autre moyennant compensations pour y assister tant pour les membres de la compagnie que pour le public en général;

Acquérir par achat, louage ou autrement le terrain suffisant à ces fins, y tracer en entretenir des jeux de tennis, croquets, boulingrins et toutes commodités pour ces sports et exercices et autres semblables;

Acquérir par achat, louage ou autrement de la propriété mobilière et immobilière et spécialement des lots de subdivision et terrains, y construire des bâtisses et les meubler, aussi vendre, louer, échanger ou autrement en disposer et trafiquer sur biens-fonds d'une manière générale;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel des obligations et d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucunes parts dans de la propriété mobilière ou immobilière, ou autre, acquise par la compagnie en vertu d'aucun titre, en paiement des services rendus ou à rendre à la compagnie d'aucune manière quelconque;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre, aliéner des parts, actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Conclure avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, aucun arrangement paraissant approprié aux objets et fins de la compagnie, obtenir de ce pouvoir les permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et d'exercer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété des droits et des entreprises de la compagnie moyennant compensation dont on pourra convenir, et plus particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie

"Les Chevaliers du Lac Mégantic, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of september, 1922, incorporating: Léo Blais, doctor of medicine, Eusèbe Huard, registrar, Alphonse B. Gendreau, custom officer, J. Etienne Le tellier, jeweler, and Wilfrid Audet, tailor, all residing in the town of Mégantic, district de Saint Francis, for the following purposes:

To possess and maintain grounds suitable for tennis, croquet, bowling and other games, carry on the above games indoors or outdoors, hold competitions in such sports and exercises, build, furnish and maintain suitable club premises and other buildings, and generally promote and organise indoor and outdoor sports and exercises, lease club rooms and to give therein dramatic or other representations charging an admission fee both to the members of the company and to the general public;

To acquire by purchase, lease or otherwise the ground sufficient for such purposes, lay out and maintain tennis grounds, croquets, bowling-greens and any commodities for such sports and exercises and like games;

To acquire by purchase, lease or otherwise moveable and immoveable property and especially subdivision lots and plots of land, erect buildings thereon and furnish the same, also sell, lease, exchange or otherwise dispose of and deal in such real estate in a general manner;

To issue paid-up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company in full or part payment of any shares in moveable or immoveable or other property acquired by the company under any title, in payment for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To acquire, buy, possess, assign, sell, alienate shares, stock, bonds, debentures or securities of any other company;

To enter into any arrangements with any authorities federal, provincial, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the objects and purposes of the company, obtain from such authorities, the licenses, rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain and exercise;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights and undertakings of the company for such considerations as the company may think fit, and more especially for shares, bonds, debentures or securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To distribute among the shareholders of the

aucune des propriétés de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie et dont elle peut disposer;

Faire tous les actes précités ou aucun d'iceux ainsi que tous les actes qu'autorisent les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les règlements de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Les Chevaliers du Lac Mégantic Incorporée", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15.000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera au Lac Mégantic, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4097

C.-J. SIMARD.

"Radio Equipment Service Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Arthur Bouvier, commis, 1018 Sainte-Catherine-est, Pierre Camu, commis, 373 De Lanaudière, Montréal, Jean Pasquin, manufacturier, 125 chemin Lasalle, ville de Verdun, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement disposer ou détenir des radiophones, téléphones privés, appareils récepteurs, transmetteurs, amplificateurs, haut-parleurs ainsi que tous autres objets, instruments, accessoires ou ornements quelconques se rapportant à la radio-téléphonie ou à la téléphonie sous leurs formes les plus diverses;

Faire affaire en général comme commerçants, entrepreneurs ou manufacturiers de tous instruments de musique ou autres objets quelconques ou accessoires ou ornements se rapportant à la production ou à la reproduction des sons;

Faire affaire en général comme électricien, ingénieur-mécaniciens, commerçants, entrepreneurs ou manufacturiers d'engins, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, échange privés (switch board) et tous autres appareils, accessoires ou ornements d'électricité de toutes descriptions; le tout conformément aux Statuts refondus de la province de Québec relatifs aux fonctions attribuées exclusivement aux membres de la Corporation des Ingénieurs professionnels de la province de Québec;

Produire, fabriquer, accumuler, distribuer ou autrement disposer de l'électricité, du gas, soit naturel ou artificiel ou de tous autres moyens capables de produire une énergie quelconque pour les fins de lumière, chaleur ou pouvoir dans les comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier;

Faire tous commerces ou est faite une application quelconque de l'électricité, soit comme lumière, pouvoir ou autrement dans les comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier;

Faire connaître au moyen d'annonces dans les journaux, catalogues, circulaires ou autrement, le genre d'affaires de la compagnie;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies soient en espèces soit en actions de la compagnie entièrement libérées en considération des services rendus par elles ou qu'elles rendront en plaçant des actions, débetures ou autres valeurs pour le compte de la compagnie ou au sujet de sa

company any property of the company, and in particular the shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to the present company and which it has the power to dispose of;

To do all the foregoing acts or any of them as well as all the acts authorised in the letters patent, supplementary letters patent or the by-laws of the company as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Les Chevaliers de Lac Mégantic, Incorporée" with a total capital stock of fifteen thousand (\$15.000.00) dollars, divided into three hundred (300) shares of fifty (\$50.0) dollars each.

The head office of the company, will be at Lake Mégantic, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of September, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4098

"Radio Equipment Service Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1922, incorporating: Arthur Bouvier, clerk, 1018 Sainte Catherine street east, Pierre Camu, clerk 373 De Lanaudière, Montreal, Jean Pasquin, manufacturer, 125 Lasalle, road, town of Verdun, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise dispose of or hold radiophones, private telephones, receiving apparatuses, transmitters, amplifiers, loud-speakers as well as all other objects, instruments, accessories or attachments whatever connected with radio-telephony or telephony under all its various forms;

To carry on generally the business of traders, contractors or manufacturers of all musical instruments or other objects whatever or accessories or attachments connected with the production or the reproduction of sounds;

To carry on generally the business of electrician, mechanical engineers, traders, contractors or manufacturers of engines, dynamos, batteries, storage batteries, switch boards and other apparatuses, accessories and attachments of every description; the whole in accordance with the Revised Statutes of Quebec respecting the functions pertaining exclusively to the members of the Corporation of Civil Engineers of the Province of Quebec;

To produce, manufacture, accumulate, distribute or otherwise dispose of electricity, gas, either natural or artificial, and of all other means capable of producing any energy whatever for light, heat and power purposes, in the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier;

To carry on any other businesses wherein any application of electricity is made either for light, power or otherwise, in the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier;

To make known by way of advertising in the press, catalogues, circulars or otherwise, the kind of business of the company;

To remunerate any persons or companies either in cash or in fully paid up shares of the company as the consideration for services rendered or to be rendered by them in placing the shares, debentures or other securities for the account of the company or in or about the formation or

fondation, organisation ou de la conduite de ses affaires;

Acheter ou autrement acquérir tout ou partie des biens, actif, privilèges, contrats, droits, obligations ou actions de toutes personnes ou compagnies faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à faire, ou possédant toute autre propriété commerciale pour les fins de la dite compagnie ou que ladite compagnie est par les présentes autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir et à payer lesdits privilèges, contrats, actions, achats ou droits en argent parts, débentures ou autres garanties de cette compagnie. Se joindre avec toute autre compagnie ayant pour objets le même genre d'affaires que celui de cette compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre des parts du capital de ladite compagnie, en tout ou en partie, et les donner en paiement des services rendus ou à être rendus par cette compagnie à la dite compagnie;

Vendre ou disposer de tout ou partie de l'actif de la dite compagnie, pour toute considération que la compagnie jugera à propos, et, en particulier, pour des parts ou garanties ou autres considérations de toute autre compagnie ayant le même objet que la présente compagnie;

Faire toute acte nécessaire ou propice à promouvoir l'accomplissement des fins pour lesquelles ladite compagnie est actuellement formée qui deviendrait en aucun temps nécessaire pour la protection des droits de la dite compagnie comme propriétaire ou locataire ou sous permis de licence à elle dûment accordée;

Acquérir ou posséder des propriétés pour les fins de commerce de la dite compagnie, les vendre ou en disposer dans les meilleurs intérêts de la compagnie et en acheter d'autres en remplacement, suivant qu'il sera jugé à propos par ladite compagnie;

Acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir aucune terre, construction, servitude ou propriété immobilière ou mobilière qui pourront être requises pour les fins de la compagnie ou qui pourront être avantageusement utilisées en rapport avec aucun de ses objets, les vendre, en disposer de temps à autre comme la compagnie le jugera raisonnable et convenable;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions du capital, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre corporation;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, entreprendre toute industrie se rattachant au juste accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée et qui lui sont nécessaires pour lui permettre d'exploiter avantageusement son entreprise;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer, en souscrivant ou garantissant le paiement d'aucune action du capital de la compagnie, ou à propos de la formation de la compagnie, y compris les dépenses légales et les payer en espèces, ou, avec l'approbation des directeurs, en actions de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "Radio Equipment Service Corporation" avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Si le capital-actions doit comprendre des actions privilégiées. La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées

organisation of the company or the conduct of its business;

To buy or otherwise acquire the whole or part of the property, assets, privileges, contracts, rights, obligations or shares of any persons or companies carrying on the same kind of business as the present company is authorised to carry on or possessed of any commercial property suitable for the purposes of the said company or which the said company is hereby authorized to buy, lease or otherwise acquire and pay for the said privileges, contracts, shares, purchases or rights, in cash, shares, debentures or other securities of this company. To amalgamate with any other company having for its object the same kind of business as the present company;

With the approval of the shareholders, to issue shares of the capital stock of the said company, in whole or in part, and to give the same in payment for services rendered or to be rendered by this company to the said company;

To sell or dispose of the whole or part of the assets of the said company for such consideration as the company may think fit, and, in particular for shares, securities or other considerations of any other company having the same purposes as the present company;

To do all acts that may seem necessary or suitable for the attainment of the purposes for which the said company is presently incorporated or which may at any time appear necessary for the protection of the rights of the said company as owner or lessee or rights duly granted to the company under license;

To acquire or possess any property for the business purposes of the said company, sell or dispose of the same for the best interests of the company and to purchase other property in their place as the said company may deem proper;

To buy, take on lease or otherwise acquire any land, construction, servitude or immoveable moveable property which may be required for the company's purposes or which may be advantageously used in connection with any of its objects, sell or dispose of the same from time to time as the company may think proper and convenient;

To buy or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of the capital, bonds, debentures or other securities of any other corporation;

To do all acts, exercise all powers, carry on any business incidental to the proper attainment of the objects for which the company is incorporated or which may become necessary to enable the company to advantageously carry out its undertakings;

To remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place, in subscribing for or guaranteeing the payment of any share of the capital stock of the company or about the formation of the company, including legal expenses, and to pay for the same in cash or, with the approval of the directors, in shares of the company;

To pay out of the funds of the company the cost of the organisation and incorporation of the company, under the name of "Radio Equipment Service Corporation" with a total capital stock of forty nine thousand (\$49,000.00) dollars, divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of ten (\$10.00) dollars each.

If the capital stock is to include preferred shares.

The part of the capital stock to be issued as

est de \$30,000.00 piastres, divisé en 3,000 actions de dix piastres chacune.

Les porteurs desdites actions privilégiées auront droit à un dividende cumulatif et annuel de 7% payable à même les profits de chaque année et auront priorité en cas de distribution de l'actif, ou de liquidation des affaires de la compagnie. Lesdites actions privilégiées ne conféreront aucun droit de vote aux détenteurs d'icelles.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4101 C.-J. SIMARD.

preferred shares is \$30,000.00, divided into 3,000 shares of \$10.00 each.

The holders of the said preferred shares shall be entitled to a yearly cumulative dividend of 7% payable out of the annual profits and shall have priority in the event of the distribution of the assets or the winding up of the affairs of the company. The said preferred shares shall not entitle the holders thereof to vote at the meetings of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1922.

C. J. SIMARD,
4102 Assistant Provincial Secretary.

"L. A. Johnston, Co., Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Crepeau, avocat et Conseil du roi, Segfried Hinson Read Bush, John Parker Callaghan, avocats, Cyril Patrick Nolan, étudiant en droit, Jeanne Hainault, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire à, s'engager à et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit absolument comme propriétaire ou par des suretés collatérales ou autrement et vendre, garantir la vente de, et céder, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures et autre preuve des dettes, capitaux, parts et autres garanties de tout gouvernement ou toute corporation scolaire ou municipale, ou de toute affaire de banque, utilités publiques, compagnie ou corporation commerciale et industrielle, ou toute personne ou association, transiger et administrer une compagnie générale de finances et de courtage, agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise;

Entreprendre, gérer, contrôler ou autrement trafiquer de et disposer de toute affaire et entreprise de toute corporation, firme ou individu, et acquérir l'actif, les entreprises, propriété, privilèges, contrats ou autrement de toute personne ou compagnie engagées dans toute industrie ou affaire dans lesquelles la présente compagnie pourrait être intéressée, et acquérir par achat ou autrement, et détenir, trafiquer de ou disposer de toutes parts ou autres garanties de toute compagnie conduisant un genre d'affaires dans lequel la présente compagnie pourrait être intéressée;

Faire des avances ou prêts aux clients, ou autres, ayant des relations avec la compagnie sur des gages de garanties, être achetées, vendues ou disposées de toute autre manière;

Promouvoir, organiser, développer, gérer, ou favoriser l'avancement, l'organisation, le développement ou gestion de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise, et prélever ou aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de bonus, prêts, promesse, à-comptes, ou autrement toute autre compagnie ou corporation, et offrir au public pour souscription, toutes parts, capitaux, obligations, débetures ou autres suretés de toute compagnie, corporation, affaire ou entreprise;

Acheter et acquérir, édifices, propriétés, ter-

"L. A. Johnston, Co., Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1922, incorporating: Louis Philippe Crepeau, advocate and King's Counsel, Segfried Hinson Read Bush, John Parker Callaghan, advocates, Cyril Patrick Nolan, student at law, Jeanne Hainault, spinster of full age, stenographer all of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, either absolutely or as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To undertake, manage, control or otherwise deal with and dispose of the business and undertaking of any corporation, firm or individual, and to acquire the assets, enterprise, property, privileges, contracts or otherwise of any persons or company carrying on any industry or business in which this company may be interested, and to acquire by purchase or otherwise and to hold, deal in or dispose of shares or other securities of any company carrying on any business which this company may be interested in;

To make advances or loans to customers or others having dealings with the company upon the pledge of securities to be bought, sold or otherwise dealt in;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate or undertaking, and to raise and assist in raising money for and the aid by way of bonus, loan, promise, instalment or otherwise, with any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To purchase and acquire buildings, properties,

rains, et les développer, les exploiter et rendre propres à toutes fins commerciales, ainsi qu'il pourrait en être décidé;

Rechercher, examiner, faire l'audition et des rapports sur le crédit, perspectives, commerce, affaires, et conditions de toute personne, firme ou corporation, et garantir toute vente, seing ou signatures, ou acte de cession, vente ou transport de toutes parts ou actions, ou autre propriété, meuble ou immeuble pouvant intéresser les affaires de la présente compagnie;

Exercer toute affaire ressemblant à la ci-dessus décrite et que la compagnie jugerait propre à être exercée convenablement avec chacune des affaires ou fins ci-dessus décrites, ou pouvant augmenter la valeur, ou renom profitables, pour le moment, toute propriété, droits de la compagnie.

S'unir, pour la fusion des intérêts, la division des profits, à toute personne ou compagnie exerçant ou engagées dans un genre d'affaires ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer et dans laquelle elle peut s'engager, et se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies poursuivant en tout ou en partie des fins analogues à celles énumérées ci-dessus;

Vendre, louer ou autrement disposer des entreprises et des actifs de la compagnie ou de quelques parties d'iceux, pour toutes considérations jugées raisonnables, et particulièrement, pour des parts, débetures, actions ou autres suretés de toute compagnie ou corporation;

Distribuer entre les membres de la compagnie en espèces ou autrement tout actif de la compagnie et, particulièrement des parts, actions, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents, et soit seules ou en société avec d'autres, sous le nom de "L. A. Johnston Co. Inc.", avec un capital-total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4099

C.-J. SIMARD.

4100

Assistant Provincial Secretary.

"Jos. Tanguay, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Albert Tanguay, contre-maitre cordonnier, machinist, Joseph-Hector East, et Joseph-Léopold Labrecque, comptables, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général le commerce de peaux vertes, sèches ou préparées en gros ou en détail, faire le tannage, le corroyage des peaux; manufacturer, vendre, échanger des chaussures; acheter des commerces déjà établis

Acquérir et entreprendre comme un commerce en opérations les biens, clientèle, passif et commerce généralement exercé et jusqu'ici exercé par la raison commerciale Jos. Tanguay Enrg et payer le tout par l'émission d'actions acquittées du capital de cette compagnie.

Exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers, négociants, commerçants, agents, courtiers en chaussures, clagues.

lands and to develop, cultivate, exploit and turn the same to commercial purposes in such manner as may be decided upon;

To investigate, examine, audit and report on the standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation, and to guarantee any sale or any seal or signature or act of assignment, sale or transfer of any shares or stocks or other property, real and personal made in connection with the business of the company;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights for the time being;

To enter into any arrangement, union of interests or division of profits with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any company or corporation;

To distribute amongst the members of the company, in specie or otherwise any assets of the company and particularly shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To do all or any of the foregoing either as principals or agents and either alone or in partnerships, with others, under the name of "L. A. Johnston, Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of August, 1922.

C. J. SIMARD,

"Jos. Tanguay, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1922, incorporating: Albert Tanguay, foreman, shoemaker and machinist, Joseph Hector East, and Joseph Leopold Labrecque, accountants, all of Quebec, for the following purposes:

To deal generally in raw, dry and dressed hides, wholesale and retail, carry on the tanning and currying business; manufacture, sell, exchange boots and shoes; buy going concern;

To acquire and undertake as a going concern the property, goodwill, liabilities and business generally carried on and up to now carried on by the firm of Jos. Tanguay, Reg., and to pay for the whole of the above by the issue of paid up shares of the capital stock of this company;

To carry on generally and in all its branches the business of manufacturers, merchants, traders, agents, brokers of boots and shoes, rubbers,

gants et mitaines, coiffures, vêtements, habillements, complets, accouplements de toutes sortes soit en gros ou en détail, à la fois comme principaux et agents et pour eux-mêmes et pour d'autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement tels terrains, bâtisses ou autres propriétés ou matériaux et ériger et installer et exploiter telles manufactures, boutiques, bâtisses, usines, machines ou autres installations avantageuses ou nécessaires pour le bon exercice du commerce de la compagnie et les vendre, échanger, louer ou remplacer ou en disposer autrement, faire le commerce de matériaux de construction;

Acquérir toute autre industrie manufacturière ou autre qui paraîtra la compagnie susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec son commerce ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire tous arrangements avec tous gouvernements, autorités supérieures, municipales, locales ou autrement, ou avec toutes personnes associations ou compagnies incorporées ou non incorporées lesquels pourraient favoriser les intérêts de la compagnie ou quelqu'un d'eux tous droits, privilèges ou concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir, et se servir de tels droits, privilèges ou concessions conformément aux dites conventions ou arrangements aux fins de promouvoir les affaires ou entreprises de la compagnie dans toutes ses spécialités, ou celles de tels gouvernements, autorités, personnes, associations ou compagnies ou celles de la compagnie alors ou de ses clients futurs, ou pour tous autres objets licites qui pourraient paraître favoriser les fins de la compagnie.

Demander, acheter, louer ou d'aucune manière acquérir toutes patentes, brevets d'invention, perfectionnement ou procédé sous enregistrement permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout intérêt en iceux, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblerait à la compagnie susceptibles d'être trafiquées, ou qui pourraient être utilisés, pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait être considérée de nature à profiter à la compagnie, directement ou indirectement, et utiliser et exercer, développer, vendre, louer ou accorder des permis pour leur usage ou en disposer autrement, ou faire valoir autrement toutes telles patentes, brevets d'invention, perfectionnement et procédés sous enregistrement, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout intérêt en iceux ou tout secret ou autre renseignements susdits;

Acheter ou acquérir ou autrement la totalité ou aucune partie des biens, commerce et propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute personne, société commerciale ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce semblable ou en possession de biens convenables pour les fins de tel commerce;

Se fusionner avec toute autre compagnie, et acquérir et entreprendre la totalité et aucune partie des biens, commerce, privilèges, contrats, droits et passif de toute personne ou société commerciale ayant des objets, en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie.

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise et biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie le jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

gloves, mitts, headwear, garments, clothing, ready-made suits, wearing apparel of every kind either wholesale or retail, both as principals or agents and for themselves or others;

To acquire by purchase, lease or otherwise any lands, buildings or other property or plants, and to erect and install and operate any factories, shops, buildings, plants, machinery or other equipment deemed advantageous or necessary for the proper carrying on of the business of the company, and to sell, exchange, lease or replace or otherwise dispose of the same and to deal in building materials;

To acquire any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To enter into any arrangements with any governments, authorities, supreme, municipal, local or otherwise, or with any persons, associations or companies, incorporated or unincorporated, which may seem conducive to the company's objects or any of them and for any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to exercise such rights, privileges or concessions in accordance with the said agreement or arrangements for the purposes of promoting the business or undertakings of the company in all its branches, or those of such governments, authorities, persons, associations or companies or those of the company at that time or its future customers, or for any other legal purpose which may seem conducive to the company's objects;

To apply for, buy, lease or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, improvements and registered processes, licenses, concessions, trade marks, trade names and industrial designs and the like or any interest therein, or any secret or other information which may seem to the company capable of being dealt on or to any invention capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop, sell, lease or grant licenses in respect of or other dispose of or turn to account any such patents, brevets d'invention, improvements and registered processes, licenses, concessions, trade marks, trade names, industrial designs and the like or any interest therein or any secret or other informations aforesaid;

To buy or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business and property, privileges contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which this company is authorised to carry on or any similar business or possessed of property suitable for the purposes of such business;

To amalgamate with any other company and to acquire and undertake the whole and any part of the property, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person or firm having objects in whole or in part similar to those of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

Émettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toutes patentes, brevets d'invention, ou d'aucun biens meubles ou immeubles droits ou choses acquis par la compagnie ou pour elle ou pour service rendus à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Acheter des hypothèques, créances, balances de prix de vente, billets promissaires ou autres valeurs quelconques et en disposer et payer pour telles acquisitions, soit en argent comptant, soit en partis acquittées ou obligations de la compagnie;

Emprunter de l'argent et donner pour garantie de ces emprunts des hypothèques sur les propriétés possédées par la compagnie, émettre des bons ou débiteurs garantie sur les propriétés de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, débiteurs ou garanties dans toutes compagnies, dont la compagnie peut avoir le droit de disposer.

Faire des dépôts aux banques, tirer des chèques, négocier, escompter des billets, traites ou tous autres documents négociables.

Emprunter de l'argent des banques ou de toutes autres associations ou personnes, et donner en garantie des meubles ou de la marchandise.

Les pouvoirs de chaque paragraphe à être en aucune façon limités ou restreints par les termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Jos. Tanguay, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00) divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce huitième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4103

C.-J. SIMARD.

To issue and allot, as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any patents, brevets d'invention or any other moveable or immoveable property, rights or things acquired by or for the company or for services rendered to the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable and transferable instruments;

To buy hypothecs, claims, balances of selling prices, promissory notes, or any other securities and to dispose of the same and to pay for such acquisitions either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

To borrow money and to give as security for such loans, hypothecs on the properties possessed by the company, issue bonds or debentures secured on the property of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and, in particular, any shares, debentures or securities of any companies which this company has the power to dispose of;

To make deposits in any banks, draw cheques, negotiate and discount notes, drafts or any other negotiable instruments;

To borrow money from banks or from any other associations or persons and to pledge the moveables and merchandise of the company as the security thereof;

The powers in each paragraph shall in no wise be limited or restricted by the terms of any other paragraph, under the name of "Jos. Tanguay, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand, nine hundred (\$99,900.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary this eighth day of September, 1922.

C. J. SIMARD.

4104

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Bois de Luceville, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Josephat-Odilon St-Laurent, industriel, Joseph Banville, cultivateur, de Luceville, et Joseph-Wilfrid Deschênes, courtier en assurance de Mont-Joli, Qué.: dans les buts suivants:

Exercer sous toutes les formes l'industrie forestière et le commerce de bois, du papier et du bois de pulpe, et manufacturer, produire, acheter, vendre et se livrer au commerce des bois de charpente, des billots, madriers, bois de pulpe et papier de toutes catégories;

Faire le commerce du bois en général, et autre, acheter, transporter, manufacturer, fabriquer, produire et vendre et autrement aliéner les bois de charpente, de service, de construction, les billots, les bois de pulpe, de sciage, de chauffage, à charbon, à meubles et tout autre bois; acheter, construire, exploiter, gérer, vendre, louer, échanger ou autrement aliéner des scieries, des cours à bois, des manufactures pour la préparation des bois de charpente et divers autres bois ci-haut mentionnés, des manufactures de portes et chassis

"La Compagnie de Bois de Luceville, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1922, incorporating Josephat Odilon St-Laurent, manufacturer, Joseph Banville, farmer of Luceville, and Joseph Wilfrid Deschênes, insurance broker, of Mont-Joli, Que., for the following purposes;

To carry on lumbering operations in all branches thereof and to deal in wood, paper and pulp wood, manufacture, produce, buy, sell and deal in timber, logs, deals, pulp-wood and paper of all kinds;

To generally deal in lumber and other products, buy, transfer, manufacture, fabricate, produce a and sell and otherwise alienate timber, lumber, logs, pulp-wood, fire wood, wood for charcoal, and furniture wood and any other wood; to buy, construct, exploit, manage, sell, lease, exchange or otherwise alienate saw-mills, lumber yards, factories for the preparation of timber and the various other woods aforementioned, sash and door factories, lath and shingle mills, furnishing mills, box mills, and factories for the manufacture

de lattes et de bardeaux, de bois à finir, de boîtes, et de tous autres articles susceptibles d'être manufacturés dans ou avec le bois et les déchets de bois, et de pulpe provenant de l'industrie de la compagnie, des usines, outillages et accessoires nécessaires à l'exploitation de concessions et réserves forestières, limites à bois, tel que la coupe du bois, son transport et sa fabrication, et acquérir, bâtir, développer, transporter, administrer, vendre et autrement aliéner des biens meubles et immeubles des terres, des terrains propriétés construites, concessions ou réserves forestières, limite à bois, coupes de bois, terres à bois, briqueteries, carrières, mines, sablières, pulperies, emplacements d'estacades lot de grèves, scieries, garages, entrepôts, ponts, chemins de halage, quais, jetées, dams et brise glace, aqueducs, réservoirs, vanaux, écluses, chutes, pouvoirs d'eau, droits de flotage, bateaux, remorqueurs et toutes autres embarcations, voitures à vapeur, électricité, gazoline et traction de toute autre sorte de voiture, usines électriques, hydrauliques, à gaz, à gazoline ou à vapeur, ligne de transmission d'énergie électrique, hydraulique ou autre, en se conformant à toute loi provinciale, municipale à cet égard, manufactures, magasins ou bureaux, ateliers, écuries, dépendances, fourneaux à chaux, machineries, instruments et outils de toutes sortes; et développer, et utiliser des forces hydrauliques, des usines électriques ou à vapeur, gaz pour la production de l'énergie électrique ou autre agent semblable de production de l'électricité, de la chaleur ou de la force motrice dans le district de Rimouski, acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, emplacements, droits de surface, concessions forestières, forêts et terrains boisés, des lots de grèves, droits de passage sur rivières, forces hydrauliques, des droits afférents au gouvernement, aux municipalités et d'autres droits, des privilèges, franchises, avantages et permis de toutes espèces et les vendre, les aliéner, les échanger ou autrement les négocier;

Améliorer et développer les rivières, les lacs et forces hydrauliques, construire et entretenir des réservoirs, canaux, barrages, digues, estacades et autres structures et installations de toutes sortes;

Construire, acheter, louer ou autrement, acquérir des bateaux à vapeur, barges, remorqueurs ou autres espèces de navires ou vaisseaux propres au cabotage, les utiliser et les faire naviguer;

Construire aux fins du commerce de la corporation, des voies d'évitement sur les terrains qu'elle possède ou contrôle, faire le commerce de toute sorte, comme marchands généraux;

Conclure des conventions avec toute autorité, municipale, locale ou autre, qui seront jugés propres à atteindre les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité, des droits, des privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, exercer et ou accomplir toutes telles conventions, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire, souscrire, accepter, endosser, négocier, payer et émettre des billets promissaires, chèques, lettres de change, connaissements, obligations, mandats d'entrepôts ou autres instruments négociables et transportables;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et, avec le consentement des actionnaires pour services rendus par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie, débentures ou autres valeurs, suivant la décision des directeurs;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, jetées, pontons, quais, entrepôts, ascenseurs, ou autres structures ou bâtisses sus-

of all other articles capable of being manufactured in or with wood and wood waste, and the pulp derived from the business of the company, shops, equipment and accessories necessary for the exploitation of timber concessions and reserves, timber limits, such as the cutting, transporting and manufacturing of timber, and to acquire, build, develop, transport, manage, sell and otherwise alienate moveable and immoveable property lands, lots of land, improved properties, timber concessions or reserves, timber limits, timber berths, timber land lands, brick yards, quarries, mines, sand pits, pulp-mills, boom, grounds, river lots, saw-mills, garages, warehouses, bridges, skidways, wharves, piers, dams, ice-breakers, water-works, reservoirs, canals, locks, falls, water-power, floating rights, boats, tugs and any other crafts, steam, gasolene, electric and traction or other vehicle, electric, hydraulic, gas, gasolene or steam plant, electric transmission line hydraulic or other line, subject to any provincial or municipal law on that behalf; manufactories, stores or offices, shops, stables, dependencies, lime kilns, machinery, instruments and tools of every kind; and to develop, utilize hydraulic powers, electric or steam or gas generating plants for the production of electric energy and other similar electric, heat or motive power producing agent in the district of Rimouski;

To buy, lease or otherwise acquire real estate, emplacements, surface rights, timber concessions, forest and timber lots, water lots, river rights, hydraulic powers, rights inherent to the government, municipalities or other powers, rights, privileges, franchises, advantages and permits of every kind, and to sell, alienate, exchange or otherwise deal with the same;

To improve and develop rivers, lakes and water powers, construct and maintain reservoirs, canals, barrages, dams, booms and other structures and installations of all kinds;

To construct, buy, lease or otherwise acquire steamers, barges, tugs or other crafts or vessels suitable for coasting or deep sea sailing, utilize and navigate the same;

To construct for the business purposes of the corporation, sidings on the lands held or controlled by the company;

To carry on the business of general merchants;

To enter into any agreements with any authority, municipal, local or otherwise, which may appear conducive to the attainment of the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to exercise and carry out any such agreements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, underwrite, accept, endorse, negotiate, pay out and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, bonds, warehouse receipts or other negotiable and transferable instruments;

To pay for any expenses in connection with the formation of the company and, with the consent of the shareholders, for services rendered by the promoters and others, either with cash or paid up shares of the company, debentures or other securities, according to the decision of the directors;

To construct, buy, lease or otherwise acquire docks, piers, pontoons, wharves, warehouses, elevators or other structures or buildings capable of

ceptibles des services au commerce de la compagnie;

Au cas de fusion avec aucune autre compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable, en acheter les actions, bons, obligations ou débetures de la compagnie;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Acheter louer, ou autrement acquérir, construire, tenir et exploiter des moulins à scie, et se livrer à l'industrie de la confection et de la préparation pour le marché du bois de charpente et du bois de construction ainsi que des bois de toute nature et description;

Importer, exporter, vendre, échanger et autrement exercer le commerce de bois de charpente;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou susceptible d'être exercée de façon à profiter à la corporation directement ou indirectement;

Acheter, louer, construire ou exploiter des lignes téléphoniques et télégraphiques à l'usage et au bénéfice de la dite compagnie, sur ces terrains propres ou sur des terrains qu'elle contrôle, dans le district de Rimouski;

Acheter, louer vendre des biens-fonds et exercer le commerce de négociants généraux et marchands de provisions;

Acquérir, acheter, louer, obtenir sous licences et vendre des minerais et terrains miniers de toutes les sortes et miner, creuser des carrières, fondre, raffiner, réduire, amalgamer, préparer et donner une valeur marchande, aux minerais et métaux et substances minérales d'aucunes espèces;

Acquérir, bâtir, vendre ou louer des maisons ou bâtisses à son usage ou à celui de ses employés ou ouvriers;

Emettre des parts de son capital, totalement ou partiellement acquittées ou non sujettes à appel en paiement des concessions, forêts, forces hydrauliques, bois, articles faits de bois ou autres biens et pour les services rendus dans l'achat de la propriété et de l'actif de la corporation et dans son organisation;

Détenir, souscrire au capital et le payer devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures ou du capital préférentiel d'aucune compagnie constituée en corporation, et voter sur icelle à toute assemblée, par procuration en faveur d'un contribuable;

Garantir aucune obligation, débetures ou action obligatoire que par la loi elle est autorisée à émettre en consentant un acte authentique d'hypothèque, mortgage ou nantissement d'aucune propriété de la compagnie mobilière ou immobilière, présente ou future qu'elle peut posséder dans la province; le tout conformément à l'article 6119 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et aux articles suivants ainsi qu'à adopté la législature de Québec;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne seront ni limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Acquérir, par achat, détenir, vendre et négocier les affaires, les créances, l'achalandage, le capital, les parts ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation exerçant une industrie totalement ou partiellement semblable à celle de la présente compagnie et généralement accomplir tous actes, exer-

being used for the company's business;

In the event of amalgamation with any other company or corporation carrying on a similar business, to purchase the shares, bonds, obligations or debentures of the company;

To carry on any other industries deemed necessary or useful for the purpose of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, hold and operate sawmills and carry on the industry of the making and preparing for market of lumber and timber as well as wood of any other nature and description;

To import, export, sell, exchange and otherwise carry on the lumber business;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or corporation carrying on or about to carry on any industry that the present company is authorised to carry on or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the corporation;

To purchase, lease, construct or exploit, telephone and telegraph lines for the use and benefit of the said company on its own land or on land which it may control in the district of Rimouski;

To purchase, lease and sell real estate and carry on se business of general traders and provisions merchants;

To acquire, purchase, lease, obtain under license and sell minerals and mining lands of every kind, and mine, dig shafts, smelt, refine, crush, cradle, prepare and render merchantable any ores, metals and mineral substances of any kind;

To acquire, build, sell or lease houses or buildings for its own use and for that of its employees or workmen;

To issue shares of its capital, fully or partly paid up and non assessable, in payment for concessions, forests, water powers, wood, articles made of wood or other ingredients and for services rendered in the purchase of the property and assets of the corporation and in its organization;

To hold, subscribe and pay for the capital stock, become shareholders, hold or purchase debentures or preferred stock of any incorporated company and vote on same at any meeting by power of attorney in favor of a contributor;

To guarantee any bond, debenture or debenture stock which it is authorized to issue buy law by giving an authentic hypothec deed, mortgage or pledge on any of the moveable or immoveable property of the company, present or future that it may hold in the Province, the whole pursuant to article 6119 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and following articles as enacted by the Quebec Legislative Assembly;

The powers contained in any of the paragraphs of the present petition shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph;

To acquire or buy, purchase hold, sell and negotiate the business, claims, goodwill, capital, shares or securities of any company or corporation carrying on any industry in whole or in part similar to that of the present company and generally accomplish any acts, exercise any power and any

et tout pouvoir et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "La Compagnie de Bois de Luceville, Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00) divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix-neuf cents piastres (\$1,900.00), et ses actions seront émises au prix de cent piastres (100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Luceville, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4111 ALEXANDRE DESMEULES.

**"The Hill Motor and Machine Company,
Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'août 1922 constituant en corporation: Harry Louis Horsey, maître-peintre, Harvey Green Smith, mécanicien, Omer Simard, propriétaire d'un garage, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce général de réparations d'automobiles;

Opérer une station de service général d'automobile et garage pour garer et emmagasiner des automobiles, moto-cycles et autre chose s'y rapportant;

Faire le commerce général de manufacturer et réparer des voitures, et manufacturer tous tels articles dont la compagnie pourrait avoir l'usage ou dont elle pourrait trafiquer;

Conduire un commerce comme forgerons, machinistes et fabricants d'outils;

Faire le commerce général de rembourrage et de réparation de la carrosserie et de la couverture des automobiles;

Agir comme manufacturiers, agents pour toute branche de commerce qui pourrait être utile à la dite compagnie, ou vendue par elle conjointement avec son commerce, et particulièrement agir comme agents pour et marchands d'automobiles et de leurs accessoires, et faire et mettre à exécution une entente au sujet des partages de la commission avec toute personne ou personnes engagées dans un commerce analogue à ou susceptible d'être utilisé dans l'intérêt de la présente compagnie;

Faire le commerce comme peintres et décorateurs d'automobiles et de voitures ou autrement;

Acquérir, se charger de, totalement ou partiellement du commerce et responsabilités de toute personne ou compagnies exerçant une industrie de la même nature que celle que la présente compagnie est autorisée à exercer et particulièrement acheter du nommé F. Hill les affaires qu'il dirige aujourd'hui, sous le nom et titre de "The Hill Motor and Machine Company et le Blue Book Garage", et les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, ou les deux;

Acquérir par achat ou échanger tout terrain dans la province de Québec et les développer, améliorer, louer, vendre ou hypothéquer ou en disposer ou trafiquer autrement;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir des brevets ou protection provision ou autrement relativement vraie ou supposée vraie, pour tout brevet, marque de commerce, nom ou dessin,

business relating to the full realization of the objects for which the company is incorporated, under the name of "La Compagnie de Bois de Luceville, Limitée, with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The amount of the capital with which the company shall commence its operations is one thousand nine hundred (\$1,900.00) and its shares shall be issued at the price of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company, will be at Luceville, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary this fifth day of September, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES.
4112 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"The Hill Motor and Machine Company,
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1922, incorporating: Harry Louis Horsey, master painter, Harvey Green Smith, mechanic, Omer Simard, garage owner, of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general automobile repair business;

To operate a general automobile service station and garage for the housing and storage of automobiles and motor cycles and the like;

To conduct a general carriage manufacturing and repairing business, and to manufacture such goods as the company may have use for or trade in;

To conduct a business as blacksmiths and machinists and tool makers;

To conduct a general upholstery and automobile body and top repairing business;

To act as manufacturers agents for any of the lines that may be of use to the said company, or sold by them in connection with their business, and particularly to act as agents for and dealers in automobiles and their accessories, and to make and execute a commission sharing agreement with any person or persons engaged in any business similar to or capable of being used to the advantage of the said company;

To conduct a business as painters and decorators of automobiles and carriages or otherwise;

To acquire and take over the whole or any part of the business and liabilities of any person or companies carrying on a business of a nature similar to that which this company is authorized to carry on and in particular to purchase from one Harry T. Hill the business now operated by him under the name and style of "The Hill Motor and Machine Company and the Blue Book Garage", and to pay for the same either in cash or in paid up shares of the company or both;

To acquire by purchase or exchange and land in the Province of Quebec and to develop, improve lease, sell or hypothecate or otherwise dispose of or deal in the same;

To buy or otherwise acquire and obtain patents or provisional protection or otherwise in connection with any invention true or alleged to be true for any patent, trade mark, name or designs, copy-

droit de propriété, procédé, secret et autres choses semblables qui sembleraient particulièrement avantageuses pour la compagnie;

Vendre ou disposer de toutes entreprises de la compagnie, soit en tout ou en partie, pour toutes telles considérations que la compagnie jugera raisonnables et particulièrement pour des parts soit privilégiées ou ordinaires, actions ou autres sécurités dans toute autre compagnie, dont les fins sont partiellement ou totalement analogues à ceux de la présente compagnie;

Emettre et distribuer comme capital payé de la compagnie, par les présentes incorporées, en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière ou pour tous droits, bail, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licence, concession, capital, actions ou débentures ou autre propriété ou droits qui peuvent être acquis légalement en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et les payer ou quelque partie d'iceux, totalement ou partiellement en actions ou débentures ou autrement;

Acheter ou se charger de ou autrement acquérir par souscription originale ou autrement détenir ou autrement disposer de parts de capital dans toute autre compagnie poursuivant les mêmes fins que la présente compagnie partiellement ou totalement, ou exerçant tout commerce susceptible d'être exercé de manière à être directement ou indirectement avantageux à la compagnie, et à voter par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourraient désigner, pourvu toutefois quel tel agent ou agents soient actionnaires de la compagnie;

Emettre des obligations ou débentures ou de la propriété mobilière ou immobilière ou les deux, sous le nom de "The Hill Motor and Machine Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent (\$100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4121

rights, secret processes and the like, which may appear properly advantageous to the company;

To sell or dispose of the undertakings of the company either in whole or in part, for such considerations as the company may see fit and in particular for shares whether preferred or common, bonds or other security in any other company, the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To issue or allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment for any property moveable or immoveable or for any rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privilèges, license, concession, stock, bonds or debentures or other property or rights which may be lawfully acquired by virtue of the powers hereby granted, and to pay for the same or any part thereof wholly or partly in bonds or debentures or otherwise;

To purchase or take over or to acquire by original subscription or otherwise, to whole, sell or dispose of shares of stock in any other company, having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being carried on, so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote on such shares through such agent or agents as the directors may appoint, providing always, that such agent or agents are shareholders of the company;

To issue bonds or debentures on the moveable or immoveable property of the company or both, under the name of "The Hill Motor and Machine Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of August, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4122

"Chenier, Limitée".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Joseph Matte, J.-Berchmans Garneau, Antonio Rochette, Léopold Tremblay, employés civils, Jules Moreau, agent d'assurance, tous de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer certaines marchandises en particulier et toutes les marchandises en général; faire le commerce en gros ou en détail, ou les deux commerces simultanément de telles marchandises et exploiter tout système propre à promouvoir la vente ou la fabrication desdites marchandises;

Agir comme agent, représentant, courtier ou mandataire général ou particulier de toute société, corporation, commerçant, manufacturier, ou de toutes personnes et de passer tous contrats aux fins sus-dites;

Acquérir tous brevets, droits de brevets, plans de vente, appareils, dispositifs, royautés exclusives ou partielles, propres à atteindre ces fins;

"Chenier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1922, incorporating: Joseph Matte, J. Berchmans Garneau, Antonio Rochette Léopold Tremblay, vicil employees, Jules Moreau insurance agent, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture or cause the manufacture of certain merchandise and all merchandise generally; carry on a wholesale or retail business or both business simultaneously in such merchandise and to exploit any system calculated to promote the sale or manufacture of the said merchandise;

To act as agent, representative, broker or general or private mandatary of any partnership, corporation, trader, manufacturer or of any persons and to enter into any contracts for the above purposes;

To acquire any patents, patent rights, sales plans, apparatuses, appliances, exclusive or partial royalties, calculated to attain the above purposes;

Acheter des espaces et privilèges de publicité et les vendre;

Acquérir et exploiter des franchises pour fins de publication pour l'achat ou la vente de privilèges d'annonces;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous commerces, marques de commerce, brevets, licences, concessions, exploitations, royautés et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, de s'en servir et de toute information secrète ou autre au sujet de toute invention pouvant être employée pour toutes les fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou informations ainsi acquis.

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, utiliser, occuper et jouir de, vendre, louer ou autrement aliéner ou faire valoir aucuns terrains ou bâtiments et généralement acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, des avantages, licences, franchises, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations;

Payer totalement ou partiellement en numéraire ou en actions ordinaires ou privilégiées entièrement acquittées, ou par des bons, débentures, ou d'autres obligations de la compagnie ou d'autres valeurs tous achats, acquisitions, concessions accordées à la compagnie, jouissances, locations, prises à bail, ou toutes autres valeurs acquises par la compagnie;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions, obligations, débentures ou d'autres valeurs, d'aucune corporation ou compagnie, et les payer en tout ou en partie en actions entièrement libérées, en obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, aussi détenir, vendre ou autrement négocier les actions, obligations, débentures ou d'autres valeurs ainsi acquises, et durant détention exercer tous droits, et pouvoirs de propriété qu'elles confèrent, y compris le droit de vote; garantir le paiement du capital des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ou propres directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Prélever et aider à prélever de l'argent, subventionner au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune compagnie ou corporation dans le capital de laquelle la compagnie possède des actions, ou aucune compagnie, corporation ou personne avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, ou aucune compagnie, corporation ou personne exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce, industrie ou genre d'affaires que la corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, et agir comme employeur, agent ou administrateur d'aucune telle compagnie, corporation ou personne, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par aucune autre personne avec laquelle la compagnie pourra avoir des relations d'affaires;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point de s'exercer

To buy advertising spaces and privileges and to sell the same;

To acquire and exploit franchises for advertising purposes, and the purchase and sale of advertising privileges;

To apply for, buy or otherwise acquire any business, trade marks, patents, licenses, concessions, exploitations, royalties and the like conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use and any secret or other information as to any invention capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or informations so acquired;

To buy, lease or otherwise acquire and hold, utilise, occupy and enjoy, sell, lease or otherwise alienate or turn to account any lands or buildings and generally buy, take on lease or otherwise acquire any real or personal property, advantages, licenses, franchises, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its undertakings;

To pay wholly or partly in cash or in fully paid up common or preferred shares, or in bonds, debentures or other obligations of this company, or other securities for any purchases, acquisitions, concessions granted to the company, enjoyments, leases, rentals or other securities acquired by the company;

To subscribe for, buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures or other securities of any corporation or company, and to pay for the same, wholly or partly in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, also hold, sell or otherwise deal with shares, bonds, debentures or other securities so acquired, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership attaching thereto, including voting power, guarantee the payment of the principal dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, the objects of which are similar to those of the present company or calculated to directly or indirectly benefit the corporation;

To raise and assist in raising monies, subsidize by way of bonus, loan promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any company or corporation in the capital stock of which the company holds shares, or any company, corporation or person with which the company may have business dealings, or any company, corporation or person carrying on, engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the corporation is authorized to carry on or engage in, and to act as employer, agent, administrator of any such company, corporation or person, guarantee also the performance of contracts by any such company, corporation or person with which the company may have business dealings;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any

ou de se livrer à aucun négoce, industrie ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, compagnie ou corporation souscrire ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie ou corporation, et les vendre, les détenir, les émettre et réémettre avec ou sans garantie du capital ou des intérêts, ou autrement les négocier ou en disposer;

Acheter, louer ou autrement acquérir et avoir la possession, l'exercice, la jouissance, en son propre nom ou au nom des personnes, sociétés, compagnies ou corporations de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, du stock de commerce, des dettes de livres ou crédits, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société, compagnie ou corporation exerçant ou constituée pour exercer aucun négoce, industrie ou genre d'affaires totalement ou partiellement semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, ou que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le négoce ou les objets de la corporation, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables, et payer ces propriétés, franchises, achalandages, droits, pouvoirs, privilèges et acquisitions totalement ou partiellement en numéraire ou en valeur, totalement ou partiellement en actions ordinaires ou privilégiées, entièrement acquittées de la compagnie ou autrement assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie, et exercer les droits, pouvoirs et franchises d'aucune corporation dont le capital-actions est possédé ou contrôlé par la compagnie, au nom d'aucune telle compagnie, ou au nom de la corporation;

Affecté la totalité ou aucune partie des deniers de la compagnie à l'achat d'actions dans aucune autre corporation, ou à l'acquisition des valeurs et de l'achalandage d'aucunes sociétés ou personnes exerçant aucun négoce, commerce, industrie ou genre d'affaires quelconque, et payer le tout totalement ou partiellement en actions ordinaires ou privilégiées entièrement acquittées de la compagnie, en numéraire ou en obligations de la compagnie, ou autrement, tel que jugé convenable;

Payer toutes les dépenses de formation, enrégistrement et organisation de la compagnie, rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, ou d'aucune débenture ou autre valeur de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de la formation de la compagnie, ou la gestion des affaires de la compagnie, et ce totalement ou partiellement en numéraire, totalement ou partiellement en actions ordinaires ou privilégiées entièrement acquittées, ou par des bons, ou débentures, ou d'autres obligations de la compagnie ou toutes autres valeurs;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune autre compagnie ou entreprise dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et à cette fin nommer et rémunérer aucuns directeurs, comptables, autres experts ou agents;

Vendre, louer, échanger, aliéner, faire valoir ou

business or transaction which the company is authorized to carry on, or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the corporation, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such person, company or corporation, subscribe for or otherwise acquire the shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, issue or re-issue with or without warranty as to principal or interests, or otherwise deal with or dispose of the same;

To buy, lease or otherwise acquire and own, exercise, enjoy in its own name or in the name of the persons, partnerships, companies or corporations mentioned above, the whole or any part of the property, stock in trade, book debts or credits, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, partnership, company or corporation carrying on or formed for the carrying on of any business; trade or transactions altogether or partly similar to that which the present corporation is authorized to carry on or which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the trade or objects of the corporation or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, wholly or partly in cash or in securities, wholly or partly in fully paid up common or preferred shares of the company or otherwise, to take over also the liabilities of any such person, partnerships or company and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation the capital stock of which is held or controlled by the company, in the name of any such company, or in the name of the corporation;

To apply the whole or any part of the funds of the company to the purchase of shares in any other corporation, or the acquisition of securities and goodwill of any partnerships or persons carrying on any business, trade, industry or transaction whatever, and to pay for the whole of the above wholly or partly, in fully paid up common or preferred shares of its capital stock, in cash or in bonds of the company or otherwise, as may be deemed fit;

To pay all expenses incurred about the formation, registration and organization of the company, remunerate any person or corporation for services rendered or to be rendered in causing the subscription, aiding in the placing or guaranteeing the placing of any of the company's shares, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation of the corporation or the management of the business of the company, and that fully or partly in cash or fully or partly in fully paid up common or preferred shares, or bonds, debentures or other securities of the company or any other securities;

To take part in the management, supervision and control of the business and operations of any other company, or undertakings the objects of which are wholly or partly similar to those of the corporation, and to that end to appoint and remunerate any directors, accountants, other experts or agents;

To sell, lease, exchange, alienate, turn to ac-

autrement disposer de la propriété, des droits, franchises et de l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que les directeurs de la compagnie jugeront convenable, et spécialement pour des actions ordinaires ou privilégiées entièrement acquittées, des obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Effectuer tous les paiements que la compagnie pourrait être appelée à faire en aucun temps dans l'exercice de son entreprise ou dans la jouissance d'aucun privilège accordée par l'un quelconque de ces paragraphes, totalement ou partiellement, en numéraire, ou en actions ordinaires ou privilégiées de la compagnie entièrement acquittées, ou par des bons, débetures, ou d'autres obligations de la compagnie, ou toutes autres valeurs;

Distribuer en espèce ou autrement, tel que décidé, aucune valeur de la compagnie, à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui achètera ou assumera la totalité ou aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges et faire aussi tous les autres actes et choses qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets ci-dessus, ou à chacun d'eux faire toutes les choses susdites ou aucunes d'icelles comme principaux, agents, procureurs, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seul, soit conjointement avec d'autres;

L'objet de la compagnie est de faire, de temps à autre, l'un ou plusieurs des actes et choses susmentionnés, et aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, mais peut-être exercé d'une manière pleine et entière et sera interprété d'une façon aussi large que si chacun desdits paragraphes déterminaient les objets d'une compagnie séparée, distincte et indépendante; pourvu que les pouvoirs qu'accordent les présentes soient assujetties à la législation ou réglementation fédérale; provinciale et municipale, sous le nom de "Chénier, Limitée";

Le montant du capital-action social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), comprenant un montant de vingt-quatre mille (\$24,000.00), divisé en deux mille quatre cents (2,400) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune et un montant de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), en actions privilégiées réparties en trois séries, savoir: Série A, série B, et série C;

Série A.—Quinze mille piastres (\$15,000.00) réparties en quinze cents (1,500) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune portant un dividende privilégié cumulatif de sept pour cent (7%) l'an, payable en deux (2) versements semi annuels le 1er octobre et le 1er avril de chaque année. La date de l'émission des actions de cette série sera le 1er octobre 1922.

La totalité ou une partie des actions de cette série sera rachetable cinq ans après son émission au prix de dix piastres et demi (\$10.50) pour chaque action. Durant cette période de cinq années, la compagnie aura le privilège de racheter la totalité ou une partie des actions de cette série au pair. Ces rachats devront s'effectuer à l'une des dates à laquelle le dividende est payable en donnant un avis de dix (10) jours par lettre à l'adresse mentionnée aux livres de la compagnie. Au cas où il serait procédé à un rachat partiel des actions

count or otherwise dispose of the property, rights franchises and undertakings of the company, in whole or in part, for such price as the directors of the company may think fit, and especially for fully paid up common or preferred shares, bonds, debentures or securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present corporation;

To make all payments which the company may be called upon to make at any time in the carrying on of its business or the enjoyment of any of the privileges granted by any one whatever of these paragraphs, wholly or partly, in cash, or in fully paid up common or preferred shares, bonds, debentures or other obligations of the company, or any other securities;

To distribute in specie or otherwise, as agreed upon, any securities of the corporation, among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company which may buy or take over the whole or any part of the assets of the present corporation;

To have the exercise and enjoyment of all the rights and privileges, and also do all other acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, do all the above things or any of them as principals, agents, attorneys, contractors or in any other quality, and either alone or in conjunction with others;

The object of the company is to do, from time to time, any or several of the aforementioned acts and things, and no power granted in any paragraph herein shall be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, but may be exercised in a full and complete manner and shall be interpreted as extensively as if each of the above paragraphs determined the objects of a separate, distinct and independent company, provided however that the powers granted herein be subject to all federal, provincial and municipal legislation and regulation, under the name of "Chénier, Limitée"

The amount of the capital stock of the company will be ninety nine thousand (\$99,000.00), including a sum of twenty four thousand (\$24,000.00) dollars, divided into two thousand four hundred (2,400) common shares of a par value of ten (\$10.00) dollars each and a sum of seventy five thousand (\$75,000.00) dollars in preferred shares divided into three series, namely: Series A Series B and Series C:

Series A.—Fifteen thousand (\$15,000.00) dollars divided into fifteen (1,500) hundred preferred shares of a par value of ten (\$10.00) dollars each, bearing a preferred cumulative dividend of seven percentum (7%) per annum payable in two (2) semi-yearly instalments, the 1st of October and the 1st of April of each year. The date of the issue of the shares of this series shall be the 1st of October, 1922. The whole or any part of the shares of this series shall be redeemable five years after their date of issue at the price of ten dollars and a half (\$10.50) per share. During that period of five years, the company shall have the right to redeem the whole or any part of the shares of this series at par. These redemptions shall be made on any dividend date by giving a ten days written notice mailed to the address registered in the books of the company. In case only a part of the shares of this series are

de cette série, la détermination des titres à être rachetés se fera par tirage au sort. Au cas de dissolution de la compagnie, il ne sera rien attribué aux porteurs d'actions privilégiées série C et aux porteurs d'actions ordinaires avant que les porteurs d'actions privilégiées série A et série B aient été entièrement remboursés en ce qui regarde le principal. Les séries A et B seront concourantes en ce qui regarde les dividendes privilégiés cumulatifs, et le principal au cas de dissolution de la compagnie. La participation des porteurs d'actions de cette série aux profits de la compagnie est limitée exclusivement au dividende privilégié cumulatif ci-dessus décrit. Si la date de la tenue d'une assemblée des actionnaires de la compagnie à laquelle il est procédé à l'élection des directeurs de la compagnie, le nombre des dividendes semi-annuels ci-dessus décrits qui ne seraient pas alors payés était égal ou dépassait le nombre de quatre, les porteurs d'actions de cette série auront le droit d'élire un des directeurs de la compagnie. Ce directeur restera en fonction tant et aussi longtemps que le nombre des dividendes non payés sera égal ou dépassera le nombre de quatre. Mais il cessera d'être directeur si par un ou des paiements le nombre de ces dividendes était réduit à moins de quatre et sera remplacé suivant les dispositions du règlement général de la compagnie. Hormis le cas ci-dessus décrit les porteurs d'actions de cette série ne participeront pas à l'élection des directeurs de la compagnie, et ils n'auront pas droit de vote à aucune assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie;

Série B.—Quarante mille piastres (\$40,000.00), réparties en quatre cents (400) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, portant un dividende privilégié cumulatif de sept pour cent (7%) l'an, payable en deux versements semi-annuels le 1er octobre et le 1er avril de chaque année. La date de l'émission des actions de cette série sera le 1er octobre 1922. La totalité ou une partie des actions de cette série sera rachetable au pair dix (10) ans après son émission. Durant cette période, la compagnie aura le privilège de racheter la totalité ou une partie des actions de cette série au prix de cent cinq piastres (\$105.00) pour chaque action. Ces rachats devront s'effectuer à l'une des dates à laquelle le dividende est payable en donnant un avis de dix (10) jours par lettres à l'adresse mentionnée aux livres de la compagnie. Au cas où il serait procédé à un rachat partiel, la détermination des titres à être rachetés se fera par tirage au sort. Au cas de dissolution de la compagnie, il ne sera rien attribué aux porteurs d'actions privilégiées série C et aux porteurs d'actions ordinaires avant que les porteurs d'actions privilégiées série A et série B aient été entièrement remboursés en ce qui concerne le principal. Les séries A et B seront concourantes en ce qui concerne les dividendes privilégiés cumulatifs et le principal au cas de dissolution de la compagnie. La participation des porteurs d'actions de cette série aux profits de la compagnie est limitée exclusivement au dividende privilégié cumulatif ci-dessus mentionné. Si à la date de la tenue d'une assemblée des actionnaires de la compagnie à laquelle il est procédé à l'élection des directeurs de la compagnie, le nombre des dividendes semi-annuels ci-dessus décrits qui ne seraient pas alors payés était égal ou dépassait le nombre de quatre, les porteurs d'actions de cette série auront le droit d'élire un des directeurs de la compagnie.

Ce directeur restera en fonction tant et aussi longtemps que le nombre des dividendes non

redeemed, the shares to be redeemed shall be determined by lot. In case of the dissolution of the company, nothing shall be paid to the holders of the preferred shares series C and to the holders of common shares before the holders of the preferred shares series A and series B have been fully reimbursed of the principal of their shares. The series A and B shall be concurrently privileged as to the preferred cumulative dividends and the principal in case of the dissolution of the company. The participation of the holders of shares of this series in the profits of the company shall be exclusively limited to the preferred cumulative dividend aforesaid. If on the date of a meeting of the shareholders of the company for the election of the directors of the company, the number of the aforesaid semi-yearly dividends then unpaid be equal to or exceed four, the holders of shares of this series shall have the right to elect one director of the company. This director shall hold office while and so long as the number of the unpaid dividends shall be equal to or exceed four, but he shall cease to be a director if by any payment or payments the number of these dividends be reduced to less than four and shall be replaced according to the provisions of the general by-laws of the company. Save and except the above case the holders of shares of this series shall take no part in the election of the directors of the company and they shall have no right to vote at any general or special meeting of the shareholders of the company;

Series B.—Forty thousand (\$40,000.00) dollars, divided into four hundred (400) preferred shares of a par value of one hundred (\$100.00) dollars each, bearing a preferred cumulative dividend of seven per centum (7%) per annum, payable in semi-yearly installments the 1st of October and the 1st of April of each year. The date of issue of the shares of this series shall be the 1st of October, 1922. The whole or any part of the shares of this series shall be redeemable at par ten years after their date of issue. During that period, the company shall have the right to redeem the whole or any part of the shares of this series at the price of one hundred and five (\$105.00) dollars per share. These redemptions shall be made on any dividend date by giving ten days written notice mailed to the address registered in the books of the company. In case only part of the shares of this series be redeemed, the shares to be redeemed shall be determined by lot. In case of the dissolution of the company, nothing shall be paid to the holders of the preferred shares of series C and to the holders of the common shares before the holders of the preferred shares series A and series B have been fully reimbursed of the principal of their shares. The series A and B shall be concurrently privileged as to the preferred cumulative dividends and principal in case of the dissolution of the company. The participation of the holders of the shares of this series in the profits of the company shall be exclusively limited to the above preferred cumulative dividend. If on the date of a meeting of the shareholders of the company for the election of the directors of the company, the number of the aforesaid semi-yearly dividends then unpaid be equal to or exceed four, the holders of shares of this series shall have the right to elect one director of the company.

This director shall hold office while and so long as the number of the unpaid dividends shall be

payés sera égal ou dépassera le nombre de quatre. Mais il cessera d'être directeur si par un ou des paiements le nombre de ces dividendes était réduit à moins de quatre et sera remplacé suivant les dispositions du règlement général de la compagnie. Hormis le cas ci-dessus décrit les porteurs d'actions de cette série ne participeront pas à l'élection des directeurs de la compagnie et il n'auront pas le droit de voter à aucune assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie;

Série C.—Vingt mille piastres (\$20,000.00), réparties en deux mille (2,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix piastres chacune, portant un dividende privilégié cumulatif de sept pour cent l'an (7%), payable en deux (2) versements asemi-annuels le 1er octobre et le 1er avril de chaque année, mais aucun de ces dividendes ne sera payé avant que tous les dividendes privilégiés cumulatifs y compris les arrérages, s'il y en a, des séries A et B aient été acquittés. La date de l'émission des actions de cette série sera le 1er octobre 1922. La totalité ou une partie des actions de cette série sera rachetable quinze ans après son émission au prix de dix piastres et demi (\$10.50) pour chaque action. Durant cette période de quinze années, la compagnie aura le privilège de racheter la totalité ou une partie des actions de cette série au pair. Ces rachats devront s'effectuer à l'une des dates à laquelle le dividende est payable en donnant un avis de dix (10) jours par lettre à l'adresse mentionnée aux livres de la compagnie. Au cas où il serait procédé à un rachat partiel des actions de cette série, la détermination des titres à être rachetés se fera par tirage au sort. Au cas de dissolution de la compagnie, il ne sera rien attribué aux porteurs des actions de cette série tant avant que les porteurs d'actions privilégiées des séries A et B aient été entièrement remboursés en ce qui concerne le principal, et il ne sera rien attribué aux porteurs d'actions ordinaires tant que les porteurs d'actions de cette série n'auront pas été entièrement remboursée en ce qui concerne leur principal. La participation des porteurs d'actions de cette série aux profits de la compagnie est limitée exclusivement au dividende privilégié cumulatif ci-dessus décrit. Si à la date de la tenue d'une assemblée des actionnaires de la compagnie à laquelle il est procédé à l'élection des directeurs de la compagnie, le nombre des dividendes semi-annuels ci-dessus décrits qui ne seraient pas alors payés était égal ou dépassait le nombre de quatre, les porteurs d'actions de cette série auront le droit d'élire un des directeurs de la compagnie. Ce directeur restera en fonction tant et aussi longtemps que le nombre des dividendes non payés sera égal ou dépassera le nombre de quatre. Mais il cessera d'être directeur si par un ou des paiements le nombre de ces dividendes était réduit à moins de quatre et sera remplacé suivant les dispositions du règlement général de la compagnie. Hormis le cas ci-dessus décrit les porteurs d'actions de cette série ne participeront pas à l'élection des directeurs de la compagnie, et ils n'auront pas droit de vote à aucune assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4131

C.-J. SIMARD.

equal to or exceed four. But he shall cease to be a director if through any payment or payments the number of these dividends be reduced to less than four and shall be replaced according to the provisions of the general by-laws of the company. Save and except the above case the holders of shares of this series shall take no part in the election of the directors of the company and they shall have no right to vote at any general or special meeting of the shareholders of the company;

Series C.—Twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two thousand (2,000) preferred shares of a par value of ten (\$10.00) dollars each, bearing a preferred cumulative dividend of seven per centum (7%) per annum, payable in two semi-yearly instalments of the 1st of October and the 1st of April of each year, but no dividends shall be paid on these shares before all the preferred cumulative dividends with all arrears of dividends, if any, on the shares of series A and B have been paid. The date of issue of the shares of this series shall be the 1st of October 1922. The whole or any part of the shares of this series shall be redeemable fifteen years after their date of issue at the price of ten dollars and a half (\$10.50) per share. During this period of fifteen years, the company shall have the privilege of redeeming the whole or any part of the shares of this series at par. These redemptions shall be made on any dividend date by giving a ten days written notice mailed to the address registered in the books of the company. In case only a part of the shares of this series are redeemed the shares to be redeemed shall be determined by lot. In case of the dissolution of the company, nothing shall be paid to the holders of the shares of this series before the holders of the preferred shares of series A and B have been fully reimbursed of the principal of their shares and nothing shall be paid to the holders of common shares before the holders of shares of this series have been fully reimbursed of the principal of their shares. The participation of the holders of the shares of this series in the profits of the company shall be exclusively limited to the preferred cumulative dividend aforesaid. If on any date of the holding of a meeting of the shareholders of the company for the election of the directors of the company, the number of then unpaid aforesaid semi-yearly dividends be equal to or exceed four, the holders of shares of this series shall have the right to elect one director. This director shall hold office while and so long as the number of the unpaid dividend be equal or exceed four. But he shall cease to be a director if through any payment or payments the number of these dividends be reduced to less than four and shall be replaced according to the provisions of the general by-laws of this company. Save and except in the above case the holders of shares of this series shall take no part in the election of the directors of the company and they shall have no right to vote at any general or special meeting of the shareholders of the company.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4132

"John B. Smeraldi, Ltd".

"John B. Smeraldi, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1922, constituant en corporation: Walter A. Merrill, Archibald Stalker, avocats, Margaret Johnson, secrétaire et fille en âge de majorité, tous de Montréal pour les fins suivantes:

Conduire et exercer l'industrie de dessinateur, drapiers, peintres, constructeurs, contracteurs d'édifices publics, décorer et meubler l'intérieur et l'extérieur et à cette fin, faire, entrer en, parfaire et exécuter des contrats pour dessiner, construire, draper, décorer et entretenir l'intérieur et l'extérieur, meubler, préparer et améliorer des bâtisses de toute sorte et de toute nature, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de meubles, draperies, décorations et accessoires de toutes sortes pour des édifices de tout caractère et de toute description, et faire des contrats et arrangements de toutes sortes avec des constructeurs, propriétaires et autres, pour exercer dans toutes leurs branches respectives l'industrie de dessinateurs, constructeurs, contracteurs, décorateurs pour l'intérieur et l'extérieur, narchand de pierre, brique, bois de construction, quincaillerie et autres matériaux de construction, décoration ou nécessités, acheter, vendre, détenir, améliorer et louer de l'immeuble et dépendances et la propriété personnelle s'y rattachant ou connexe; et hypothéquer, grever ou autrement disposer de tous terrains, logements héritage ou autre propriété de la compagnie, et soit sur le terrain de la corporation ou sur celui d'autres personnes comme compensation pour bâtir, rebâtir, ériger, agrandir, améliorer, décorer, réparer et embellir des maisons, édifices, travaux ou construction de toute nature, et généralement faire et performer chacun et tout ouvrage comme constructeurs, décorateurs et contracteurs en biens-fonds et, à cette fin, solliciter, obtenir, faire, exécuter et remplir des contrats couvrants les dites opérations;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes espèces d'ameublements de maison, tableaux, vaisselle, bric-à-brac, verrerie, quincaillerie, articles de toilette, livres et tous autres articles désirés ou exigés pour être utilisés, vendus ou donnés ou être autrement employés en rapport avec les présentes affaires;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes tous brevets, licences concessions et autres choses semblables, conférant des droits exclusifs, et non-exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre connaissance se rapportant à tout invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie, ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement avantageuse pour cette compagnie et employer, utiliser, développer ou octroyer des licences relativement aux biens, droits et informations ainsi acquis ou autrement les faire valoir;

Utiliser les capitaux de la compagnie pour acheter ou autrement acquérir, prendre et détenir des parts, obligations et autres garanties de ou dans toute autre compagnie ou corporation, et promouvoir toute compagnie poursuivant, partiellement ou totalement, des fins semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à être, directement ou indirectement, profitable à la compagnie, et, tant que la compagnie les détiendra, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelle, y compris le droit de voter sur les questions s'y rap-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1922, incorporating: Walter A. Merrill, Archibald Stalker, advocates, Margaret Johnson, secretary and spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of designers, drapers, painters, builders, general buildings contractors, interior and exterior decorators and furnishers and with that end in view to make, enter into, perform and carry out contracts for designing, constructing, draping, interior and exterior decorating, maintaining, furnishings, fitting up and improving buildings of every kind and nature; to manufacture, buy, sell and deal in furniture, draperies, decorations and furnishings of all kinds for buildings of every character and description; and enter into contracts and arrangements of all kinds with builders, property owners and others; to carry on in all their respective branches the businesses of designers, builders, contractors, interior and exterior decorators, dealers in stone, brick, timber, hardware, and other building materials, decorations or requisites; to buy, sell, hold, improve and lease real estate and fixtures and the personal property incidental thereto or connected therewith; and to mortgage, pledge or otherwise dispose of any lands, tenements, hereditaments or other property of the corporation, and either on the corporation's land or the land of others for compensation to build, rebuild, erect, enlarge, improve, decorate, repair and embellish houses, buildings, works or erections of any kind whatever, and generally to do and perform any and all works as builders, designers, decorators, and contractors on the premises and with that end in view to solicit, obtain, make, perform and carry out contracts covering said operations;

To manufacture, buy, sell and deal in and with all kinds of household furniture, pictures, crockery, bric-à-brac, glassware, hardware, toilet articles, books and any all other articles which may be desired or needed for use or sale or gift or other disposition in connection with the foregoing business;

To apply for or purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concessions, and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company; and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To use any of the funds of the company to purchase or otherwise acquire and take and hold shares, bonds or other securities of or in any other company or corporation, and to promote any company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, when sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the capitale

portant, après une sanction par un vote de, au moins, les deux tiers en valeur du capital-actions représentée à une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée pour étudier ces règlements;

Vendre, louer, échanger, ou disposer autrement de la totalité des propriétés, et entreprises de la compagnie, ou partie d'icelles, pour la considération dont on conviendra et, en particulier, pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies ayant des objets entièrement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étranger et dans chaque province de la Puissance du Canada, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, ou de chaque province de la Puissance du Canada, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie aucune procédure ou action;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou des dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite, de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de ces dites sociétés, associations ou compagnies, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

S'associer avec toute autre compagnie poursuivant les fins, partiellement ou totalement, analogues à celles de cette compagnie;

Faire toutes et toutes autres choses se rapportant ou étant de nature à favoriser la réalisation de ces dites fins;

Faire toutes et chacune des choses précitées comme principaux, agents ou procureurs;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Avec l'autorisation d'un règlement, sanctionné par un vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier ce règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

1. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

2. Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

3. Emettre des obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie et les grever ou les vendre pour toutes sommes et tels prix, jugés raisonnables; mais aucune de ces obligations, débetures ou garanties ne sera pour moins de cent piastres chacune;

4. Hypothéquer, mortgager ou grever la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, ou les deux, pour se procurer toutes telles obligations, débetures ou autres sûretés, ou tout autre argent emprunté pour les fins de la compagnie;

En général, avoir et exercer tous les pouvoirs conférés par les lois de la province de Québec aux compagnies formées sous l'autorité de l'acte ci-dessus désigné, sous le nom de "John B. Smeraldi, Ltd", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en cinquante (50) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

stock represented at a general meeting of the company duly called for considering the subject of the by-laws;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or in any province of the Dominion of Canada, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country or of any province of the Dominion of Canada, to represent this company, and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of at least two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may from time to time;

1. Borrow money upon the credit of the company;

2. Limit or increase the amount to be borrowed;

3. Issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; but no such bonds, debentures or other securities shall be for a less sum than one hundred dollars each;

4. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company;

In general, to have and to exercise all the powers conferred by the laws of the province of Quebec upon companies formed under the act hereinbefore referred to, under the name of "John B. Smeraldi, Ltd", with of a total capital stock five thousand (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4119

The head office of the company, will be at Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4120

"Henry V. Bye, Limited".

"Henry V. Bye, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1922, constituant en corporation: James Gannon, commis-marchand, Gustave Blaine, commis, de la cité de Montréal, Elisabeth Maria Martin, fille majeure, de la cité d'Outremont, pour les fins suivantes:

Faire le commerce général d'importateurs et exportateurs de lainages, garnitures, soieries, fils et autres produits tissés;

Agir comme agents de manufacturiers pour tout genre de commerce qui pourrait intéresser la compagnie;

Manufacturer et vendre ou trafiquer de toutes les branches et articles dont la compagnie pourra se servir et dont elle pourra commercer;

Acquérir, entreprendre totalement ou partiellement les affaires et responsabilités de toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, et en particulier acheter et acquérir de "Henry V. Bye, le commerce qu'il exerce dans la cité de Montréal sous le nom et titre de "Henry V. Bye", et le payer soit en argent comptant, en parts ou les deux;

Acquérir par achat ou échange tout terrain ou autre immeuble dans la province de Québec et la développer, améliorer, vendre, louer, hypothéquer, ou autrement en disposer ou en trafiquer;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir des brevets, protection provisoire ou autrement se rapportant à toute invention véritable ou sensée véritable pour tout brevet, marque de commerce, nom ou dessin, enregistrement, procédés secrets et autres choses semblables qui sembleraient convenable et avantageux pour la compagnie;

Vendre ou disposer de telle entreprise ou de toutes les entreprises de la compagnie, pour telle considération ou considérations que la compagnie trouvera raisonnable, et en particulier pour des actions, privilégiées ou ordinaires, obligations ou autres suretés dans toute autre compagnie, dont les fins sont totalement ou partiellement analogues à celle de la présente compagnie;

Emettre ou distribuer comme capital payé de la compagnie par la présente incorporée, en paiement ou partie de paiement pour tout commerce, propriété mobilière ou immobilière, ou pour tous droits, bail, franchise, pouvoirs d'entreprendre, privilèges, licences, concessions, capital obligations ou débetures ou autre propriété ou droits qui pourraient être légalement accordés en vertu des pouvoirs pour les présentes accordés, et payer pour ceux, en obligations, débetures de la compagnie ou autre;

Acheter ou entreprendre ou autrement acquérir par souscription originale ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer de parts ou actions, soit privilégiées ou ordinaires, débetures, engagements ou autres obligations dans toute autre compagnie poursuivant des fins en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant une industrie pouvant profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et voter sur toute action détenue, par tel agent ou

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1922, incorporating: James Gannon, salesman Gustave Blaine, clerk, of the city of Montreal; Elizabeth Maria Martin, spinster, of the city of Outremont, for the following purposes:

To conduct a general business of importers and exporters of woollens, linings, silks, threads, and other textile products;

To act as agents of manufacturers of any lines that may be of interest to the company;

To manufacture and sell or trade in any of the lines and articles the company may have use for or trade in;

To acquire and take over the whole or any part of the business and liabilities of any person or persons, company or companies carrying on a business of a nature similar in whole or in part to that which this company is authorised to carry on, and in particular to purchase and acquire from Henry V. Bye the business now carried on by him in the city of Montreal, under the firm name and style of "Henry V. Bye" and to pay for the same either in cash or shares or both;

To acquire by purchase or exchange any land or other immoveable property in the Province of Quebec and to develop, improve, sell, lease, hypothecate, or otherwise dispose of or deal in the same;

To buy or otherwise acquire and obtain patents or provisional protection or otherwise, in connection with any invention true, or alleged to be true, for any patent, trade mark, name or designs, copyrights, secret processes and the like, which may appear properly advantageous to the company;

To sell or dispose of such of the undertakings or of the whole of the undertakings of the company, for such consideration or considerations as the company may see fit, and in particular for shares, preferred or common, bonds or any other security in any other company, the objects of which are partly or altogether similar to those of the present company;

To issue or allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment for any business or for any property moveable or immoveable, or for any rights, lease, business, franchise, undertaking powers, privileges, license, concession stock, bonds or debentures or other property or rights which may be lawfully acquired by virtue of the powers hereby granted, and to pay for the same in bonds, debentures of the company or otherwise;

To purchase or take over or otherwise acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell, or otherwise dispose of, shares or stock, whether common or preferred debentures, bonds, or other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on a business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote on such shares held through such agent or agents as the directors

agents que les directeurs pourraient désigner, may appoint, providing always that such agent
pourvu toujours que cet agent ou agents soient or agents are shareholders of the company;
actionnaires de la compagnie,

Émettre des obligations et débetures sur la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie ou sur les deux, sous le nom de "Henry V. Bye, Limited", avec un capital-total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune,

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4123

C.-J. SIMARD.

To issue bonds and debentures on the moveable and immoveable property of the company or either, under the name of "Henry V. Bye. Limited" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1922,

C. J. SIMARD,

4124

Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est donné par les présentes que Mesdames Marie-Eugénie Roy, dite St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, dite St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, dite St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, dite St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, dite St-Evariste, secrétaire, toutes cinq des Sœurs de la Charité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, elles et leurs successeurs, sous le nom de "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", avec les pouvoirs habituellement conférés à ces corporations.

Québec, 20 septembre 1922.

Pour les requérantes,

4105—39-4

JOS. SIROIS, N. P.

Avis public est donné par les présentes que "Temple Emmanu-El" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour amender son acte d'incorporation (46 Victoria, chapitre 67), pour corriger l'épellation de son nom, pour étendre ses pouvoirs, pour régulariser ses registres de l'état civil, pour exercer d'autres pouvoirs au sujet des congrégations religieuses en général, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 septembre 1922.

Le procureur du pétitionnaire,

4107—39-4

NATHAN GORDON.

Avis public est donné par les présentes que M. Eugène Bruneau, gérant, de la cité et du district de Montréal, et M. Tetrus Cyr, de Sainte-Scholastique, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour ratifier un contrat de vente par le dit Albert Bruneau au dit Tetrus Cyr, devant N. Forest, N. P., de Sainte-Scholastique, en date du 4 octobre 1920, sous le numéro 6445 de ses minutes, d'un certain morceau de terre connu et désigné comme lot deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Scholastique—avec la maison et autres bâties dessus construites, et déclarant tel contrat de vente comme y liant les parties et confirmant le titre du dit Tetrus Cyr à la dite propriété.

Les procureurs du pétitionnaire,

LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE &

4151—39-4

BARCLAY.

Notice is hereby given that the Sisters Marie Eugénie Roy, named St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, named St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, named St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, named St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, named St-Evariste, secrétaire, all five of "Les Sœurs de la Charité de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, under the name of "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", with the powers generally granted to such corporations.

Quebec, 20th September, 1922.

JOS. SIROIS, N. P.

4106—39-4

For the petitioners.

Public notice is hereby given that "Temple Emmanu-El" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation (46 Victoria, chapter 67), to correct the spelling of its name, to extend its powers, to regularize its registers of civil status, to exercise other rights incidental to religious congregations generally, and for the purposes.

Montreal, 21st September, 1922.

NATHAN GORDON,

4108—39-4

Solicitor for applicant.

Public notice is hereby given that Mr. Eugene Albert Bruneau, manager, of the city and district of Montreal, and Mr. Tetrus Cyr, farmer, of Sainte-Scholastique, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to ratify a deed of sale by the said Eugene Albert Bruneau to the said Tetrus Cyr before N. Forest, N. P. of Sainte-Scholastique, dated the 4th of October, 1920 under the number 6445 of his minutes, of a certain piece of land known and designated as lot number two hundred and sixty-six (266) of the official cadastre of the parish of Sainte-Scholastique—with house and other buildings thereon erected, and declaring such deed of sale binding for the parties thereto and confirming the title of the said Tetrus Cyr to the said property.

LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE & BARCLAY.

4152—39-4

Attorneys for petitioner.

Avis est par les présentes donné par la cité de Hull, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, aux fins suivantes:

Définition du mot "immeuble"; division des quartiers de la cité, pour en ajouter un ou deux; changer le nombre des échevins pour chaque quartier; modifier le terme du maire et des échevins; au sujet de la liste électorale dans une élection partielle; le quorum du conseil; les avis publics au sujet des règlements; formalités pour les règlements; pour autorisation de vendre de l'éclairage; les améliorations locales; imposition du taux de la taxe générale et augmenter le taux de la taxe; pour imposer une taxe sur les banques et leurs succursales; imposer une taxe sur les marchands de cigarettes; obtenir le pouvoir aux commissaires d'écoles de Hull, de contracter des emprunts jusqu'à concurrence du montant de \$300,000, sans suivre les formalités d'usage; pour imposer une taxe scolaire sur les occupants de certains lots; au sujet des avis en cas de dissidence.

Hull, septembre 1922.

La cité de Hull,

L'avocat de la cité de Hull,

4117-39-4 J. WILFRID STE-MARIE.

Notice is hereby given by the city of Hull, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passation of a special law, for the following subjects:

Meaning of the word "immoveable"; division of the wards of the city, to add one or two more; to change the number of aldermen for each ward; to modify the acting term of the mayor and the aldermen; for the municipal voting list of a by-election; quorum of the council; public notices for the by-laws; regulations for the by-laws; for authorization to sell lighting; local improvements; rate of the general tax and to increase the rate of the tax; to impose a tax upon the banks or their branches; to impose a tax on the merchants selling cigarettes; to obtain the power for the School Commissioners to borrow money to the amount of \$300,000, without following the usual regulations; to impose a school tax upon the occupants of certain lots; for the notices in case of dissenting;

Hull, September, 1922.

The city of Hull,

J. WILFRID STE-MARIE,

4118-39-4 Attorney for the city of Hull.

Avis est donné, par Monsieur Léopold Lamy, cultivateur, de la cité de Trois-Rivières, qu'il présentera à la Législature, à sa prochaine session, un projet de loi pour confirmer l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte, et confirmer et ratifier une vente consentie par Léopold Lamy, à St. Lawrence Paper Mills, Limited, passée devant J.-A. Trudel, N. P., le vingtième jour de mai 1922.

Trois-Rivières, 23 septembre 1922.

Les agents et procureurs de M. Leopold Lamy,

BUREAU, BIGUE,

4129-39-4 GARIÉPY & GOUIN.

Notice is hereby given, by Mr. Léopold Lamy, farmer, of the city of Three Rivers, that he will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to confirm the interpretation of the last will and testament of the late Désiré Lacerte, and to confirm and ratify a sale made by Léopold Lamy to St. Lawrence Paper Mills, Limited, before J. A. Trudel, N. P., the twentieth day of May, 1922.

Three Rivers, September 23rd, 1922.

BUREAU, BIGUE,

GARIÉPY & GOUIN,

Agents and attorneys for Mr. Léopold Lamy.

4130-39-4

Avis public est par le présent donné que M. Georges Painchaud, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant, confirmant et ratifiant à toutes fins que de droit un acte de retrocession par Joseph-F. Leblanc *es-qualité* au dit Georges Painchaud, passé devant le notaire Lionel Joron, le 27 septembre 1919.

Montréal, 20 septembre 1922.

Le procureur du requérant,

4149-39-4 JOSEPH JEAN.

Public notice is hereby given that Mr. Georges Painchaud merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to validate, confirm and ratify for all lawful purposes a deed of retrocession by Joseph-F. Leblanc *es-qualité* to the said Georges Painchaud, passed before notary Lionel Joron, the 27th of September, 1919.

Montreal, November 20th, 1922.

JOSEPH JEAN,

4150-39-4 Attorney for applicant.

Avis public est donné par les présentes que "The Pentecostal Assemblies of Canada" fera application à la prochaine session de la législature de Québec pour la passation d'un acte aux fins de reconnaître ladite corporation comme une corporation ecclésiastique, avec le droit de tenir des registres pour les actes de l'état civil, acquérir les propriétés immobilières nécessaires à ses fins et pour ratifier et rendre valide les mariages célébrés par ses ministres, dans la province de Québec, depuis la date de son incorporation par le gouvernement du Canada, en 1919, et pour autres fins.

Montréal, 12 septembre 1922.

Les solliciteurs pour les requérants,

4003-38-4 CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.

Public notice is hereby given that "The Pentecostal Assemblies of Canada" will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act for the purpose of recognizing said corporation as an ecclesiastical corporation, with the right to keep registers for acts of civil status, to acquire immoveable property necessary for its purposes and to ratify and validate marriages performed by its ministers, in the Province of Quebec, since the date of its incorporation by the Dominion Parliament, in 1919, and for other purposes.

Montreal, 12th September, 1922.

CAMPBELL, McMASTER &

COUTURE,

4004-38-4 Solicitors for applicants.

Avis est donné par les présentes que "Myer Strudensky, David Novek, Zalman Wachman, Abraham Luterman, Samuel Schwisberg, Fishel Shneeberg, Lezer Grosser, Mates Herscovici, Abraham Neamtan, Samuel Ianos, Isak Perlman, Max Bacher, David Ticker, Keihos Frank, Ben Litwin, Mates Maldovsky, Samuel Schreiber, Zisse Miller, Michel Dubrofsky, Simon Veriblofsky et Zachary Hirsbein, tous de la cité et du district de Montréal, marchands, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de les incorporer sous le nom de "Congregation Beth Yitzchok", avec les pouvoirs d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous autres droits relativement aux corporations religieuses et pour toutes aux fins.

Montréal, 18 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
4043—38-4 SOLON ELIASOPH.

Notice is hereby given that Myer Strudensky, David Novek, Zalman Wachman, Abraham Luterman, Samuel Schwisberg, Fishel Shneeberg, Lezer Grosser, Mates Herscovici, Abraham Neamtan, Samuel Ianos, Isak Perlman, Max Bacher, David Ticker, Keihos Frank, Ben Lit in, Mates Maldovsky, Samuel Schreiber, Zisse Miller, Michel Dubrofsky, Simon Veriblofsky and Zachary Hirsbein, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Beth Yitzchok", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, 18th September, 1922.

SOLON ELIASOPH,
4044—38-4 Attorney for applicants.

Avis est par le présent donné que le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt sur débetures et autres fins.

Québec, 20 septembre 1922.

Le secrétaire-trésorier du bureau de commissaires d'écoles catholiques Romains de la cité de Québec.

ANTOINE-C. TASCHEREAU.
4059—38-4

Notice is hereby given that the Board of Roman, Catholics School Commissioners of the city of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its powers for borrowing on debentures, increased and for other purposes.

Quebec, 20th September 1922.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary Treasurer of the Board of Roman Catholics School Commissioners of the city of Quebec.

4060—38-2

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par François-Xavier Décarie, John McAvoy et autres, tous cultivateurs, de la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à évaluer à une somme déterminée les terres en culture situées dans ladite cité, ainsi que les bâtisses les déservant. Avis est de plus donné que lors de l'étude devant ladite Législature du projet de loi de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte, semblable demande sera aussi faite par voie d'amendement à ce dit dernier projet de loi et pour autres fins.

Montréal, 20 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
4065—38-4 ALPHONSE DECARY.

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by François Xavier Decarie, John McAvoy and others, all farmers, of the city of Montreal, for the adoption of a law obliging the city of Montreal to value at a definite amount the lands under cultivation situated within the said city, as also the buildings in use thereon for the said purposes, and notice is furthermore given that when the bill of the city of Montreal, asking for certain amendments to its charter, shall come for examination before the Legislature, similar request shall also be made by way of amendment to this latter bill and for other purposes.

Montreal, September 20th, 1922.

ALPHONSE DECARY,
4066—38-4 Attorney for petitioners.

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et de prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipale sur les francs tenanciers catholiques de la dite paroisse, et suffisante pour pourvoir au paiement de la dette de ladite fabrique en capital, intérêts et frais, et combler en même temps le déficit annuel de la fabrique pour constituer lesdits curé et marguilliers en bureau spécial pour les fins susdites, avec les droits et les pouvoirs nécessaires.

Ville Saint-Michel, ce vingt septembre mil neuf cent vingt-deux 1922.

4077—38-4 J.-E. BELAIR, prêtre curé.

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne, of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act permitting them to impose and levy an annual assessment based on the municipal valuation roll on the catholic freeholders of the said parish, and sufficient to provide for the payment of the debt of the said fabrique in capital, interest and cots, and at the same time cover the annual deficit of the fabrique; to constitute the said curé and churchwardens into a special board for the aforesaid purposes, with the necessary rights and powers.

Town of Saint Michel, this twentieth of September, one thousand nine hundred and twenty two 1922.

4078—38-4 J. E. BELAIR, Priest, Curé.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 856. Dame Marie Valéda Plante, épouse commune en biens de Joseph-Alphonse Pelletier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph-Alphonse Pelletier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quinzième jour de septembre 1922.

Québec, 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON &
3997—38-5 TASCHEREAU.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 254. Dame Exilias Martineau, modiste, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse de Joseph-Pierre Fleurquin, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Pierre Fleurquin, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de septembre mil neuf cent vingt-deux.

Magog, le 13 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3999—38-5 ALF. TOURIGNY.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2405. Dame Emélia Guilbault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adélard Pageau, plombier, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Adélard Pageau, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ième jour de septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4001—38-5 J.-EUDORE MORIER.

Beauce, Cour supérieure, No 6672. Dame Marie-Elmina Giguère, épouse de J.-Linière Vachon, commerçant, de Saint-Joseph-de-Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Linière Vachon, de Saint-Joseph, Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4029—38-5 PACAUD & MORIN.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6483. Dame Delima Gilbert, de Saint-Prosper, épouse de Ambroise Champagne, cultivateur, de Saint-Prosper, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ambroise Champagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8ème jour de juillet 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 8 septembre 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL.
(Vraie copie). Les procés de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
4035—38-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 856. Dame Marie Valéda Plante, wife common as to property of Joseph Alphonse Pelletier, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Alphonse Pelletier, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th of September, 1922.

Quebec, 15th September, 1922.

FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON &
3998—38-5 TASCHEREAU,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 254. Dame Exilias Martineau, of the town of Magog, district of Saint Francis, dressmaker, wife of Joseph Pierre Fleurquin, of the same place, contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pierre Fleurquin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twelfth day of September, 1922.

Magog, 13th September, 1922.

ALF. TOURIGNY,
4000—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2405. Dame Emelia Guilbault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adélard Pageau, plumber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Adélard Pageau, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on 12th September, 1922.

Montreal, 15th September, 1922.
J. EUDORE MORIER,
4002—38-5 Attorney for plaintiff.

Beauce, Superior Court, No. 6672. Dame Marie Elmina Giguère, wife of J. Linière Vachon, trader, of Saint-Joseph-de-Beauce, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J. Linière Vachon, of Saint Joseph, Beauce, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 15th of September, 1922.

PACAUD & MORIN,
4030—38-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6483. Dame Delima Gilbert, of Saint Prosper, wife of Ambroise Champagne, farmer, of Saint Prosper, duly approved to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ambroise Champagne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th day of July, 1922.

Saint Joseph, Beauce, 8th September, 1922.
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff.

(True copy),
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff. 4036—38-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 444. Dame Elen Sozanska, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Karol Krasutsky, du même lieu, demanderesse; vs Karol Krasutsky, des cité et district de Montréal, restaurateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 28 août 1922.

Montréal, 18 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4031—38-5 AURELE TESSIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3417.

Dame Rachel Caplan, épouse de Morris Lashinsky, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Morris Lashinsky, tailleur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 septembre 1922.

Montréal, 19 septembre 1922.

Les avocats de la demanderesse,
4063—38-5 DESCARIES & DESCARIES.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 3451.

Dame Alice DeCourville, épouse commune en biens de Edmond Renaud, voyageur de commerce, de la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs Edmond Renaud, voyageur de commerce, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 7 septembre 1922.

Montréal, 20 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4091—38-5 JOSEPH JEAN.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 7377. Dame Marie Levesque, de la ville de Jonquière et du district de Chicoutimi, épouse de Napoléon Duval, cordonner, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Duval, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 avril 1922.

Chicoutimi, 30 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3899—37-5 L.-P. GIRARD.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 7475. Dame Marie Gravel, de Saint-Honoré et du district de Chicoutimi, épouse de Edmond Tremblay, arc n, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Edmond Tremblay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 avril 1922.

Chicoutimi, 30 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3901—37-5 L.-P. GIRARD.

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 269. Avis est donné par les présentes, que Dame Winifred Brisbin, du village de Lacolle, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de John Derrick, employé de chemin de fer, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en sépa-

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 444. Mrs. Elen Sozanska, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Karol Krasutsky, of the same place, plaintiff; vs Karol Krasutsky, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 28th August, 1922.

Montreal, 18th September, 1922.

AURELE TESSIER,
4032—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3417.

Dame Rachel Caplan, wife of Morris Lashinsky, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Morris Lashinsky, tailor, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th of September, 1922.

Montreal, September 19th, 1922.

DESCARRIES & DESCARRIES,
4064—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No 3451.

Dame Alice DeCourville, wife common as to property of Edmond Renaud, commercial traveller, of the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs Edmond Renaud, commercial traveller, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 7th of September, 1922.

Montreal, September 20th 1922.

JOSEPH JEAN,
4092—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 7377. Dame Marie Levesque, of the town of Jonquière and district of Chicoutimi, wife of Napoléon Duval, shoemaker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Napoléon Duval, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the said cause the 6th April, 1922.

Chicoutimi, 30th August, 1922.

L. P. GIRARD,
3900—37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 7475. Dame Marie Gravel, of the Saint Honore and district of Chicoutimi, wife of Edmond Tremblay, dealer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Tremblay, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the said cause the 19th April, 1922.

Chicoutimi, 30th August, 1922.

L. P. GIRARD,
3902—37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 269. Notice is hereby given that Dame Winifred Brisbin, of the village of Lacolle, in the district of Iberville, wife common as to property of John Derrick, railroad employee of the same place and duly authorized for the purposes hereof, has instituted an action

ration de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

Saint-Jean, P. Q., 8 septembre 1922.

Le procureur de la dite demanderesse,
3923-37-5 P.-A. CHASSE.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9679. Dame Olive Hervieux, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Napoléon Mondor, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par la Cour supérieure, demanderesse; vs le dit Napoléon Mondor, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 11 mai 1922.

Joliette, 5 septembre 1922.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,
3927-37-5 LADOUCEUR & TELLIER.

for separation as to property, against her said husband, before the said Court.

Saint John's, P. Q., 9th September, 1922.

P. A. CHASSE,
3924-37-5 Attorney for said plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9679. Dame Olive Hervieux, of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, in the district of Joliette, wife common as to property of Napoléon Mondor, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice* by the Superior Court, plaintiff; vs the said Napoléon Mondor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 11st May, 1922.

Joliette, 5th September, 1922.

LADOUCEUR & TELLIER,
3928-37-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, No 4195, Cour supérieure.

Dame Catherine Kennedy, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Flannery, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Thomas Flannery, commerçant, du même endroit, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée ce 29ième jour d'août 1922.

Montréal, 29 août 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3871-36-5 WALSH & WALSH.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4195, Superior Court.

Dame Catherine Kennedy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the said Thomas Flannery and duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs Thomas Flannery trader, of the same place, defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property has been instituted in this cause on the 29th August, 1922.

Montreal, 29th August, 1922.

WALSH & WALSH,
3872-36-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 418.

Dame Hannah McKeown, épouse de Walter G. Egan, épiciier de Bergerville, demanderesse vs ledit Walter G. Egan, de Bergerville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er septembre 1922.

Québec, le 6 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
3877-36-5 THERIAULT & BIENVENUE.

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 418.

Dame Hannah McKeown, wife of Walter G. Egan, grocer, of Bergerville, plaintiff; vs the said Walter G. Egan, of Bergerville, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 1st day of September, 1922.

THERIAULT & BIENVENUE,
3878-36-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3196.

Dame Florida Marasse, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Tousignant, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son époux en séparation de biens le 7 août 1922.

Montréal, 25 août 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
CARTIER, LABELLE & BARCELO.
3727-35-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3196.

Dame Florida Marasse, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Tousignant, joiner, of the same place, duly authorized by the Court has taken an action in separation as to property against her said husband the 7th day of August, 1922.

Montreal, August 25th, 1922.

CARTIER, LABELLE & BARCELO,
3728-35-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9825.

Dame Anna Lepage, de la cité de Joliette, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Elzéar Martel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Elzéar Martel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été le 29 juillet 1922 instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
LADOUCEUR & TELLIER.
Joliette, 21 août 1922. 3729-35-5

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9825.

Dame Anna Lepage, of the city of Joliette, in the district of Joliette, wife common as to property of Elzéar Martel, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Elzéar Martel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 29th of July, 1922, by the plaintiff against the defendant.

LADOUCEUR & TELLIER,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 21st August, 1922. 3730-35-5

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4274.

Dame Eveline Parent, de la ville de Beauharnois, dit district, épouse de Jean-Baptiste Tisseur du même lieu a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

Valleyfield, 9 août 1922.

L'avocat de la demanderesse,
3731—35-5 J.-A. LEGAULT.

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 4274.

Dame Eveline Parent, of the town of Beauharnois, said district, wife of Jean Baptiste Tisseur, of the same place has, this day, instituted an action as to property against her husband.

Valleyfield, August 9, 1922.

J. A. LEGAULT,
3732—35-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montmagny, dans la Cour supérieure, No 1237.

Dame Rose-Anna Bilodeau, épouse commune en biens de Joseph Côté, cultivateur, de Sainte-Sabine-de-Bellechasse, demanderesse; et ledit Joseph Côté, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montmagny, 29 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3761—35-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, in the Superior Court, No 1237.

Dame Rose Anna Bilodeau, wife common as to property of Joseph Côté, farmer, of Sainte-Sabine-de-Bellechasse, plaintiff; and the said Joseph Côté, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

Montmagny, 29th August, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
3762—35-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6960.

Dame Alma Carrier, épouse de Ernest Campeau, cultivateur, de Sainte-Rose, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Ernest Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 14 août 1922.

I es procureurs de la demanderesse,
3537—35-5 FARIBAUT & BOLDUC.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6960.

Dame Alma Carrier, wife of Ernest Campeau, farmer, of Sainte-Rose, district of Beauce, plaintiff; vs the said Ernest Campeau, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 14th August, 1922.

FARIBAUT & BOLDUC,
3538—35-5 Attorneys for plaintiff.

Dame Almosa Vigeant, du village de Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe, donne, par les présentes, avis que, ce jour, sous No 1159 de la Cour supérieure de ce district, elle a institué une action en séparation de biens contre son mari, Clodomir Lussier, voyageur de commerce, du même lieu.

Saint-Hyacinthe, 23 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4127—39-5 J.-O. BEAUREGARD.

Dame Almosa Vigeant, of the village of Saint-Pie, district of Saint-Hyacinthe, hereby gives notice that, on this day, under No. 1159 of the Superior Court of the said district, she has instituted an action for separation as to property against her husband, Clodomir Lussier, commercial traveller, of the same place.

Saint Hyacinthe, September, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
4128—39-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 240. Avis est donné par les présentes que Dame Purissima Rougeau, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Napoléon Ostigny, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

Saint-Jean, 28 septembre 1922.

Le procureur de la dite demanderesse,
4145—39-5 P. A. CHASSE.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 240. Notice is hereby given that Dame Purissima Rougeau, of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, in the district of Iberville, wife of Napoléon Ostigny, trader, of the same place, and duly authorized for the purposes hereof, has instituted an action for separation as to property against her said husband. before the said Court.

Saint John's 28th September, 1922.

P. A. CHASSE,
4146—39-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 983.

Dame Anna Baribeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Hector Filion, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Hector Filion, agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 13 septembre 1922.

Montréal, 25 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4177—39-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 983.

Dame Anna Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Hector Filion, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Hector Filion, agent, of the said city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of September, 1922.

Montreal, 25th September, 1922.

BEAUREGARD & LABELLE,
4178—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, No 452.

Florida Lecompte, épouse commune en biens de J.-Isidore Caza, contracteur, des cité et district de Montréal; vs J.-Isidore Caza, de la même place.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4179—39-5 LACHAPELLE & DENIS.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 452.

Florida Lecompte, wife of J. Isidore Caza, contractor, of the city and district of Montreal; vs J. Isidore Caza, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on September 23rd, 1922.

Montreal, 27th September, 1922.

LACHAPELLE & DENIS,
4180—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2458.

Angéline Fortier, épouse commune en biens de Eugène Beauchamp, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse; vs Eugène Beauchamp, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 septembre 1922.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4181—39-5 BEAUDRY & BERTRAND.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2458.

Angelina Fortier, wife common as to property of Eugene Beauchamp, of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by a judgment of this court, plaintiff; vs the said Eugene Beauchamp, trader, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of September, 1922.

Montreal, 27th September, 1922.

BEAUDRY & BERTRAND,
4182—39-5 Attorneys for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Actions for separation as to bed and board

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 109. Dame Eveline Gladu, épouse commune en biens d'Hormisdas Gendron, journalier, de la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs ledit Hormisdas Gendron, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour d'août 1922.

Trois-Rivières, 15 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4045—38-5 CHARLES BOURGEOIS.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 109. Dame Eveline Gladu, wife common as to property of Hormisdas Gendron, journeyman, of the city of Three Rivers, plaintiff; vs the said Hormisdas Gendron, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the eighth day of August, 1922.

Three Rivers, 15th September, 1922.

CHARLES BOURGEOIS,
4046—38-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4284.

Dame Azilda Delisle, épouse commune en biens de Joseph Doré, boucher, des cité et district de Montréal, et autorisée aux fins des présentes par jugement du 24 août 1922, demanderesse; vs ledit Joseph Doré, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause

Montréal, 25 août 1922

Les procureurs de la demanderesse
PERRON, TASCHEREAU
3751—35-5 VALLEE & GENEST.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4284.

Dame Azilda Delisle, wife common as to property of Joseph Doré, butcher, of the city and district of Montreal and duly authorized by judgment of the 24th of August, 1922, plaintiff; vs the said Joseph Doré, of the same place, defendant.

An action in separation as to property and as to bed and board has been taken in the above cause.

Montreal, August 25th, 1922.

PERRON, TASCHEREAU VALLEE
& GENEST,
3752—35-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis public est donné conformément à l'article 7299a des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, que John Fenderson et Compagnie, incorporée, de Sayabec, dans le comté de Matane, province de Québec, se proposent de construire une digue sur la rivière Inconnue, sur le lot 5, rang A, canton Langis, comté de Matane, pour faciliter le flottage des billots.

Avis public est aussi donné qu'une requête avec

Public notice is given in conformity with article 7299a of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that John Fenderson & Company, Incorporated, of Sayabec, in the county of Matane, Province of Quebec, are proposing to erect a dam on River Inconnue, on lot 5 range A, township Langis, county of Matane, to facilitate the floating of logs.

Public notice is also given that a request accom-

plan et spécification indiquant la nature de l'ouvrage et du terrain affecté par tel ouvrage a été soumis au département des terres et forêts, et qu'un duplicata des dits plan et spécification a été déposé au bureau du registraire du district de Amqui, province de Québec.

4153

panied with plan and specification indicating the nature of the work and the land affected by said work has been submitted to the Department of Lands & Forests, and that a duplicate of the said plan and specification has been deposited at the registrar office of the district at Amqui, Province of Québec.

4154

MEDICAL ARTS BUILDING CORPORATION

REGLEMENT NO XXIII

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs;

Il est arrêté par les directeurs de la "Medical Arts Building Corporation", comme règlement de la compagnie; Comme suit:

1. Que le nombre des directeurs est, par les présentes, porté de cinq à neuf;
2. Que le Conseil d'administration peut, de temps en temps, entre la passation de ce règlement et sa prochaine réunion annuelle élire, pour faire partie du conseil d'administration, des actionnaires de la compagnie qualifiés, jusqu'à ce que puissent être élus un nombre suffisant des directeurs qui, ajoutés au nombre actuel, puissent former un bureau complet;
3. Jusqu'à ce qu'un conseil complet soit élu le Conseil actuel et les actionnaires, élus de temps en temps comme directeurs, administreront les affaires de la compagnie;
4. Que la première partie du règlement No XI, tel qu'amendé par ce règlement No XXIII, en substituant le mot *neuf* au mot *cinq*, tel qu'amendé par les présentes et se lira dorénavant comme suit:

REGLEMENT NO II

Un conseil de neuf directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie et, chacun d'eux, durant son terme d'office, devra posséder absolument au moins une part du capital de la compagnie, et ne pas être en retard dans le paiement de ces appels.

Je, soussigné, secrétaire de la "Medical Arts Building Corporation", certifie par les présentes que le document ci-dessus est une vraie copie du règlement No XXIII préparé par les directeurs de ladite "Medical Arts Building Corporation", et qu'il a été dûment approuvé par les actionnaires de la compagnie, par un vote des deux-tiers, au moins, de la valeur de la dite compagnie, représenté par les actionnaires présents à une assemblée spéciale générale dûment convoquée à cette fin et approuvée par ledit règlement.

Montréal, 21 juin 1922.

Le secrétaire,
J. G. BUSH.

4075

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Dunlop Tire & Rubber Goods Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

MEDICAL ARTS BUILDING CORPORATION

BY-LAW NO XXIII

A by-law to increase the number of directors.

Be it enacted by the directors of Medical Arts Buildings Corporation, as a by-law of the company as follows:

1. That the number of directors is hereby increased from five to nine;
2. That the board of directors may, from time to time, between the confirmation of this by-law and the next annual meeting elect to the board of directors qualified shareholders of the company until there shall have been elected, in addition to the present board of directors, a sufficient number to make a full board;
3. Until a full board is elected, the present board of directors, and the shareholders, from time to time elected by them as directors, shall manage the affairs of the company.
4. That the first part of by-law No. VI, as amended by this by-law No. XXIII, by inserting the word *nine* in place of the word *five* as herein amended, and shall henceforth read as follows:

BY-LAW NO II

A board of nine directors shall be elected annually from among the shareholders of the company, each of whom during his tenure of office shall hold at least one share of the stock of the company absolutely in his own right and not be in arrears in respect to any calls thereon.

I, the undersigned, secretary of Medical Arts Building Corporation, hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law No. XXIII enacted by the directors of Medical Arts Building Corporation, and that the same has been duly approved by the shareholders of the company, by a vote of at least two-thirds in value of the said company, represented by shareholders present at a special general meeting duly called for purposes of approving the said by-law.

Montreal, 21st June, 1922.

4076

J. G. BUSH,
Secretary.

Company licensed to do business

The company "Dunlop Tire & Rubber Goods Company, Limited" has been authorized to do business in the Province of Québec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the province of Québec, subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, à 291-293-295 rue Craig-Ouest.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul-R. Hanson, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 18 septembre 1922.

4143

Its chief place of business, in the Province, is at No. 291-293-295 Craig street, West, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Paul R. Hanson, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, September 18th, 1922.

4144

Minutes de notaire

Québec, 23 septembre 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 22 septembre 1922, d'accorder, en faveur de M. Alexandre Dussault, notaire, de Deschambault, comté de Portneuf, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Edouard Derome dit Descarreaux, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

4125

Quebec, September, 23rd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd of September, 1922, to grant, in favor of Mr. Alexandre Dussault, notary, of Deschambault, county of Portneuf, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Edouard Derome alias Descarreaux, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4126

Notarial Minutes

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 7. Denis S. Caron, forgeron, de la ville de Coaticook, dans ledit district, demandeur; Joseph Lanctôt, père, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, défendeur; et la Banque Nationale, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, opposante.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations contre lui dans les quinze jours qui suivront la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*, au greffe de cette Cour, vu l'allégation de déconfiture du défendeur.

Sherbrooke, 14 septembre 1922.

Le J. C. S.,

(Signé) ARTHUR GLOBENSKY.

Vraie copie,

LEONARD & BACHAND,

P. C. S.

4209—39-2

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 7. Denis S. Caron, of the town of Coaticook, in said district, blacksmith, plaintiff; vs Joseph Lanctot, senior, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, defendant; and la Banque Nationale, body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Quebec, opposant.

The creditors of the defendant are hereby ordered to file their claims against defendant, at the office of the prothonotary of this Court, within fifteen days from the first publication of this order, in the *Quebec Official Gazette*, on account of the allegation of insolvency of the defendant.

Sherbrooke, 14th September, 1922.

(Signed) ARTHUR GLOBENSKY,

J. S. C.

True copy,

LEONARD & BACHAND,

P. S. C.

4210—39-2

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1183. Napoléon Boucher, cultivateur, de la paroisse de Saint-Paul-de-Montminy, demandeur; vs Joseph Boucher, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Il est ordonné aux créanciers dudit défendeur de produire leurs réclamations au greffe de la Cour supérieure, à Montmagny, dans les quinze jours de la date de la première insertion.

Le protonotaire,

A. BERNATCHEZ.

4053—38-2

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1183. Napoléon Boucher, farmer, of the parish of Saint-Paul-de-Montminy, plaintiff; vs Joseph Boucher, farmer, of the same place, defendant.

It is ordered to the creditors of the said defendant to file their claims with the clerk of the Superior Court, at Montmagny, within fifteen days from the date of the first insertion.

A. BERNATCHEZ,

Prothonotary.

4054—38-2

Soumissions

Tenders

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

VILLE DE POINTE-CLAIRE.

TOWN OF POINTE CLAIRE.

Avis public est donné que la ville de Pointe-Claire recevra jusqu'à six heures de l'après-midi, le mardi, dix octobre 1922, au bureau du greffier de la dite ville, des soumissions cachetées endossées comme suit: "soumissions pour débentures", pour l'acquisition de débentures d'un montant de cent mille dollars (\$100,000), émises en conformité du règlement No 50 de la dite ville, approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 30 août 1922.

Ces débentures sont datées le deux juillet 1922 et sont rachetables par séries annuelles le deux juillet chaque année, le premier desdits remboursements annuels devenant échu le deux juillet 1923 et le dernier desdits remboursements annuels devenant échu le deux juillet 1947, soit au bureau principal de la Banque d'Hochelaga, à Montréal, ou au bureau du trésorier de la ville de Pointe-Claire. Ces bons porteront intérêt depuis la date plus haut indiquée jusqu'à la date de rachat, au taux de six pour cent l'an, payable semi-annuellement les deux juillet et deux janvier chaque année; ils seront émis par dénomination de mille dollars (\$1,000) chacun.

Un chèque certifié égal à un pour cent (1%) du montant de l'émission devra être annexé à chaque soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera retourné après l'exécution du contrat; les chèques des autres soumissionnaires leur seront retournés sur le champ.

La plus haute soumission ne sera pas nécessairement acceptée; les soumissions doivent stipuler si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts qui se seront accumulés sur les débentures jusqu'au moment de leur livraison.

Le conseil municipal de la dite ville de Pointe-Claire prendra en considération les dites soumissions à une séance devant être tenue le 10 octobre 1922.

Donné à la ville de Pointe-Claire, ce quinzième jour de septembre 1922.

Le greffier,

4109

A. FORTIN.

Marston-Sud, Piopolis, Qué.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la commission scolaire de Marston-Sud, Piopolis, Qué., d'aujourd'hui au 25 septembre mil neuf cent vingt-deux, à onze heures de l'avant-midi, pour la vente de débentures de cent piastres chacune, payables au bureau de la Banque Provinciale du Canada, à Lac Mégantic, Montréal et Québec, d'un emprunt de sept mille dollars (\$7,000), effectué par cette commission, à un intérêt de six pour cent par an, remboursable dans 10 ans à compter du 1er juillet mil neuf cent vingt-trois.

Ledit emprunt ayant été approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil, après avoir été recommandé par le surintendant de l'Instruction publique en date du 25 août mil neuf cent vingt-deux.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque à charte, égal à un pour cent du montant de l'emprunt.

Public notice is given that the town of Pointe Claire will receive until six o'clock in the afternoon, Tuesday, the tenth day of October, 1922, at the office of the clerk of the said town, sealed tenders endorsed as follows: "tenders for debentures" for the purchase of debentures amounting to one hundred thousand dollars (\$100,000), issued in virtue of by-law No. 50, duly approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 30th August, 1922.

The above debentures are dated the second day of July, 1922, and shall be redeemed by annual series on the second day of July each year, the first of said annual payments to become due on the second day of July, 1923, and the last of said annual payments to become due on the second day of July, 1947, either at the chief office of the Bank of Hochelaga, at Montreal, or at the treasurer's office of the town of Pointe Claire. Said bonds shall bear interest from date thereof until paid at the rate of six per centum per annum, payable half yearly on the second July and on the second January in each year; said bonds will be of the denomination of one thousand dollars (\$1,000) each.

An accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the issue must accompany each tender; the cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of the contract; the cheques of the other tenderers shall be returned forthwith.

The highest tender shall not necessarily be accepted and the tenders must specify whether the offer does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery.

The municipal council of the said town of Pointe Claire will take into consideration said tenders at a meeting to be held on the 10th October, 1922.

Given at the town of Pointe Claire, this fifteenth day of September, 1922.

A. FORTIN,

4110

Clerk.

Marston South, Piopolis, Que.

Sealed tenders will be received at the office of the secretary-treasurer of the school commission of Marston South, Piopolis, Que., from now until twenty fifth of September, nineteen hundred and twenty two, at eleven o'clock in the forenoon for the sale of debentures of one hundred dollars each, payable at the office of the Provincial Bank of Canada, in Lake Megantic, Montreal and Quebec, for a loan of seven thousand dollars (\$7,000) issued by this commission, bearing interest at six per cent per annum, redeemable in 10 years from the first of July, one thousand nine hundred and twenty three.

The said loan having been approved by the Lieutenant-Governor in Council, after having been recommended by the Superintendent of Public Instruction, on the 25th of August, 1922.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque of a chartered bank, equal to one per cent of the amount of the loan. After ex-

Après l'examen des soumissions, les chèques, déposés par ceux des soumissionnaires, dont la soumission ne sera pas acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Pour plus amples informations s'adresser au secrétaire-trésorier, municipalité scolaire de Marston-Sud, Piopolis, Qué.

4137 Le secrétaire-trésorier,
ZENOPHILE BOUFFARD.

Municipalité scolaire du village Montmorency, comté de Québec.

Avis est par le présent donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, Edmond Pouliot, secrétaire-trésorier, jusqu'à midi, le 17^{ème} jour d'octobre 1922 pour l'achat de \$60,000 environ d'obligations de la municipalité scolaire du village de Montmorency datées du 1^{er} mai 1922, portant intérêt à 5½% l'an et payables semi-annuellement, et remboursables par séries du 1^{er} mai 1925 au 1^{er} mai 1947. Lesdites obligations sont imprimées en coupures de \$100. piastres et \$500 piastres, et prêtes à être livrées sur le marché.

Ces obligations sont émises en vertu d'une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Montmorency, passée le 20^{ème} jour de mai 1922 et approuvée le 15^{ème} jour de juin 1922 par le lieutenant-gouverneur en Conseil sur un arrêté ministériel portant le No 1213.

Un chèque accepté de 1% du montant de la soumission devra accompagner toute soumission.

La commission scolaire se réserve le droit de rejeter toutes ou aucune des soumissions.

Donné au village de Montmorency, le vingt-septième jour de septembre 1922.

4147 Le secrétaire-trésorier,
EDMOND POULIOT.

mination of tenders, the cheques deposited by tenders whose tenders are not accepted, will be returned at once; that of the tenderer whose offer has been accepted will be returned after execution of the contract.

Each tender must specify if the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds of the time of delivery.

For further information apply to secretary-treasurer, school municipality of Marston South, Piopolis, Que.

4138 ZENOPHILE BOUFFARD,
Secretary-Treasurer.

School municipality of the village of Montmorency, county of Quebec.

Notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned, Edmond Pouliot, secretary-treasurer, up to twelve o'clock noon, the 17th day of October, 1922, for the purchase of about \$60,000 of debentures of the school municipality of the village of Montmorency dated the 1st of May, 1922, bearing interest at the rate of 5½% per annum, payable semi-yearly and redeemable by series from the 1st of May, 1925 to the 1st of May, 1947. The said debentures shall be printed in denominations of \$100 and \$500 and ready to be placed on the market.

These debentures are issued under and by virtue of a resolution of the school commissioners of the village of Montmorency, passed the 20th of May, 1922, and approved the 15th day of June, 1922, by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council bearing the No. 1213.

An accepted cheque of 1% of the amount of the tender must accompany each tender.

The school commission is free to refuse all or any of the tenders.

Dated at the village of Montmorency, this twenty seventh day of September, 1922.

4148 EDMOND POULIOT,
Secretary Treasurer.

PUISSANCE DU CANADA

COMMISSION METROPOLITAINE DE L'ILE DE MONTREAL

\$3,100,000. d'obligations à 5% échéant le 1^{er} novembre 1942.

Avis public est par les présentes donné que la commission métropolitaine de l'île de Montréal recevra des soumissions cachetées, à son bureau, à l'hôtel de ville de Montréal, jusqu'à midi, le dix-huitième jour d'octobre 1922, pour l'achat de \$3,100,000 d'obligations de la commission métropolitaine de l'île de Montréal, portant intérêt au taux de 5% par an, en date du 1^{er} novembre 1922, échéant le 1^{er} novembre 1942.

Dénomination: Au choix de l'acquéreur.
Intérêt payable semi-annuellement le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre chaque année.

Ces obligations ont été approuvées par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un dépôt en argent, ou d'un chèque pour un montant égal à 1% du montant de l'emprunt. Tel chèque devra être certifié par une banque faisant affaires dans la cité de Montréal.

Les soumissions devront être adressées comme suit: "Secrétaire-trésorier de la commission métropolitaine de l'île de Montréal, hôtel de ville,

DOMINION OF CANADA

THE ISLAND OF MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

\$3,100,000 5% bonds maturing 1st November, 1942.

Public notice is hereby given that the Island of Montreal Metropolitan Commission will receive sealed tenders at its office, at the Montreal city hall, until twelve o'clock noon, the eighteenth day of October, 1922, for the purchase of \$3,100,000 of bonds of the Island of Montreal Metropolitan Commission, bearing interest at the rate of 5% per annum, ated the 1st November, 1922 maturing the 1st of November, 1942.

Dénomination: To suit purchaser.
Interest payable semi-annually the 1st of May and the 1st of November, each year.

These obligations have been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Every tender must be accompanied by a cash deposit or cheque equal to 1% of the amount of the loan. Such cheque must be certified by a bank doing business in the city of Montreal.

The tenders must be addressed as follows: "Secretary-treasurer of the Island of Montreal Commission, city hall, Montreal, Canada", and

Montréal, Canada," et devront porter la souscription suivante: "Soumission pour obligations de la commission métropolitaine."

Chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt accru sur les obligations à la date de leur livraison.

Des soumissions seront reçues pour un emprunt payable en capital et intérêt, à Montréal, et pour un emprunt payable en capital et intérêt, à Montréal et à New York.

La commission se réserve le droit de rejeter aucune ou toutes offres ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la commission qui sera tenue à l'hôtel de ville, à Montréal, le dix-huitième jour d'octobre 1922 à midi.

Le secrétaire-trésorier,

E. T. SAMPSON.

Bureau de la commission métropolitaine de l'Île de Montréal.

Montréal, le 27 septembre 1922.

4189

must be endorsed as follows: "Tenders for bonds of the Metropolitan Commission."

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the date of their delivery.

Tenders will be received for a loan payable in capital and interest, at Montreal, and for a loan payable in capital and interest, in Montreal and New York.

The right is reserved to reject any or all proposals or to accept in whole or in part any one of them.

The tenders will be opened at a public sitting of the Commission which will be held at the city hall, at Montreal, the eighteenth day of October, 1922, at twelve o'clock noon.

E. T. SAMPSON,

Secretary-Treasurer.

Office of the Island of Montreal, Metropolitan Commission.

Montreal, September 27th, 1922.

4190

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Joseph Dumont, père, de la cité de Lévis, commerçant, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TROISIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures A. M., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite, décrit comme suit:

(a) Dettes actives "crédits" \$3,812.00

(b) Une balance de prix de vente

due par Mons. Alphonse Lemieux

garantie par hypothèque..... 1,200.00

(c) Un lot de terre situé en le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, côté est de la rue Caron, connu et désigné sous le numéro deux cent sept-un (207-1) du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, et plus amplement décrit dans un acte de vente de Wilfrid Dusseault à Jos. Dumont, père, cette maison porte les Nos 128 et 128½ rue Caron, de la cité de Québec;

(d) Un emplacement situé sur le côté est de la rue Saint-Antoine, de la cité de Lévis, connu et désigné au cadastre officiel du quartier Notre-Dame, comme étant les lots numéros sept cent cinquante-six-cinq et sept cent quarante-huit-trois (756-5 et 748-3) et partie des lots sept cent quarante-sept et sept cent quarante-huit-quatre (parties 747 et 748-4)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et plus amplement décrit dans des actes de vente de Robert Carrier et al à Jos. Dumont, père;

(e) Un emplacement situé sur le côté est de la rue Shaw, en la cité de Lévis, connu et désigné sous le numéro six cent quarante-huit-un (648-1) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis—avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, et plus amplement décrit dans un acte de vente de Jos. Rhéaume à Jos. Dumont, père.

La vente se fera pour chaque item séparément à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur pour l'item A et au plus haut enchérisseur pour les items B, C, D et E.

Les titres, certificats, etc., et la liste des cré-

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Joseph Dumont, of the city of Lévis, trader, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A.M., there will be sold at the offices of the undersigned 147 Mountain Hill street, Quebec, the assets of this estate, described as follows:

(a) Book debts "Credits" \$3,812.00

(b) Balance on sale price due by

Mr. Alphonse Lemieux, secured

by hypothec..... 1,200.00

(c) A lot of land situate in Saint Roch ward, of the city of Quebec, on the east side of Caron street, known and designated under the number two hundred and seven-one (207-1) of the official cadastre of Saint Roch ward, city of Quebec—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, and more fully described in a deed of sale from Wilfrid Dusseault to Jos. Dumont, senior; this house bears the Nos. 128 and 128½ Caron street, of the city of Quebec;

(d) An emplacement situate on the east side of Saint Antoine street, city of Lévis, known and designated on the official cadastre of Notre-Dame ward, as being the lots numbers seven hundred and fifty-six-five and seven hundred and forty eight-three (756-5 and 748-3) and part of the lots seven hundred and forty seven and seven hundred and forty eight-four (pts 747 and 748-4)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and more fully described in several deeds of sale from Robert Carrier et al, to Jos. Dumont, senior;

(e) An emplacement situate on the east side of Shaw street, in the city of Lévis, known and designated under the number six hundred and forty eight one (648-1) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis—with the building thereon erected, circumstances and dependencies, and more fully described in a deed of sale from Jos. Rhéaume to Jos. Dumont, senior.

Each item to be sold separately, item A, at so much in the dollar and to the highest bidder, and items B, C, D and E to the highest bidder.

The titles, certificates, etc., and the list of cre-

ditions peuvent être examinés aux bureaux des sous-signés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Les propriétés plus haut mentionnées peuvent être visitées, mardi, le 31 octobre 1922.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne, Québec.

Québec, 22 septembre 1922.

L'encanteur,

Jos. Giroux.

4139-39-2

Dans l'affaire de J.-A. Lauzière et Cie, Dame Fridoline F. Thérberge, faisant affaire sous ce nom, forgeron et voiturier, de Drummondville, district d'Arthabaska, P. Q. cédant autorisé.

Avis est par les préventes donné que LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale (chapelle temporaire) de Drummondville, district d'Arthabaska, les immeubles suivants:

1. Un emplacement sis et situé du côté sud-est de la rue Saint-Georges, en la ville de Drummondville, mesurant trente-trois pieds (33) de largeur par soixante-dix-huit pieds (78) de profondeur, maintenant connu et désigné comme le lot portant le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-cinq (85-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville, comté de Drummond—avec bâtisses y dessus érigées;

2. Une lisière de terrain de six pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur, étant les six pieds sud-ouest du front à la profondeur du lot quatre-vingt-quatre aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville; bornée en front par la rue Saint-Georges, en profondeur par M. Eugène Lamoureux, d'un côté au nord-est par Ad. Pérenteau et du côté sud-ouest, partie par le terrain en premier lieu décrit et partie par M. Ephrem Archambault.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a le même effet que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-W. ST-ONGE.

Bureau: No 28 rue Hériot, Drummondville, P.Q.
4141-39-2

Dans l'affaire de Phileas Labbé, boulanger, Ange-Gardien, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TROISIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'actif en cette affaire, comme suit:

Un emplacement sis et situé en la paroisse de L'Ange-Gardien sur le côté nord du chemin Royal, mesurant soixante-neuf pieds (69) de front sur cent cinquante-sept pieds (157) anglais de profondeur; borné en front au sud au chemin Royal, au sud-ouest à l'emplacement de Chs Letarte (qui a l'autre moitié dudit lot), au nord à la balance du lot restant à Dame Vve Jos. Laberge, au nord-est à une route de sortie appartenant à Emile Laberge et faisant partie du lot

ditions can be seen at the offices of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act which gives it the effects of a sheriff's sale.

The above mentioned properties can be visited on Tuesday, the 31st of October, 1922.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street, Québec, Que.
Québec, September 22nd, 1922.

Jos. Giroux,

Auctioneer.

4140-39-2

In the matter of J. A. Lauzière & Co., Mrs. Fridoline F. Thérberge, doing business under the that name, blacksmith and carriage maker, of Drummondville, District of Arthabaska, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that MONDAY, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the parochial church door (temporary chapel) of Drummondville, district of Arthabaska, the following immoveable property:

1. One lot lying and situated on the southeast side of Saint George's street, in the town of Drummondville, measuring thirty three feet (33) in width by seventy-eight feet (78) in depth, now known and designated as lot bearing number two of the official subdivision of lot number eighty-five (85-2) of the official plan and book of reference of the south part of the town of Drummondville, county of Drummond—with buildings thereon erected;

2. One piece of land of sixth feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth, being the six feet south west of the front part of the depth of lot eighty four of the plan and book of reference of south part of the town of Drummondville; bounded to the front by Saint George's street, in depth by Mr. Eugène Lamoureux, on one side to the north east by Ad. Parenteau and on the south west side, part by the lot first above described and part by Mr. Ephrem Archambault.

The titles and certificates can be examined in my office, at any time.

This sale is made according to article 20 paragraph B of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. ST-ONGE,

Authorized trustee.

Office: 28 Heriot street, Drummondville, P. Q.
4142-39-2

In the matter of Phileas Labbé, baker, Ange Gardien, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Québec, the assets in this matter, as follows:

A lot lying and situated in the parish of Ange Gardien, on the north side of the Main road, measuring sixty-nine feet (69) in front by hundred and fifty-seven feet (157) English measure in depth; bounded in front to the south by the Main road, to the south west by lot of Charles Letarte, (who have the other half of the said lot), to the north by the balance of lot belonging to Mrs. Jos. Laberge, to the north east by lot belonging to Emile Laberge, and forming part of lot kn

connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de L'Ange-Gardien, sous le numéro cent (100, tel que le tout est actuellement—avec bâtisses ci-dessus érigées, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,

Québec, 27 septembre 1922. 4205—39-2

Dans l'affaire de La Tonnellerie Nationale, enreg., Québec, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TROISIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre Québec, les biens immeubles en cette affaire comme suit:

1. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Malo, en la cité de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro cent sept (107) des subdivisions du lot numéro deux mille trois cent quarante-quatre (2344) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, à Québec—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances;

2. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Malo, de Québec, sur le côté sud de la rue Saint-Valier, mesurant vingt-cinq pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le numéro soixante-six (66) des subdivisions du lot originaire deux mille trois cent quarante-quatre (2344-66) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, le 27 septembre 1922.

4207—39-2

Dans l'affaire de Elzéar Pepin, marchand, de Saint-Hubert-de-Spaulding, Frontenac, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures a. m., sera vendu sur les lieux à Saint-Hubert-de-Spaulding les immeubles ci-après décrits:

a. Une terre située dans le cinquième rang connue et désignée sous le numéro deux (2) du cadastre du canton de Spaulding—avec toutes les bâtisses dessus construites;

b. Un emplacement de quatre-vingt-dix pieds de largeur en front et en arrière par trois cent soixante pieds de profondeur à être pris et détaché du côté sud-ouest du lot de terre numéro seize (16) dans le troisième rang du canton de Spaulding—avec toutes les bâtisses dessus construites.

and designated on the plan and book of reference for the cadastre of Ange Gardien, under number No. (100), as the whole is actually—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be examined at our office, at anytime.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street,

Quebec, 27th September, 1922. 4206—39-2

In the matter of La Tonnellerie Nationale, Enreg., Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the following property as follows:

1. One lot of land situated at Saint Malo, in the city of Quebec, known and designated as being lot number one hundred and seven (107) of the subdivisions of lot number two thousand three hundred and forty-four (2344) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, city of Quebec—with building thereon constructed, circumstances and dependencies;

2. One lot of land situated at Saint Malo, in the city of Quebec, on the south side of Saint Valier street, measuring twenty-five feet in front by seventy-five in depth, more or less, known and designated as being lot number seventy-six (66) of the subdivisions of lot number two thousand three hundred and forty-four (2344-66) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Quebec—with buildings thereon constructed and dependencies.

The titles and certificates can be examined at our office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

BEDARD & BELANGER,

Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street, Quebec.

Quebec, September 27th, 1922.

4208—39-2

In the matter of Elzéar Pepin, merchant, of Saint-Hubert-de-Spaulding, Frontenac, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTIETH day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock a. m., will be sold on the place at Saint-Hubert-de-Spaulding, the immovables hereunder described, namely:

a. A land situate in the fifth range known and designated under the number two (2) of the official cadastral plan of township of Spaulding—with all the buildings thereon erected;

b. An emplacement of ninety feet in width in front, and at back by three hundred sixty feet in depth was taken and detached from the southwest side of parcel of land number sixteen (16) in the third range of township of Spaulding—with buildings thereon erected;

c. Tous les droits du failli sur le lot de terre portant le numéro 11 (onze) rang deux (2) du canton de Spaulding—sans bâtisse.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, 8 septembre 1922. 3903—37-2

Dans l'affaire de Jos.-Léon Ferland, 20 avenue Hamilton, Québec.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1922, à ONZE heures A. M. (heure solaire), sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés 111 rue Saint-Joseph, Québec, la propriété suivante:

(a) Un emplacement mesurant 40-100 désigné sous le numéro (823) du cadastre officiel, subdivision 509 de Saint-Roch-Nord, paroisse Saint-François d'Assise; borné au nord par l'avenue Hamilton, au sud par le lot No 816, à l'est par le lot 822, à l'ouest par le lot 824—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La propriété plus haut mentionnée sera vendue au plus haut enchérisseur; cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Cette propriété est vendue suivant l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement: comptant.

Les syndics autorisés,

BROUSSEAU & GROLEAU.

Bureaux: 111 rue Saint-Joseph, Québec.

4067—38-2

c. All the rights of the aforesaid authorised assignor on a lot of land bearing the number eleven (11) range two (2) of township of Spaulding—without building.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

J. P. E. GAGNON,

Authorised trustee.

Office: 44, Dalhousie street.

Canada Steamship Lines, Ltd.

Quebec, 8th September, 1922. 3904—37-2

In the matter of Jos. Leon Ferland, 20 Avenue Hamilton, Quebec.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon (standard time), will be sold by public auction at the undersigned office, 111 Saint Joseph street, Quebec, the following property:

(a) An emplacement measuring forty by one hundred feet, more or less, known and designated under the number (823) of the official cadastre, subdivision 509 Saint Roch North, parish of Saint François-d'Assise; bounded in front to the north by the Hamilton Avenue, to the south by the lot no 816, to the east by the lot No. 822, to the west by the lot No. 824— together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The above described property will be sold to the highest bidder; This property can be inspected at any time on applying to the undersigned.

The titles and certificates can be examined at the office of the undersigned.

This property is sold pursuant to the article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

BROUSSEAU & GROLEAU,

Authorized trustees.

Office: 111 Saint Joseph street, Quebec.

4068—38-2

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } GEDEON CARON,
No 380 } demandeur; vs
ALFRED ET HORTENSE BRUNELLE, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Une terre faisant partie des lots numéros huit et neuf du onzième rang du canton de Tingwick, contenant 3 arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur des lots, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick sous

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } GEDEON CARON,
No. 380. } plaintiff; vs ALFRED AND HORTENSE BRUNELLE, defendants.

As belonging to said defendants:

1. A piece of land forming part of the lots Nos eight and nine of the eleventh range of the township of Tingwick, containing three arpents in front, more or less, upon the depth of the lots, known and designated on the official plan and

les numéros mille quatre-vingt-quinze a (1095a) et mille quatre-vingt-seize (1096), prenant d'un côté au sud-ouest à N. Mailhot et de l'autre côté au nord-est à A. Bernier—avec bâtisses dessus construites;

2. Une terre faisant partie du lot numéro huit du onzième rang du canton de Tingwick, contenant quatre arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tingwick comme étant les quatre arpents sud-ouest et longitudinaux du numéro mille quatre-vingt-quatorze (1094); prenant d'un côté au sud-ouest à F. Bernier ou au No 1095 et de l'autre côté au nord-est à D. Carignan—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi-de-Tingwick, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif.

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 23 septembre 1922.

[Première publication, le 30 septembre 1922]

4115-39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } E. BEAULIEU, de-
No 93. } E. mandeur; contre
J. LIRETTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 6ième rang de la paroisse de Saint-Rosaire, et connue désignée comme étant la moitié ouest des lots Nos 308 et 309 du cadastre officiel du canton de Bulstrode, de la contenance d'environ 100 acres en superficie et bornée du côté est par un nommé Vincent et du côté ouest par Joseph Guévin—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rosaire, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 5 septembre 1922. 3859—36-2

[Première publication, 9 septembre 1922]

book of reference of the township of Tingwick under the Nos one thousand and ninety five a (1095a) and one thousand and ninety six (1096); bounded on the southwest side by N. Mailhot and on the northeast side by A. Bernier—with the buildings thereon erected;

2. A piece of land forming part of the lot No eight in the eleventh range of the township of Tingwick, containing four arpents in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Tingwick as being the south west four arpents of lot No. one thousand and ninety four (1094); bounded on the southwest side by lot No. 1095 belonging to F. Bernier and on the northeast side by D. Carignan—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Remi-de-Tingwick, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 23rd day of September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4116-39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } E. BEAULIEU, plain-
No. 93. } E. tiff; against J.
LIRETTE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the 6th range of the parish of Saint-Rosaire, known and designated as being the west half of the lots Nos. 308 and 309 of the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, containing about 100 acres in superficies and bounded on the east side by a Mr. Vincent and on the west side by Joseph Guevin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Rosaire, on the TENTH day of OCTOBER next 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff

Arthabaska, 5th September, 1922.

[First publication, 9th September 1922]

3860—36-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOACHIM BOUR-
District de Beauharnois, } CIER, deman-
No 4251. } deur; vs EMILE
BALETE, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse comme étant la subdivision numéro soixante-dix-sept (77) du lot numéro deux cent soixante-un (261-77).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, JEUDI, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 25 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre, 1922]

4159—39-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } JOACHIM BOUR-
District of Beauharnois, } CIER, plaintiff;
No. 4251. } vs EMILE BA-
LETE, defendant, to wit:

Seized as belonging to the said defendant:

A lot of land lying and situate in the parish of Saint-Joachim-de-Châteauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish as being the subdivision number seventy seven (77) of the lot number two hundred and sixty one (261-77).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joachim-de-Châteauguay, on THURSDAY, the SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 25th September, 1922

[First publication, 30th September, 1922]

4160—39-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Roberval.

Chicoutimi, à savoir: } **LADIES WEAR, LIMITED**, corps politique et incorporé, faisant affaires dans la province d'Ontario, en la ville de Toronto, No 563 rue du Collège, demandeur; contre **ALBERT TREMBLAY**, de Saint-Félicien, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot à bâtir ayant front sur la septième avenue de la ville de Port Alfred, mesurant cinquante pieds de largeur, de l'est à l'ouest, par cent vingt-cinq pieds de profondeur, du nord au sud, formé des lots numéros quatre vingt-dix-sept—quatre-vingt-treize (97-93) quatre cent soixante-dix-neuf quarante-six (479-46) et quatre-vingt-dix-huit cinquante-trois (98-53), quatre cent soixante-dix-neuf (479) et quatre-vingt dix huit (98) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Port-Alfred, **MARDI** le **TRENTE-UNIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain 1922, à **DIX** heures de l'avant-midi

Bureau du shérif.

Le shérif.

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 23 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4161—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Chicoutimi, à savoir: } **J. - ARTHUR HUDON** No 7727 } **J.** agent de Chicoutimi, demandeur; contre **FRANÇOIS BOULIANE** et **CLEMENT DUFOUR**, tous deux de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, François Bouliane:

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Tremblay, sous le numéro dix-B (-10-B) du premier rang ouest du canton Tremblay, lequel mesure cent trente-six pieds: plus ou moins, du sud au nord sur cent vingt-cinq pieds de profondeur de l'est à l'ouest, et est borné vers le sud par le terrain de Aimé Gravel ou ses représentants vers le nord par le terrain de Joseph Bouliane ou ses représentants et vers l'est par le chemin public—avec ensemble la maison dessus érigée et autres bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, **LUNDI**, le **NEUVIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, mil neuf cent vingt-deux, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 2 septembre 1922.

[Première publication, 9 septembre 1922]

3835—36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Chicoutimi, à savoir: } **ADJUTOR BOULIANE**, avocat, de Chicoutimi, demandeur; contre **ANDRE GAUTHIER** et **ERNEST GAUTHIER**, tous deux de Bagotville, défendeurs.

Un terrain mesurant environ quatre-vingt-douze pieds de front sur environ cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, connu et

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Chicoutimi, to wit: } **LADIES WEAR, LIMITED**, a body politic and corporate, carrying on business in the Province of Ontario, in the town of Toronto, No. 563 College street, plaintiff; against **ALBERT TREMBLAY**, of Saint Felicien, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A building lot fronting on Seventh Avenue, in the town of Port Alfred, measuring fifty feet in width, from east to west, by one hundred and twenty five feet in depth, from north to south, composed of the lots numbers ninety seven - ninety three (97-93), four hundred and seventy nine forty six (479-46) and ninety eight - fifty three (98-53), four hundred and seventy nine (479) and ninety eight (98) on the official cadastre of the parish of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the town of Port Alfred, on **TUESDAY**, the **THIRTY FIRST** day of **OCTOBER** next, 1922, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Chicoutimi, September 23rd, 1922.

[First publication, 30th September, 1922.]

4162—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Chicoutimi, to wit: } **J. ARTHUR HUDON**, No. 7727. } **J.** agent, of Chicoutimi, plaintiff; against **FRANÇOIS BOULIANE** and **CLEMENT DUFOUR**, both of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, defendants.

As belonging to the defendant, François Bouliane.

All that piece of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the township of Tremblay, under the number ten-B (10-B), of the first west range of the township of Tremblay, measuring one hundred and thirty six feet, more or less, from south to north by one hundred and twenty five feet in depth from east to west, and bounded to the south by the land of Aimé Gravel or representatives, to the north by the land of Joseph Bouliane or representatives and to the east by the public road—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, on **MONDAY**, the **NINTH** day of **OCTOBER** next, one thousand nine hundred and twenty-two, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Chicoutimi, September 2nd, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]

3836—36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Chicoutimi, to wit: } **ADJUTOR BOULIANE**, advocate, of Chicoutimi, plaintiff; against **ANDRE GAUTHIER** and **ERNEST GAUTHIER**, both of Bagotville, defendants.

A piece of land measuring about ninety two feet in front by about one hundred and ninety eight feet in depth, known and designated under

désigné sous le lot cadastral numéro deux cent soixante-sept A (267-A) du village de Bagotville; borné en front par la rue Albert, en arrière un terrain de Albert Fortin, d'un côté au sud à celui de Ernest Gauthier et de l'autre côté au nord, partie à celui de Dame Marie-Louise Tremblay et partie à celui de Nérée Girard ou représentants—avec toutes bâtisses dessus construites et toutes dépendances; sauf à distraire un terrain appartenant à Ernest Gauthier, mesurant cinq pieds de front sur trente pieds de profondeur et borné en front ou à l'est et aussi du côté nord par le résidu dudit lot numéro deux cent soixante-sept A (267-A) au sud par le numéro deux cent soixante-sept B (267-B), appartenant au dit Ernest Gauthier et en arrière par le terrain dudit Albert Fortin, avec réserve que les quatre pieds de largeur du côté sud du terrain ci-dessus hypothéqué, sur une longueur de soixante pieds à compter de la rue Albert, seront à perpétuité utilisés avec une lisière de terrain de même largeur et de même longueur, fourni par ledit Ernest Gauthier à même ledit lot numéro deux cent soixante-sept B (267 B), du même cadastre, pour un chemin mitoyen qui existera à pertuité, ayant seize pieds de largeur entre les propriétés des dits Ernest Gauthier et André Gauthier, ce chemin devant être entretenu à frais communs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Bagotville, MARDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Chicoutimi, 2 septembre 1922. ELZ. BOIVIN.
[Première publication, 9 septembre 1922]
3837—36-2

the cadastral lot number two hundred and sixty seven-A (267-A) of the village of Bagotville; bounded in front by Albert street, in rear by the land of Albert Fortin, on one side by to the south by that of Ernest Gauthier and on the other side to the north, partly by that of Dame Marie Louise Tremblay and partly by that of Nérée Girard or representatives—with all the buildings thereon erected and all dependencies; save and to be deducted therefrom a piece of land belonging to Ernest Gauthier, measuring five feet in front by thirty feet in depth and bounded in front or to the east and also to the north side by the residue of the said lot number two hundred and sixty seven-A (267-A), to the south by the number two hundred and sixty seven-B (267-B), belonging to the said Ernest Gauthier and in the rear by the land of the said Albert Fortin, with the reserve that the four feet of land in width on the south side of the land above hypothecated by a length of sixty feet, commencing at Albert street, shall be forever used with a strip of land of the same width and length, given by the said Ernest Gauthier out of the said lot number two hundred and sixty seven-B (267-B), of the same cadastre, for a party road which shall exist forever of sixteen feet in width between the lands of the said Ernest Gauthier and André Gauthier, this road to be upkept at their joint expense.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alphonse-de-Bagotville, on TUESDAY, the TENTH day of OCTOBER next, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, September 2nd, 1922. Sheriff.
[First publication, 9th September, 1922]
3838—36-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L. CAMIRAND, avo-
No 4131. } cat, de la cité et du
district de Montréal, demandeur; contre J.-
BTE DESCHENES, de Saint-Joachim, comté et
district de Gaspé, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le premier rang des terres de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de Gaspé, de la contenance de deux arpents et huit perches de front sur une profondeur de vingt-deux arpents, sous le numéro D-I du cadastre officiels du canton Tourelle; borné au nord par Charles St-Pierre, au sud à Joseph St-Laurent, à l'est à Eugène Bond et à l'ouest à veuve William Mimeault—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joachim, dans ledit comté de Gaspé, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Percé, le 2 septembre 1922. JAS. T. TUZO.
[Première publication, 9 septembre 1922]
3833—36-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } G. UITE BROTHERS, LI-
No 1260. } MITED, corps incor-
poré, ayant son centre principal d'affaires à New-

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L. CAMIRAND, ad-
No. 4131. } vocate, of the city
and district of Montreal, plaintiff; against J.
BTE DESCHENES, of Saint Joachim, county
and district of Gaspé, defendant.

A piece of land lying and situate in the first range of the lands of the parish of Saint-Joachim, in the county of Gaspé, containing two arpents and eight perches in front by a depth of twenty two arpents, known under the number D-I of the official cadastre of the township of Tourelle; bounded to the north by Charles St-Pierre, to the south by Joseph St-Laurent, to the east by Eugène Bond and to the west by widow William Mimeault—with a house and barn thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joachim, in the said county of Gaspé, the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JAS. T. TUZO,
Percé, September 2nd, 1922. Sheriff.
[First publication, 9th September, 1922]
3834—36-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } G. UITE BROTHERS LI-
No. 1260. } MITED, a legal corpo-
ration, having their principal place of business at

Richmond dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; vs GEORGE TETU, ci-devant de Grande-Rivière; et maintenant en des lieux inconnus, défendeur.

Un terrain situé à l'Anse-au-Loup, dans la municipalité de Grande-Rivière, comté de Gaspé, dans le premier rang de la seigneurie de Grande-Rivière, contenant deux arpents de front environ, par vingt-huit de profondeur; borné au front, au sud par la Baie-des-Chaleurs, en arrière par les terrains du second rang, à l'est partie par John Vallée et partie par George Beaudin, à l'ouest par Charles Stevens—avec, construite sur icelui, une maison, une grange, un moulin à scier et autres améliorations, étant partie des lots No vingt-six (26) et trois cent vingt-cinq (325) du cadastre officiel de la municipalité de Grande-Rivière, moins le droit de passage au chemin de fer "Atlantique-Québec & Oriental", circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Grande-Rivière, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Percé, 2 septembre, 1922. JAS. T. TUZO.
[Première publication, 9 septembre 1922]
3847—36-2

New Richmond in the county of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiffs; vs GEORGE TETU, formerly of Grand River; and now of unknown parts, defendant.

A land situate at L'Anse-au-Loup, in the municipality of Grand River, county of Gaspé, in the first range of the seigniorie of Grand River, containing about two arpents in front by twenty eight in depth bounded in front towards south by the Baie des Chaleurs, in rear by the lands of the second range, towards the east partly by John Vallée and partly by George Beaudin, towards the west by Charles Stevens—with a house, barn, saw mill and other improvements thereon made, being part of lots numbers twenty-six, and three hundred and twenty five, Nos 26 and 325, of the official cadastre of the municipality of Grand River, less the right of way of the Atlantic Quebec and Western Railway, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Grande-Rivière, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. JAS. T. TUZO,
Percé 2nd September, 1922. Sheriff.
[First publication, 9th September, 1922]
3848—36-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } J. J. MARION, deman-
District de Joliette, } deur; vs OCTA-
No 9729. } VIENNE SYLVESTRE
défendeur; et JACQUES CORNELIER, mis-
en-cause.

Une terre située dans le premier rang Brassard, dans la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, contenant 136 acres de terre en superficie, étant le lot No 50 du dit rang, tel qu'il appert aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Brassard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Michel-des-Saints, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.
8 septembre 1922.
[Première publication, 16 septembre 1922]
3933—37-3

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } J. J. MARION, plain-
District of Joliette, } tiff; vs OCTA-
No. 9729. } VIENNE SYLVESTRE
defendant; and JACQUES CORNELIER,
mis-en-cause.

A tract of land situate in the first Brassard range, in the parish of Saint-Michel-des-Saints, containing 136 acres of land in superficies, being the lot No. 50 of the said range, as shown on the official plan and book of reference of Canton Brassard.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Michel-des-Saints, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
8th September, 1922. Sheriff.
[First publication, 16th September, 1922]
3934—37-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } A MEDEE DION-
No 7520. } NE, cultiva-
teur, de Saint-Georges-de-Cacouna, demandeur; contre EMILE LAROCHELLE, fils d'Hérode, de la paroisse de Saint-Arsène, défendeur, à savoir:

Un lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Arsène, sous le numéro quatre cent treize (No 413) du cinquième rang de ladite paroisse de Saint-Arsène—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } A MEDEE DION-
No. 7520. } NE, farmer, of
Saint-Georges-de-Cacouna, plaintiff; against EMILE LAROCHELLE, son of Herode, of the parish of Saint-Arsène, defendant, to wit:

A lot of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Arsène, under the number four hundred and thirteen (No. 413) of the fifth range of the said parish of Saint-Arsène—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Arsène, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 25 septembre 1922.
[Première publication, 30 septembre 1922]
4163—39-2

Saint Arsène, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière du Loup, 25th September, 1922.
[First publication, 30th September, 1922]
4164—39-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } EUGENE GREGOIRE,
No 1244 } RE, marchand, du
Lac Frontière, demandeur; contre PIERRE BILODEAU, de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, défendeur.

Un lot de terre situé à Sainte-Lucie-de-Beauregard, étant connue désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre sous le numéro trente-trois (33) du septième rang du canton Talon—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Lucie-de-Beauregard, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 27 septembre 1922.
[Première publication, 30 septembre 1922]
4195—39-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } EUGENE GREGOIRE,
No. 1244. } merchant, of Lake
Frontière, plaintiff; against PIERRE BILODEAU, of Sainte-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, defendant.

A lot of land situate at Sainte-Lucie-de-Beauregard, being known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre under the number thirty-three (33) of the seventh range of the township of Talon—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Lucie-de-Beauregard, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office,

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 27th September, 1922.
[First publication, 30th September, 1922]
4196—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } LA BANQUE
No 1236. } ROYALE DU CANADA,
demanderesse; contre PIERRE NICOLE, de la ville de Montmagny, défendeur.

1. Les lots numéros quatre-vingt-douze (92) et quatre-vingt-treize (93) de la subdivision du lot numéro un (1) du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec la maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Un terrain, de figure irrégulière, faisant partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94) de la subdivision numéro un (1) du cadastre officiel de la ville de Montmagny; borné au nord à la rue du Manoir, au sud et à l'ouest à Albert-J. Bender et à l'est aux lots ci-dessus désignés;

3. Le lot numéro quatre-vingt-dix (90) de la subdivision du lot numéro un (1) du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de justice, en la ville de Montmagny, MARDI, le DIXIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 6 septembre 1922.
[Première publication, 9 septembre 1922]
3851—36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } THE ROYAL BANK
No. 1336. } OF CANADA,
plaintiff; against PIERRE NICOLE, of the town of Montmagny, defendant.

1. The lots numbers ninety two (92) and ninety three (93) of the subdivision of the lot number one (1) of the official cadastre of the town of Montmagny—with the house and other buildings thereon erected;

2. A lot of land, of irregular figure, forming part of the number ninety four (94) of the subdivision number one (1) of the official cadastre of the town of Montmagny; bounded to the north by Manoir street, to the south and west by Albert J. Bender and to the east by the lots above described,

3. The lot number ninety (90) of the subdivision of the lot number one (1) of the official cadastre of the town of Montmagny—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, at the Court House, in the town of Montmagny, on TUESDAY, the TENTH day of the month of OCTOBER next 1922 at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.
Montmagny, 6th September, 1922
[First publication, 9th September, 1922]
3852—36-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE D'OUTRE-**
 No 2433. } **MONT**, corps politi-
 que et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre **CHARLES ANGERS**, défendeur.

c. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Stuart, étant connu et désigné sous le numéro 15 de la subdivision officielle du numéro 24 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
 4201—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE PEOPLE'S MU-**
 No 1857. } **TUAL BUILD-**
ING SOCIETY, CLASS B, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, demandeur; vs **WILBUS KINGSLEY KENNEDY**, défendeur.

Un morceau de terrain situé dans la paroisse de Saint-Hubert, à l'endroit appelé "Springfield Park", mesurant cinquante pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-quatre de la subdivision du lot un, de la subdivision du lot original numéro cent trente-quatre (134-1-254) au plan officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; borné au front par une rue projetée sous le No officiel 134-1-242—avec les édifices dessus construits."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hubert, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Montréal, 27 septembre 1922. L.-J. LEMIEUX

[Première publication, 30 septembre 1922]

4203—39-2

EX-PARTE.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONT-**
 No 2637. } **REAL**, demande-
 resse; vs **VICTOR MONGEAU**, défendeur; et **DAVID WILLIAM GILLILAND**, opposant.

Un lot de terre avec bâtisses; borné en front par la rue Rivard, et étant les lots de subdivision numéros cent cinquante-quatre (154), cent cinquante-cinq (155), cent cinquante-six (156), cent cinquante-sept (157), cent cinquante-huit (158), cent cinquante-neuf (159), cent soixante (160) du lot numéro cent soixante-deux (162), des plan et livre de renvoi officiels pour le village de la Côte Saint-Louis, dans cette partie dudit village

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF OUTRE-**
 No. 2433. } **MONT**, a body politic
 and corporate, having its chief place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plain-
 tiff; against **CHARLES ANGERS**, defendant.

c. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Stuart avenue, being known and designated under the number 15 of the official subdivision of the number 24 of the original lot number 36 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Montreal, 26th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4202—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE PEOPLE'S MU-**
 No. 1857. } **TUAL BUILD-**
SOCIETY, CLASS B, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **WILBUS KINGSLEY KENNEDY**, defendant.

A piece of ground situate in the parish of Saint Hubert, at the place called "Springfield Park", measuring fifty feet wide by seventy five feet deep, known and designated under the number two hundred and fifty-four of the subdivision of the lot number one, of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty four (134-1-254) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by a proposed street under the official No. 134-1-242—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Montreal, September, 27th, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

4204—39-2

EX-PARTE.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
 No. 2637. } **TREAL**, plaintiff; vs
VICTOR MONGEAU, defendant; and **DAVID WILLIAM GILLILAND**, opposant.

A lot of land with the buildings thereon; bounded in front by Rivard street, and being the subdivision lots numbers one hundred and fifty four (154), one hundred and fifty five (155), one hundred and fifty six (156), one hundred and fifty seven (157), one hundred and fifty eight (158), one hundred and fifty nine (159), one hundred and sixty (160) of the lot number one hundred and sixty two (162), of the official plan and book

maintenant annexé à la cité de Montréal et formant le quartier Saint-Denis.

A la charge d'un certain bail et promesse de vente, par Victor Mongeau à l'opposant David-William Gilliland, exécuté à Montréal, devant M^{re} J.-E.-A. Boileau, en date du 2 août 1917, conformément au jugement de l'hon. juge Guérin, en date du 15 octobre 1918.

A distraite les appareils et effets suivants, savoir:

Comme appartenant à "The Wittman, Company":

Un appareil pour refroidir le moût, avec accessoires et fondations;

Un appareil purificateur et gazeur d'air pour réfrigérant, avec accessoires et fondations;

Un compresseur à air, avec accessoires et fondations;

Une pompe à bière chaude, avec accessoires et fondations;

Une pompe servant à soutirer et étendre la bière, avec accessoires et fondations;

Une pompe à bière à carbone avec distributeur de gaz liquide, avec accessoires et fondations; toutes les fondations ci-dessus mentionnées étant en fonte.

Comme appartenant à "The Bishop-Babcock Becker Company":

Une machine rotative Eureka, 34 tiges pour embouteiller la bière, avec déclenchement automatique, soupapes de sûreté, avec une soupape, arrosoir et un moteur à courant électrique alternatif y attaché.

Comme appartenant à "The Loew Blitz Manufacturing Company of Cleveland":

Un couloir à bière "Loew Blitz" 20 chambres complets, avec une charge entière de matière filtrante (pulpe).

Comme appartenant à "The Booth-Coulter Copper & Brass Company, Limited":

Une bouilloire à bière, complète, avec accessoires et raccords;

Un appareil "Phaff & Grant", complet, avec raccords à la cuve à matières;

Un faux-fond en bronze perforé pour cuve à matières;

Un serpentinde 2" en cuivre rouge pour réservoir à eau chaude;

Douze serpentins de 2" en cuivre rouge pour régulariser la température des cuves de fermentation;

Un tuyau à vapeur en fer galvanisé pour cuve à matières et réservoir à eau chaude;

Un tamis de 12" de diamètre en cuivre rouge pour séparer le houblon d'avec le moût;

Une vanne de 12" pour retirer la drêche de la cuve à matières;

Divers conduits de raccords en cuivre rouge, soupapes et autres outillages divers fournis, le tout d'après les spécifications des architectes G.-F. Hettinger & Co., Boston, en date du 9 mars 1912, et les devis Nos 16,266, 16,267, 16,268, 16,269 et 10,623.

Comme appartenant à "Canadian Pneumatic Tool Company, Limited":

Une pompe à air à hausser de 3" "Economy";

Un compresseur à air 9x9x5x11;

Un réservoir spécial de 30x6"—2275;

Une hausse à air de 2", "Economy".

Comme appartenant à "Golden Gate Manufacturing Company, Limited":

Un classificateur pour bière et ale protégé par le brevet d'invention No 48,865, pourvu de valves, "bushings," accessoires et fondations.

Comme appartenant à "The Holden Company, Limited":

of reference for the village of Cote Saint Louis, in that part of the said village now annexed to the city of Montreal and forming Saint Denis ward.

Subject to a certain lease and promise of sale by Victor Mongeau to the opposant David William Gilliland, executed at Montreal, before M^{re} J. A. E. Boileau, dated the 2nd of August, 1917, in accordance with a judgment of the Honorable Justice Guerin, dated the 15th of October, 1918.

Save and except the following apparatuses and articles, to wit:

As belonging to "The Wittman Company":

One hop-wort-cooler with accessories and foundations;

One air purifying and aerating attachment for cooler, with accessories and foundations;

One air compressor, with accessories and foundations;

One hot beer pump, with accessories and foundations;

One beer racking pump, with accessories and foundations;

One gear carbonating pump with liquid gas expanding apparatus, with accessories and foundations; all above mentioned foundations being of cast iron.

As belonging to "The Bishop Babcock Becker Company":

One 34" sprout Eureka rotary filler, with automatic port, shut-off valves, with one sprinkling valve and alternating current electric motor attached.

As belonging to "The Loew Blitz Manufacturing Company of Cleveland":

One "Loew-Blitz" blank beer filter, 20" cells, complete with a full charge of filtermass.

As belonging to "The Booth-Coulter Copper & Brass Company, Limited":

One beer kettle complete, with all attachments and connections;

One Phaff & Grant, complete, with connections to mash tub;

One bronze slotted false bottom for mash tub;

One 2' copper-coil for hot water tank;

Twelve 2" copper attenuator coils for fermenting tubs;

One galvanized iron vapor pipe for mash tub and hot water tank;

One 12" diameter copper hop strainer on wort line;

One 12" grain valve on mash tub;

Sundry connecting copper pipes, lines and valves and other sundry work supplied all as per specifications of the architects G.-F. Hettinger & Co., Boston, dated 9th March, 1912, and drawings Nos. 16,266, 16,268, 16,269 and 10,623.

As belonging to "Canadian Pneumatic Tool Company, Limited":

One 3" Air Pump "Economy";

One Air Compressor 9x9x5x11";

One special reservoir 30x6"—2275;

One 2" Air Pump "Economy".

As belonging to "Golden Gate Manufacturing Company, Limited":

The beer and ale racker as covered by letters patent of invention No. 48,865, equipped with valves, bushings, accessories and foundations,

As belonging to "The Holden Company, Limited":

Pompe "Duplex", et récepteur $14\frac{1}{2} \times 1\frac{1}{2} \times 2\frac{3}{4} \times 4$ et un graisseur "Détroit", $\frac{1}{2}$ Ph.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui devait avoir lieu le 15ième jour d'octobre 1917, à dix heures du matin, à mon bureau, en la cité de Montréal, et le seizième jour de janvier 1919, à dix heures du matin, aura lieu au même endroit, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 58-62 Victoria, P. Q.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
4211—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A CITE DE LACHINE**
No 1978 } **NE**, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse; contre **NICOLAS MALOFFI**, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre numéro quatre cent treize de la subdivision officielle du lot numéro sept cent cinquante-trois des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier (753-413), ayant front sur le côté est de la 6ième avenue, dans la cité de Lachine, avec droit de se servir des ruelles adjacentes en commun avec tous les autres propriétaires y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
4213—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 1588. } **COMPANY OF CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre **DEMOISELLE BRIDGET DILLON & MARY DILLON**, toutes deux filles majeures usant de leurs droits, du même lieu, défenderesses.

Un certain emplacement situé en face de la rue Saint-Mathieu, dans ladite cité de Montréal, contenant vingt-un pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatorze pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, formé par la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme subdivision numéro trente-cinq du lot numéro seize cent soixante-trois et la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme subdivision trente-six du dit lot numéro seize cent soixante-trois (1663, pt. 35 et pt. 36) du plan et livre de renvoi du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal; ladite partie nord-ouest de la subdivision trente-cinq contenant trois pieds et dix pouces en largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatorze pieds, et la partie sud-est de la subdivision trente-six contenant dix-sept pieds et deux pouces en largeur par une profondeur de quatre-vingt-quatorze

1 $4\frac{1}{2} \times 1\frac{1}{2} \times 21\frac{1}{2} \times 4$ advance "Duplex" pump and receiver and $\frac{1}{2}$ Ph. Detroit Lubricator.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable formerly announced to take place the fifteenth day of October, 1917, at ten o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, and on the sixteenth day of January, 1919, at ten o'clock in the forenoon, will be held at the same place, the SECOND day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit will be exacted from the highest bidder before the final adjudication, pursuant the paragraph 58-62 Victoria, P. Q.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]
4212—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF LACHINE**
No. 1978. } **NE**, a legally constituted corporation, having its place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; against **NICOLAS MALOFFI**, of the same place, defendant.

A lot of land number four hundred and thirteen of the official subdivision of lot number seven hundred and fifty three on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier (753-413), fronting on the east side of 6th avenue, in the city of Lachine, with the right to make use of the adjacent lanes in common with all the other proprietors having right therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]
4214—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 1588. } **COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; against **MISSES BRIDGET AND MARY DILLON**, both spinsters of age and in the full exercise of their rights, of the same place, defendants.

That certain emplacement fronting on Saint Mathew street, in the said city of Montreal, containing twenty one feet in width by a depth of ninety-four feet, English measure, and more or less, composed of the north western part of the lot of land known and designated as subdivision number thirty-five of lot number sixteen hundred and sixty-three, and the south eastern part of the lot of land known and designated as subdivision number thirty-six of said lot number sixteen hundred and sixty-three (1663 pt. 35 and pt. 36) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal; the said north western part of subdivision thirty-five containing three feet and ten inches in width by a depth of ninety-four feet, and the south eastern part of subdivision thirty-six containing seventeen feet two inches in width by a depth of ninety-four feet; bounded said emplacement

pieds; ledit emplacement est borné comme suit: au front par la rue Saint-Mathieu, en arrière par une ruelle connue comme subdivision trente-quatre dudit lot officiel 1663-34, sur un côté, au sud-est, par la partie sud-est de la dite subdivision trente-cinq, qui fait partie de la propriété de Melle Victoria O'Brien comme représentant et de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie nord-ouest de la dite subdivision trente-six qui fait partie de la propriété de Melle Mathilda O'Brien comme représentante, avec un cottage à la façade en pierre connu sous le numéro (de la ville) cent dix (110) de la dite rue Saint-Mathieu, dont les murs de pignon sont mitoyens, sus-érigés; le tout avec droit de passage sur et dans la dite rue en arrière du No 1663-34, et dans la ruelle connue comme subdivision vingt-deux dudit lot officiel 1663-22.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt d'une somme de \$850.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 27 septembre 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
4215—39-2

as follows: in front by Saint Mathew street, in rear by a lane known as subdivision thirty-four of said official lot 1663-34, on one side to the southeast, by the southeastern part of said subdivision thirty-five, which forms part of the property of Miss Victoria O'Brien or representative and on the other side, to the northwest by the northwestern part of said subdivision thirty-six which forms part of the property of Miss Mathilda O'Brien or representative, with a stone cottage known as civic number one hundred and ten (110) of said Saint Mathew street, of which the gable walls are mitoyens thereon erected, together with the right of passage in and through said lane in rear No. 1663-34 and in the lane known as subdivision twenty-two of said official lot 1663-22.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SECOND day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$850.00 shall be required from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 27th of September, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]
4216—39-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:) CHRISTOPHUS JOHN
No 4489.) BALLER, de la cité
de Montréal, machiniste; contre HENRI AR-
TEAU, de la cité de Québec.

1. La moitié côté est du lot No 21 (vingt-un) du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant un arpent de front sur environ 40 arpents de profondeur; borné à l'est à Wilfrid Gauvin, à l'ouest à l'autre partie du dit lot No 21 (vingt-un), au sud au fleuve Saint-Laurent et au nord à Téléphore Tapin—avec la moitié indivise des bâtisses dessus construites et aussi avec droit commun aux quatre sources d'eau qui se trouvent sur le dit lot cadastral, le tout tel que stipulé dans une rente consentie par Barthélemi Rochette à sieur J.-Irenée Gravel; à distraire de cette dite terre la partie vendue pour le passage du chemin de fer Transcontinental;

2. Le lot No 164 (cent soixante-quatre) de la subdivision du lot No 79 (soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé à Donacona—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

3. Les lots Nos 47 et 48 (quarante-sept et quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant des lots de terre situés en le village de Sainte-Foye—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) CHRISTOPHUS JOHN
No. 4489.) BALLER, of the city
of Montreal, machinist; against HENRI AR-
TEAU, of the city of Quebec.

1. The east half of the lot number twenty one (No. 21) of the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being a lot of land situate in the said parish of Pointe-aux-Trembles, containing one arpent in front by about 40 arpents in depth; bounded on the east by Wilfrid Gauvin, on the west by the other part of the said lot number twenty one (No. 21), on the south by the River Saint Lawrence and on the north by Telephore Tapin—with the undivided half of the buildings thereon erected and also with a common right to the four water springs existing on the said cadastral lot, the whole as stipulated in a deed of sale from Barthélemi Rochette to J. Irenée Gravel; to be deducted from the said land the part thereof sold for the right of the way of the Transcontinental Railway;

2. The lot number one hundred and sixty four (No. 164) of the subdivision of the lot number seventy nine (No. 79) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils, county of Portneuf, being a lot of land situate at Donacona—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. The lots numbers forty seven and forty eight (Nos 47 and 48) of the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Quebec, being lots of land situated in the village of Sainte-Foye—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly above described, at the parochial church door of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the foren-

matin; le lot en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Donacona, comté de Portneuf, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi et le lot en troisième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 28 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

[Deuxième publication, 14 octobre 1922]
4223—39-2

noon; the lot secondly above described at the parochial church door of Donacona, county of Portneuf, on the SECOND day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon and the lot thirdly above described at the parochial church door of Sainte-Foye, county of Quebec, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, September, 28th 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

[Second publication, 14th October, 1922]
4224—39-2

Québec, à savoir: } LA COMMUNAUTE des
No 1583. } Religieuses de l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang-de-Québec, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Québec; contre ZEPHIRIN DUGAL, de la cité et du district de Québec.

Les lots Nos 4368-78 et 148-50 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur le côté nord de la rue Bégin, mesurant 35 pieds de front sur 84 pieds et 5 pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à la charge d'une rente annuelle de \$96.03 payable le premier de mai de chaque année, à la communauté de l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang-de-Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 28 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

[Deuxième publication, 14 octobre 1922]
4225—39-2

Quebec, to wit: } LA COMMUNAUTE des
No. 1583. } Religieuses de l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang-de-Québec, a body political and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Quebec; against ZEPHIRIN DUGAL, of the city and district of Quebec.

The lots Nos 4368-78 and 148-50 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being lots of land situated on the north side of Bégin street, measuring 35 feet in front by 84 feet and 5 inches in depth, more or less, English measurements, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; charged with a yearly ground-rent of \$96.03 payable the first of May of each year to La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu-du-Précieux-Sang-de-Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the THIRD day of NOVEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, September 28th, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

[Second publication, 14th October, 1922]
4226—39-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LEON VEILLEUX, de la
No 125. } paroisse de Mont-Carmel; contre LUCIEN CASSETTE, de La Sarre, dans le district de Pontiac.

Les lots Nos 30 et 31 (trente et trente-un) du rang 4 (quatre) des plan et livre de renvoi pour le canton La Sarre, étant des lots de terre situés dans le dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le député-shérif,
E. AUGER.

Québec, 14 septembre 1922.

[Première publication, 16 septembre 1922]

[Deuxième publication, 30 septembre 1922]
3977—37-2

Quebec, to wit: } LEON VEILLEUX, of the
No. 125. } parish of Mont-Carmel; against LUCIEN CASSETTE, of La Sarre, in the district of Pontiac.

The lots Nos. 30 and 31 (thirty and thirty one) of range 4 (four) on the official plan and book of reference for the township of La Sarre, being lots of land situated in the said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

E. AUGER,
Deputy sheriff.

Quebec, 14th September, 1922.

[First publication, 16th September, 1922]

[Second publication, 30th September, 1922]
3978—37-2

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 2830. } contre MADEMOISELLE MARIE DROUIN.

La subdivision No 40 (quarante) du lot No 98 (quatre-vingt dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur l'Avenue des Erables—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 2830. } against MISS MARIE DROUIN.

The subdivision No. 40 (forty) of the lot No. 98 (ninety eight) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Québec, being lot of land situate on Maple Avenue—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
Québec, 14 septembre 1922. E. AUGER.
[Première publication, 16 septembre 1922]
[Deuxième publication, 30 septembre 1922]
3979—37-2

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. E. AUGER,
Quebec, September 14th, 1922. Deputy sheriff.
[First publication, 16th September 1922]
[Second publication, 30th September 1922]
3980—37-2

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC,
No 8860 } contre NELLIE SMITH,
épouse séparée de biens de John Y. Walsh, tous
deux ci-devant de la cité de Québec, dans le dis-
trict de Québec, et ledit John Y. WALSH, mis-
en-cause pour autoriser sadite épouse.

Le lot No 2357 (deux mille trois cent cinquante-
sept) du cadastre officiel pour le quartier Cham-
plain, de la cité de Québec, étant un emplacement
situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le
VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à
DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
Québec, 14 septembre 1922. E. AUGER.
[Première publication, 16 septembre 1922]
[Deuxième publication, 30 septembre 1922]
3981—37-2

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC,
No. 8860. } against NELLIE
SMITH, wife separated sa to property of John
Y. Walsh, both heretofore of the city of Quebec,
in the district of Quebec, and the said John Y.
Walsh a party hereto to authorize his said wife.

The lot No. 2357 (two thousand three hundred
and fifty seven) of the official cadastre for Cham-
plain ward, of the city of Quebec, being an em-
placement situate on Champlain street—with
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
the TWENTIETH day of OCTOBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. E. AUGER,
Quebec, September 14th, 1922. Deputy sheriff.
[First publication, 16th September, 1922]
[Second publication, 30th September, 1922]
3982—37-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal

Sorel, à savoir: } LOUIS RECICOT, deman-
No 2592. } leur; contre LOUIS JO-
DOIN, défendeur.

Une portion de terre ou emplacement, située
au village de Varennes, district de Richelieu, sur
le chemin public ou rue Sainte-Anne, de la con-
tenance de cinquante pieds de largeur sur cent
vingt pied de profondeur, plus ou moins; bornée
comme suit, savoir, en front audit chemin public
ou rue Sainte-Anne, en arrière au terrain de
Mademoiselle Massue, d'un côté au nord-est
au terrain de Eustache Bordeur, et d'autre côté,
vers le sud-ouest, au terrain de Emile Hébert, et
faisant partie du lot numéro soixante-huit, (ptie
No 68) du cadastre officiel du village de Varennes
—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Varennes, MARDI, le TRENTIE-
ME jour d'OCTOBRE prochain 1922,
à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Le shérif du district de Richelieu,
JOS.-G. LARIVIERE.
[Première publication, 30 septembre 1922]
4165—39-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit: } LOUIS RECICOT, plaintiff;
No. 2592. } against LOUIS JODOIN,
defendant.

A parcel of land or emplacement situate in the
village of Varennes, district of Richelieu, on the
public road or Sainte Anne street, containing
fifty feet in width by one hundred and twenty
feet in depth, more or less; bounded as follows:
in front by the said public road or Sainte Anne
street, in rear by the land of Miss Massue, on
one side, to the southeast, by the land of Eusta-
che Bordeur, and on the other side, to the south-
west, by the land of Emile Hébert, and forming
part of the lot number sixty eight (pt. No. 68) of
the official cadastre of the village of Varennes—
with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Varennes, on TUESDAY, the THIRTY FIRST
day of the month of OCTOBER next 1922, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JOS. G. LARIVIERE,
Sheriff of the district of Richelieu.
Sorel, 27th September, 1922.
[First publication, 30th September, 1922]
4166—39-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec. } WELLIE LINDSAY,
District de Roberval. } de Hébertville
No 2770, à savoir: } Station, demandeur; vs
HORACE GAUDREAU, du même lieu, jour-
nalier, défendeur.

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec. } WELLIE LINDSAY.
District of Roberval. } of Hébertville
No. 2770, to wit: } Station, plaintiff; vs
HORACE GAUDREAU, of the same place,
laborer, defendant.

Une maison et dépendances construites sur le terrain ou emplacement ci-après désigné, ainsi que tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que le défendeur a et peut avoir sur le dit terrain ou emplacement, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en le village de Hébertville-Station, mesurant quarante pieds de largeur sur cinquante-sept pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton Labarre, sous le numéro six-A-trois (ptie No 6-A-3) du rang deux ouest, et compris dans les bornes suivantes: au nord par le reste du dit lot susdésigné, au sud au lot numéro six-A-quatre, appartenant à Dame T.-L. Lamarre, à l'est au terrain de Henri Gervais et à l'ouest partie au terrain de Dame T.-L. Lamarre et partie au terrain de Jos. Gaudreault, avec en plus, droit de passage tant à pieds qu'en voiture dans le chemin actuel tel qu'ouvert sur la propriété de Joseph Gaudreault.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Hébertville-Station) **JEUDI le DEUXIEME jour de NOVEMBRE** prochain, 1922, à **ONZE** heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif.

GEO. LEVESQUE.

Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4217—39-2

A house and dependencies erected on the lot of land or emplacement hereinafter designated, and all the rights, privileges and pretensions whatever that the defendant has and may have on the said lot of land or emplacement, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the village of Hébertville Station, measuring forty feet in width by fifty seven feet in depth, forming part of the lot of land now known and designated on the official cadastre of the township Labarre, under the number six-A-three (pt. No. 6-A-3) of the range two west, and comprised within the following limits: on the north by the remainder of the said above described lot, on the south by the lot number six-A-four belonging to Dame T. L. Lamarre, on the east by the lot of land of Henri Gervais and on the west partly by the land of Dame T. L. Lamarre and partly by the land of Joseph Gaudreault, with moreover, right of way both on foot and in vehicle over the present road as opened on the property of Joseph Gaudreault.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilbrod (Hébertville-Station), on **THURSDAY the SECOND day of NOVEMBER** next, 1922, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.
Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.

Roberval, 26th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4218—39-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **J.-L. TALBOT**, de la
District de Roberval, } ville de Roberval,
No 3494, à savoir: } commerçant, demandeur; vs **JOSEPH GAGNON**, du Lac Bouchette, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), connu et désigné sous le numéro sept-P et une partie du numéro sept-A (No 7-P et ptie No 7-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dablon, mesurant soixante-douze pieds de front ou largeur, plus ou moins, sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: à l'ouest au chemin public, à la profondeur à l'est à Georges Fillion, au nord à Emile Lavoie et au sud à Georges Boivin, le tout tel que clôturé actuellement—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), **MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE** prochain 1922, à **UNE** heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE,

Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4219—39-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } **J. L. TALBOT**, of the
District of Roberval, } town of Roberval,
No. 3494, to wit: } trader, plaintiff; vs **JOSEPH GAGNON**, of Lac Bouchette, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), known and designated under the number seven-P and part of the number seven-A (No. 7-P and pt. No. 7-A) on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Dablon, measuring seventy two feet in front or width, more or less, by one hundred and eighty feet in depth, more or less; bounded as follows: to the west by the public highway, in depth to the east by Georges Filion, to the north by Emile Lavoie and to the south by Georges Boivin, as the whole is now fenced in—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), on **TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER** next 1922, at **ONE** of the clock in the after noon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,

Roberval, September 26th, 1922.

Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

4220—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **DAVID OUELLET**,
District de Roberval, } de Hébertville-
No 3366. } Station, journalier, demandeur; vs **ALEX. BOILY**, cultivateur, d'Hébertville et **ADELARD COUTURE**, de Hébertville-Station, agent, défendeurs, à savoir:

Contre les biens immobiliers dudit défendeur, Adélar Couture:

a. Un certain terrain ou emplacement situé en le village de Hébertville-Station, mesurant

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **DAVID OUELLET**,
District of Roberval, } of Hébertville
No. 3366. } Station, laborer, plaintiff; vs **ALEX. BOILY**, farmer, of Hébertville, and **ADELARD COUTURE**, of Hébertville Station, agent, defendants, to wit:

Against the immoveable property of the said defendant, Adélar Couture:

a. A certain lot of land or emplacement situate in the village of Hébertville Station, measuring

quarante-deux pieds de largeur, plus ou moins, sur cent pieds de profondeur, et borné comme suit: en front à la rue Notre-Dame, en arrière à la profondeur du terrain de Henri Gervais, à l'est à Eugène Lapointe et à l'ouest au lot numéro six-A-dix, étant une parcelle du lot de terre connu et désigné sous le numéro six-A-un aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances;

b. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, mesurant vingt-un pieds de largeur, plus ou moins, sur cent pieds de profondeur, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro six-A-dix aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre susdit; borné au sud à la rue Notre-Dame, à l'ouest à Alphonse Couture, au nord à Henri Gervais et à l'est au terrain ci-dessus en premier lieu décrit—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Hébertville-Station), JEUDI, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à onze heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif.

GEO. LEVESQUE.

Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4221—39-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec.—Cour supérieure.

District de Roberval, à savoir: } COTÉ, BOI-
No 3368. } VIN &
CIE, INC., DE ROBERVAL, LIMITEE, corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaires à Roberval, demanderesse; vs DAVID TREMBLAY, FILS HUBERT, de Taillon, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux (No 2), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Taillon—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, MARDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 5 septembre 1922.

[Première publication le 9 septembre 1922]

3881—36-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec.—Cour supérieure.

District de Roberval, à savoir: } DAME MA-
No 3084. } RIE-EME-
ZILIA GAGNON, épouse contractuellement séparée de biens de Thomas-Louis Collard, de Saint-Joseph-d'Alma, y faisant commerce sous la raison sociale de "Thomas-Louis Collard & Cie", et le dit Thomas-Louis Collard pour assister et autoriser sa dite épouse, demanderesse; vs EUTROPE ST-PIERRE, du Lac Bouchette, JOS. ST-PIERRE, forgeron, de Saint-Henri-de-Taillon, et EUGENE GAUTHIER, courrier de malle, de Saint-Joseph-d'Alma, défendeurs.

Contre les biens immobiliers de Joseph St-Pierre, de Saint-Henri-de-Taillon.

forty two feet in width, more or less, by one hundred feet in depth, and bounded as follows: in front by Notre-Dame street, in the rear on the depth by the lot of land of Henri Gervais, on the east by Eugène Lapointe and on the west by the lot number six-A-ten, being a portion of the lot of land known and designated under the number six-A-one, on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range west of the township Labarre—together with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies;

b. Another lot of land contiguous to that hereinabove described, measuring twenty one feet in width, more or less, by one hundred feet in depth, and forming part of the lot of land known and designated under the number six-A-ten, on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range west of the township Labarre aforesaid; bounded on the south by Notre Dame street, on the west by Alphonse Couture, on the north by Henri Gervais and on the east by the lot of land hereinabove firstly described—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Wilbrod (Hébertville Station), on THURSDAY, the SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 26th September, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

4222—39-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—Superior Court.

District of Roberval, to wit: } COTÉ, BOI-
No. 3368. } VIN &
CIE, INC., DE ROBERVAL, LIMITEE, a body politic and corporate, having its head office at Roberval, plaintiff; against DAVID TREMBLAY, SON OF HUBERT, of Taillon, defendant.

The lot of land presently known and designated under the number two (No. 2), on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Taillon—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, on TUESDAY, the TENTH day of OCTOBER next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 5th September, 1922. Sheriff.

Roberval, 5th September, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]

3882—36-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—Superior Court.

District of Roberval, to wit: } DAME MA-
No. 3084. } RIE EME-
ZILIA GAGNON, wife contractually separated as to property of Thomas Louis Collard, of Saint-Joseph-d'Alma, and there carrying on business under the firm name of "Thomas Louis Collard & Cie", and the said Thomas Louis Collard to assist and authorize his said wife, plaintiff; vs EUTROPE ST. PIERRE, of Lake Bouchette, JOS. ST. PIERRE, blacksmith, of Saint-Henri-de-Taillon, and EUGENE GAUTHIER, mail carrier, of Saint-Joseph-d'Alma, defendants.

Against the immoveable property of Joseph St. Pierre, of Saint-Henri-de-Taillon.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros seize-C, seize-D, seize-E et seize-F (Nos 16c, 16d, 16e et 16f), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Taillon—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu ensemble à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, MARDI le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif.

GEO. LEVESQUE.

Roberval, 5 septembre 1922.

[Première publication, 9 septembre 1922]
3883—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec.—Cour de Circuit

District de Roberval, à savoir : } LA FONDE-
No. 3397. } LIE DE
PLESSISVILLE corps politique constit
corporation, ayant son principal bureau d'affaires
à Plessisville, demanderesse; vs FRANÇOIS
TREMBLAY, cultivateur, de l'Ascension, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-six (No 26), du cinquième rang du canton Garnier—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances, à savoir: tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que le dit défendeur a et peut avoir sur le lot susdit.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension, MARDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 5 septembre 1922.

[Première publication, 9 septembre 1922]
3885—36-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 764. } LA COMPAGNIE C.-O. GE-
NEST & FILS, LTEE, }
corporation commerciale ayant son bureau-chef
et sa principale place d'affaires en la cité de Sher-
brooke, dans le district de Saint-François, deman-
deresse; contre CAMILLE BERNARD, de
East-Angus, dans le district de Saint-François,
défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Certain morceau de terre sis et situé à East-Angus, dans le troisième rang du canton de Westbury, et connu sur le plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton, comme étant partie du lot quatorze-deux (ptie 14.2) et partie du lot quatorze-trois (ptie 14.3); borné au sud-ouest par la rue Saint-Jacques, à l'ouest par la ligne ouest dudit lot, à l'est par partie du même lot appartenant aux représentants de David Lapointe et au nord par une autre partie du même lot, appartenant à Alphonse Bilodeau, mesurant cinquante-cinq pieds en front le long de ladite rue par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, faisant une superficie de quatre mille neuf cent cinquante pieds—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury-de-East-

The lots of land known and designated under the numbers sixteen-C, sixteen-D, sixteen-E and sixteen-F (Nos. 16c, 16d, 16e and 16f), on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Taillon—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, on TUESDAY, the TENTH day of OCTOBER next, 1922, at HALF past TWO, of the clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 5th September, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]
3884—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec.—Circuit Court.

District of Roberval, to wit : } LA FONDE-
No 3397. } LIE DE
PLESSISVILLE, a body politic and corporate,
having its principal place of business at Plessis-
ville, plaintiff; vs FRANÇOIS TREMBLAY,
farmer, of l'Ascension, defendant.

The lot of land now known and designated under the number twenty six (No. 26), of the fifth range of the township Garnier—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, namely: all the rights, privileges and pretensions whatever that the said defendant has and may have in the aforesaid lot.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension, on TUESDAY, the TENTH day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 5th September, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]
3886—36-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 764. } LA COMPAGNIE C. O. GE-
NEST & FILS, LIMITEE, }
a business corporation having its head
office in the city of Sherbrooke, in the district
of Saint Francis, plaintiff; against CAMILLE
BERNARD, of East Angus, in the district of
Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain piece or parcel of land lying and situate at East Angus, in the third range of the township of Westbury, and known on the official plan and book of reference for the said township, as being part of the lot fourteen-two (pt. 14-2) and part of the lot fourteen three (pt. 14-3); bounded to the southwest by Saint James street, to the west by the west line of the said lot, to the east by part of the same lot belonging to the representatives of David Lapointe and to the north by another part of the same lot belonging to Alphonse Bilodeau, measuring fifty five feet in front along the said street by ninety feet in depth, forming an area of four thousand nine hundred and fifty feet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury-de-East-Angus, on

Angus, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 25 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4167—39-2

TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, September 25th, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4168—39-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME MARIE-
No 153. } LOUISE PRO-

TEAU ET VIR, demanderesse; vs GEDEON BROUSSEAU, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, concession du fleuve St-Laurent, de la contenance de trente-neuf pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public dudit rang à aller au fleuve St-Laurent, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (ptie No 159) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine; borné en front par ledit chemin public (route nationale Montréal-Québec), en profondeur par ledit fleuve Saint-Laurent, du côté nord-est à Odilon Bergeron ou représentants et du côté sud-ouest à Amédée Brousseau—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet au droit de passage de dix pieds de largeur, près de sa ligne sud-ouest sur cinquante-cinq pieds de longueur à partir du dit chemin public, aussi à la mesure anglaise, établi pour l'utilité de cet emplacement et de l'emplacement de Amédée Brousseau, ainsi que droit réciproque à perpétuité de vues et d'ouvertures sur ledit passage, pour l'utilité de ces deux emplacements, suivant que le tout est mentionné dans l'acte de cession consenti par ledit Gédéon Brousseau au dit Amédée Brousseau, le 29 mars 1922, devant J.-A. Lemire, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, le 1er avril suivant, sous No 76371.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4193—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } LA CIE DE PU-
No 52. } BPLICATION

"LE NOUVELLISTE", LIMITEE, corporation légalement constituée, ayant son bureau d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, demanderesse; vs PRIMAT-D. CLOUTIER, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un morceau de terrain situé du côté sud de la rue De Foix, en la cité des Trois-Rivières, comprenant les lots de subdivision officielle deux,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME MARIE-
No. 153. } LOUISE PRO-

TEAU ET VIR, plantiffs; vs GEDEON BROUSSEAU, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, concession of the river St. Lawrence, containing thirty-nine feet in width, English measure, and more or less, by the depth there may be from the public road of the said range to the river St. Lawrence, known and designated as forming part of the lot number one hundred and fifty nine (pt. No. 159) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Cap-de-la-Madeleine; bounded in front by the public road (Quebec-Montreal highway), in depth by the said river St. Lawrence, on the northeast side by Odilon Bergeron or representatives and on the southwest side by Amédée Brousseau—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a right of passage ten feet wide, near its south west line by fifty-five feet in length commencing at the said public highway, also according to English measurements, established for the utility of this emplacement and the emplacement of Amédée Brousseau, together with the perpetual reciprocal right of sights and openings on the said passage, for the utility of these two emplacements, as the whole is mentioned in a deed of transfer from the said Gédéon Brousseau to the said Amédée Brousseau, the 29th of March, 1922, before J. A. Lemire, notary, and registered at the registry office of the county of Champlain, the first of April following, under the No. 76371.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, September 27th, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4194—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } LA CIE DE PU-
No. 52. } BPLICATION

"LE NOUVELLISTE", LIMITEE, a legally constituted corporation, with its place of business in the city and district of Three Rivers, plaintiff; vs PRIMAT D. CLOUTIER, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A piece of land situate on the south side of De Foix street, in the city of Three Rivers, comprising the official subdivision lots two, three,

trois, quatre, cinq et six du lot numéro douze cent neuf (1209-2-3-4-5 et 6), et les lots numéros deux, trois, quatre, cinq et six de la subdivision officielle du lot numéro douze cent dix (1210-2-3-4-5 et 6), et les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six et sept du lot numéro douze cent trente (1230-1-2-3-4-5-6 et 7), et les lots numéros trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-neuf (1229-3-4-5-6-7-8 et 9) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec droit de passage dans la ruelle se trouvant en arrière desdits lots et portant les numéros deux de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-neuf (1229-2), et le numéro sept de la subdivision officielle du lot numéro douze cent dix (1210-7) du susdit cadastre;

2. Un autre emplacement situé au coin des rues De Foix et Champflour, en la cité des Trois-Rivières, contenant environ dix-huit pieds de front sur environ quatre-vingts pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro douze cent dix (1210-1) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice en la cité des Trois-Rivières, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 6 septembre 1922.

[Première publication, 9 septembre 1922]

3889—36-2

four, five and six of the lot number twelve hundred and nine (1209-2-3-4-5 and 6), and the lots numbers, two, three, four, five and six of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ten (1210-2-3-4-5 and 6), and the lots numbers one, two, three, four, five, six and seven of the lot number twelve hundred and thirty (1230-1-2-3-4-5-6 and 7), and the lots numbers three, four, five, six, seven, eight and nine of the official subdivision of the lot number twelve hundred and twenty nine (1229-3-4-5-6-7-8 and 9) on the official cadastre of the city of Three Rivers, with right of way in the lane at the rear of the said lots and bearing the numbers two of the official subdivision of the lot number twelve hundred and twenty nine (1229-2), and the number seven of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ten (1210-7) of the aforesaid cadastre:

2. Another emplacement situate at the corner of De Foix and Champflour streets, in the city of Three Rivers, containing about eighteen feet in front by about eighty feet in depth, known and designated under the number one of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ten (1210-1) on the official cadastre of the city of Three Rivers.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the Court House at Three Rivers, on the TWELFTH day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheri

Three Rivers, 6th September, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]

3890—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JEAN - BAPTISTE
No 1035. } DERY, deman-
deur; vs ALFRED GRANDBOIS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

La moitié latérale et longitudinale sud-ouest d'une terre située dans le rang Saint-Flavien, nord, de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, contenant environ trente-six arpents en superficie, connue et désignée comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro trois cent vingt-deux ($\frac{1}{2}$ S.-O. No 322) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec une fromagerie et une beurrerie combinées et tous les accessoires servant à la fabrication du beurre et du fromage se trouvant sur ladite propriété.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures du matin

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 6 septembre 1922.

Première publication, 9 septembre 1922]

3891—36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } JEAN BAPTISTE
No. 1035. } DERY, plaintiff;
vs ALFRED GRANDBOIS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

The lateral and longitudinal southwest half of a land situate in the range Saint Flavien, north, of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, containing about thirty six arpents in area, known and designated as being the south west half of the lot number three hundred and twenty two (S. W. $\frac{1}{2}$ No. 322) on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel—with a combined cheese and butter factory and all the accessories used in the manufacture of butter and cheese to be found on the said property.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, in the county of Champlain, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 6th September, 1922.

[First publication, 9th September, 1922]

3892—36-2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général-Suppléant. } tions de l'article 3308
des Statuts Refondus de Québec, 1909, tel qu'édicté par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour une localité quelconque, dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions dudit article;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Trois-Rivières, qu'une cour de magistrat soit établie dans et pour la cité de Shawinigan-Falls.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3308 des Statuts Refondus de Québec, 1909, tel qu'édicté par la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons qu'une cour de magistrat soit établie dans et pour la cité de Shawinigan-Falls, à compter du 2 novembre prochain, (1922), laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour la cité de Shawinigan-Falls" et siégera dans l'hôtel-de-ville de la cité de Shawinigan-Falls.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

4169

C.-J. SIMARD.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS under
Acting-Deputy- } and by virtue of
Attorney-General. } the provisions of article 3308 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, in and for any place in this Province, one or more Magistrates' Courts, designated in accordance with the provisions of the said article;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Three Rivers, that a Magistrate's Court be established in and for the city of Shawinigan Falls.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council and in accordance with the provisions of article 3308 of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct that a Magistrate's Court be established in and for the city of Shawinigan Falls, from and after the 2nd of November next (1922), which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the city of Shawinigan Falls" and shall sit in the city-Hall of the said city of Shawinigan Falls.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

4170

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

Letters patent

"The Fogger, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, fides lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Alexandre Charles Casgrain, Sadi Conrad Demers, et Leslie Gordon Bell, tous avocats et de la cité de Montréal pour les fins suivantes:

Faire le commerce de manufacturiers et marchands d'habits et merceries et toutes autres articles, effets et marchandises qui pourraient être manufacturés, vendus ou traités avantageusement relativement à ce genre de commerce;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera pouvoir convenablement exercer en rapport avec les affaires ou les objets de la compagnie ou de nature directement ou indirectement, à augmenter ou rendre profitable aucune des propriétés ou des droits de la compagnie;

Acheter ou acquérir et posséder, détenir, grever et vendre, avec ou sans garantie des parts, débetures et obligations de toute compagnie manufacturière ou autre exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie et se fusionner avec toute compagnie établie pour exercer toute industrie analogue, et acquérir par achat, bail ou autrement, et administrer, opérer, gérer les propriétés, entreprises et affaires de toute telle corporation;

Acheter, louer, contracter ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière que, de quelque manière pourrait paraître nécessaire ou avantageuse à la réussite des affaires pour lesquelles elle a été organisée, et les détenir et en jouir;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres titres de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété, contrats, droits, parts, débetures ou garanties de toute autre compagnie que cette compagnie pourrait acquérir dans l'intérêt de son commerce, en paiement ou en partie de paiement des services rendus dans la formation, le lancement l'organisation et les affaires de la présente compagnie;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, faire connaître, et vendre, céder ou autrement aliéner des marques et noms de commerce, des brevets, inventions, améliorations et procédés enregistrés et autrement utilisés au commerce de la compagnie, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir ces marques ou noms de commerce, ces brevets, procédés et choses semblables ou aucune telle propriété, ou aucun tel droit;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer et promouvoir ou aider à promouvoir et prendre des parts dans toute telle compagnie et acheter ou autrement acquérir des parts et garanties de telle compagnie ou compagnies et les détenir, vendre, grever, ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer;

Prêter de l'argent ou garantir les obligations ou

"The Fogger, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of July, 1922, incorporating Alexandre Chase Casgrain, Sadi Conrad Demers and Leslie Gordon Bell, all advocates, and of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in clothing and haberdashery and all other goods, wares and merchandise which can be advantageously manufactured, sold or dealt in connection with such goods;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or acquire and to own, hold, pledge and sell, with or without guarantee, the shares, debentures and bonds of any manufacturing or other corporation carrying on business similar to that of this company and to amalgamate with any company constituted for the carrying on of any similar business, and to acquire by purchase, lease or otherwise, and to manage, operate and carry on the property undertaking and business of any such corporation;

To buy, lease, contract for or otherwise acquire any real or personal property which may be deemed by the company in any wise necessary or conducive to the business for which it is organized and to hold and enjoy the same;

To issue, allot and deliver as fully paid-up and non-assessable any shares, debentures or other securities of this company in payment, or part payment, of any property contracts, rights, shares, debentures or securities of any other company which this company may acquire for the purpose of its business, and in payment, or part payment, of the services rendered to the company in connection with its promotion, organization and business

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign or otherwise dispose of any trade-marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade-marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company and to purchase or otherwise acquire shares and securities of such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To advance money to, or guarantee the obliga-

contrats de ou autrement assister ou aider de quelque manière toute compagnie dont les parts du capital-actions, engagements ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et faire toute action, toute chose pour la préservation, la protection l'amélioration et l'augmentation de la valeur de toute telles parts, garanties ou obligations, et, de la même manière prêter de l'argent à ou garantir les contrats de, ou autrement aider toute personne ou compagnie ayant des engagements ou endettées envers elle.

Acquérir la clientèle, propriété, droits et actifs, et assumer les responsabilités de toute personne, firme ou compagnie endettée envers elle, ou exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie, et à les payer en argent, parts ou garanties de la présente compagnie ou autrement;

Investir dans ou trafiquer avec l'argent disponible de la compagnie de la façon qui, de temps en temps, pourra déterminée;

Tirer, accepter, souscrire, endosser et payer des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Faire enregistrer en reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers, y désigner des personnes pour représenter cette compagnie, suivant les lois de tels pays étrangers et accepter les significations pour et au nom de cette compagnie dans toute procédure ou action:

Rémunérer toute personne ou compagnie pour service rendu ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débetures, actions débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite des ses affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions obligations, débetures et autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie ou de quelques parties d'icelles pour telles considérations qu'elle jugera raisonnable et en particulier, pour des parts, débetures ou garanties de toute autre compagnie poursuivant des fins partiellement ou totalement semblables à celles de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seuls ou en société avec, ou comme agents ou promoteurs de toute autre compagnie ou individu, ou par l'intermédiaire de promoteur, dépositaires ou agents;

Faire tout ou toute chose nécessaire, appropriée convenable ou propre à l'accomplissement et à la réalisation ou à plusieurs des objets de la compagnie ou qui, en toutes circonstances, pourraient sembler nécessaires pour la protection ou les avantages de la compagnie ou de ses propriétés, sous le nom de "The Foggery, Limited", avec un capital total de cinquante mille (\$50,000.00) piastres, divisé en cinq cents parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4133

C.-J. SIMARD.

tions or contracts of or otherwise assist or aid in any manner, any company any of whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or other obligations, and in like manner to advance money to, or guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company having business engagements with the company or indebted to it.

To acquire the goodwill, property, rights and assets, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company, and to pay for the same in cash, shares or securities of this company or otherwise;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To cause the company to be registered and recognised in any of the Province of the Dominion of Canada or in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of any such province or foreign country to represent this company and to accept service for, and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate by payment in cash, or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or in any other manner, any person or persons or corporation or corporations for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the things hereby authorised either alone or in conjunction with, or as agents, or factors of, any other company or persons, or by or through factors, trustees or agents;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties, under the name of "The Foggery, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4134

"Geo. E. Côté & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1922 constituant en corporation: George-Etienne Côté, courtier, De Josephine Larivée épouse de feu Stanislas Côté, et Melle Joséphine Côté fille majeure et usant de ses droits, tous trois de la cité de Longueuil, dans les buts suivants:

Manufacturer et acquérir à quelque titre que ce soit, toute sorte de papiers, livres, encre, crayons, plumes, objets propres à la calligraphie et à la typographie et objets de bimbeloterie;

Exploiter l'industrie d'imprimeur sous toutes ses formes;

Acquérir à quelque titre que ce soit des immeubles, des établissements, des ateliers, des machines, l'outillage les entrepôts, et les dépôts utiles et nécessaires pour l'industrie et l'exploitation du commerce de la compagnie;

Exercer l'industrie de lithographie de graveur sur bois, sur acier, sur cuivre, de mouleur, d'ouvrier en ébénisterie pour l'industrie des cadres, des moulures et des ornements d'architecture;

Exercer l'industrie de stéréotypie, et fabricant de caractères d'imprimerie, de papier, d'enveloppes, de boîtes;

Acquérir des propriétés et valeurs mobilières et immobilières de toutes sortes et d'en faire le commerce;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Payer pour toutes dépenses ou frais encourus pour la formation et l'organisation de la compagnie avec l'argent de la compagnie;

Agir comme agents commissionnaires et agents de change et comme courtiers pour le commerce de toutes propriétés ou valeurs mobilières ou immobilières et plus particulièrement pour le commerce de livres, d'objets d'ébénisterie, d'étampes, de tableaux d'art en peinture, de gravures, d'images, de caractères d'imprimerie, des instruments, matériaux, et outils nécessaires pour telle exploitation industrielle;

Fabriquer, faire, publier des livres, des œuvres d'art, des journaux, des magazines et d'en exercer le commerce, et aucune autre œuvre, publication, objet ou chose s'y rattachant ou s'y rapportant d'aucune manière;

Acquérir et assumer les entreprises, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun négoce totalement ou partiellement semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens ou pouvoirs convenant aux fins de la corporation et les payer en numéraire ou par une émission d'actions libérées du capital de la compagnie, tel qu'on le croira bon;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la concession réciproque, ou autrement avec aucune personne, société ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce susceptible d'être conduit au bénéfice direct ou indirect de la compagnie;

Employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie, pour l'achat des actions, d'autres compagnies ou pour acquérir l'actif et l'achalandage de toute société ou personne;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

"Geo. E. Côté & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1922, incorporating George Etienne Côté, broker, De Joséphine Larivée wife of the late Stanislas Côté, and Melle Joséphine Côté, spinster and using her rights, all three of the city of Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and acquire under any title whatever any kind of paper, books, ink, pencils, pens, objects suitable for calligraphy and typography and the toy-trade;

To carry on the printing business under all its forms;

To acquire under any title whatever immoveable establishments, workshops, machinery, equipment, warehouses and depots useful and necessary for the industry and operation of the business of the company;

To carry on the business of lithographers, engravers on wood, steel, brass, of moulders, cabinet-workers for the business of picture frames, architectural mouldings and ornaments;

To carry on the business of stereotypers and manufacturers of type for printing, paper, envelopes, boxes;

To acquire moveable and immoveable property and securities of every kind and deal in same;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of the company in cash or paid up shares of the company, or partly in cash and partly in paid up shares;

To pay for any expenses or costs incurred in the formation and organisation of the company with the money of the company;

To act as commission agents and stock-brokers and as brokers for dealing in any moveable or immoveable property or securities, and more particularly for dealing in books, cabinet-work, stamps, type for printing, instruments, materials and equipment necessary for carrying on such business;

To manufacture, make, publish books, works of art, newspapers, magazines and deal in same and any other work, publication, object or thing connected therewith or relating in any manner thereto;

To acquire and assume the undertakings, assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on in whole or in part any similar business to that which the company is authorised to carry on or holding property or powers suitable for the purposes of the corporation, and pay for same in cash or by the issue of paid up shares of the capital stock of the company as may be deemed fit;

To enter into partnership or make any arrangement for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation carrying on or about to carry on any business capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of the company;

To apply the whole or part of the funds of the company to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any partnership or person;

To borrow upon the credit of the company;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou de les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celles de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie. Il est de plus entendu que chacun des objets spécifiés par les paragraphes précédents ne peut être limité ou restreint par l'interprétation des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Geo. E. Côté & Cie, Limitée". Le montant du capital sera de \$48,000.00 divisé en six cents actions privilégiées cumulatives de cinquante piastres chaque et en mille deux cents actions ordinaires de quinze piastres chacune.

Les actions privilégiées pourront être émises de la façon et à l'époque que déterminera le bureau de direction et elles donneront aux porteurs d'icelles un droit de partage sur le surplus ou les recettes nettes de la compagnie affectables aux dividendes, et la corporation sera tenue de payer des dividendes sur icelles au taux de sept pour cent l'an, lesquels dividendes seront cumulatifs, sans intérêt sur telle accumulation, n'excéderont jamais sept (7%) pour cent l'an et seront payables les 1ers jours de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année, ou à telle autre période trimestrielle que les directeurs pourront déterminer avant que tout dividende soit payé ou réservé sur les actions ordinaires; de sorte que si, à une année quelconque, il n'a pas été payé sur les actions privilégiées de dividendes s'élevant à sept (7%) pour cent l'an, le déficit sera payable et déclaré payé ou réservé avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires ou ne leur soit réservé lesdits dividendes seront et deviendront cumulatifs à partir de et après la date de l'émission du certificat et les directeurs auront le pouvoir de payer au prorata le dividende initial de la date d'émission des certificats à la fin de cette période trimestrielle;

Au cas de liquidation, de dissolution, de cession ou de distribution de l'actif de la corporation, que l'opération soit volontaire ou non, les porteurs d'actions privilégiées, non acquittées à ce moment seront remboursés pour le plein montant des dividendes accrus et non encore payés et recevront cent dix (\$110.00) piastres par action, sans plus, avant qu'aucun montant ne soit payable ou payé ou mis en réserve pour les détenteurs d'actions ordinaires et après que les porteurs d'actions privilégiées auront été ainsi payés, le reste de l'actif de la corporation sera divisé au prorata entre les porteurs d'actions ordinaires;

Toutes les actions privilégiées ou n'importe quelle partie d'icelles pourront être rachetées en tout temps après le 1er janvier 1933, à l'option du bureau de direction, sur avis préalable de trois mois écrit ou publié aux actionnaires inscrits au registre, de telle façon qui pourra être prescrite par résolutions dudit bureau, le rachat s'effectuant par le paiement de \$110.00 par action et de tous les dividendes accrus non encore payés sur icelle à la date fixée pour tel rachat. Si à un moment quelconque le bureau de direction décide de racheter moins que le montant total des actions privilégiées non acquittées, les actions à être ainsi rachetées seront dans chaque cas déterminées par lots de telle façon que le prescrira le bureau de direction. Si, toutefois, l'une quel-

To issue bonds, debentures or other securities of the company as security or to sell the same at such price and for such sums as may be deemed expedient, provided no such bond, debenture or other security be for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company, or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any sums of money borrowed for the company's purposes. It is moreover understood that any of the objects specified in the foregoing paragraphs shall neither be limited or restricted by the interpretation of the terms of any other paragraph, under the name of "Geo. E. Côté & Cie, Limitée". The amount of the capital shall be \$48,000.00, divided into six hundred cumulative preferred shares of fifty dollars each and twelve hundred common shares of fifteen dollars each.

The preferred shares may be issued in the manner and at such time as the board of directors may determine and shall give the holders thereof the right of sharing in the surplus or receipts of the company set apart for dividends, and the corporation shall be bound to pay dividends of seven per cent on same, which dividends shall be cumulative, without interest thereon, shall never exceed seven per cent (7%) per annum and shall be payable on the first of January, April, July and October of every year, or at such other quarterly period as the directors may determine before any dividend be paid or set apart for the common shares; so that if, any year whatever, dividends amounting to seven per cent (7%) per annum have not been paid on the preferred shares, the deficit shall be payable and declared paid or set apart before any dividend be paid on the ordinary shares or be set apart for them, the said dividends shall and become cumulative from and after the date of issue of the certificate and the directors shall have the power to pay at prorata the initial dividend from the date of issue of the certificates to the end of such quarterly period;

In the event of liquidation, dissolution, assignment or distribution of the assets of the company, whether it be voluntary or otherwise, the holders of unpaid preferred shares at such time shall be paid the full amount of the then unpaid accrued dividends and shall receive one hundred and ten dollars (\$110.00) per share, not more, before any amount be payable or paid or set apart for the holders of common shares and after the holders of preferred shares shall have thus been paid, the remainder of the assets of the corporation shall be divided pro rata among the holders of the common shares;

The whole of the preferred shares or any part thereof may be redeemed at any time after the 1st of January, 1933, at the option of the board of directors, on a previous three months written or published notice to the shareholders inscribed in the register, in such manner as may be prescribed by resolution of the said board, the redemption being effected by the payment of \$110.00 per share and of any unpaid accrued dividends thereon at the date fixed for such redemption. If at any time whatever the board of directors decide to redeem less than the total amount of the unpaid preferred shares, the shares to be thus redeemed shall in every case be determined by lot in such manner as the board of directors may prescribe. If, however, any one

conque des actions dont on demandera le rachat n'est pas présentée sur les lieux à ou avant la date fixée dans le dit avis, la compagnie aura alors le droit de payer le montant dû sur ladite action, savoir : cent dix (\$110.00) piastres par action et tous les dividendes accrus et non payés sur icelle y compris les dividendes payables sur telle action à la date fixée pour tel rachat, à n'importe quelle compagnie fiduciaire ou banque recommandable, aux Etats-Unis ou au Canada, au choix du bureau de direction, et le montant ainsi payé à ladite compagnie fiduciaire ou banque sera reçu et détenu par ladite compagnie fiduciaire ou banque pour et au compte des détenteurs enregistrés desdites actions dont le rachat aura été demandé, et les titres aux dites actions et à tous les bénéfices en découlant passeront des lors à la compagnie et y seront placés, libres de toutes réclamations de quelque genre ou nature que ce soit de la part du détenteur enregistré de ladite action ou de toute autre personne ayant des droits, soit en loi, soit en justice, aux dites actions ou à toute partie d'icelles, et le droit à la perception de dividendes sur lesdites actions cessera et sera primé dès la date fixée pour le rachat d'icelles;

Au lieu de rappeler et de racheter des actions privilégiées, tel que susdit, la corporation pourra en tout temps, à la discrétion de son bureau de direction, acheter toute ou n'importe quelle partie des actions privilégiées non acquittées, à quelque prix que ce soit n'excédant pas \$110.00 par action et les dividendes accrus et non payés sur icelle.

Le bureau de direction pourra, à sa discrétion mettre en réserve, à même le surplus de profits de la compagnie, aux fins de retirer ou d'acheter lesdites actions privilégiées tel pourcentage des dits profits qu'il pourra juger avantageux et recommandable et qui sera connu sous le nom de compte de surplus spécial, et servira au retrait ou à l'achat desdites actions privilégiées de telle manière que le déterminera le bureau, sujet aux dispositifs ici contenus;

Les actions privilégiées ne conféreront aucun pouvoir de vote sauf tel que prévu par le statut et par les dispositifs ici contenus. Tous les pouvoirs de vote à l'élection des directeurs et du personnel administratif de l'entreprise seront attachés aux actions ordinaires, sauf en ce qu'il est pourvu dans ce paragraphe. Les actions privilégiées ne comportent aucun pouvoir électif aux élections des directeurs à moins que et jusqu'à ce que dix dividendes payables trimestriellement sur icelles soient devenus en souffrance. Dès que tel cas se sera produit et dans la suite, jusqu'à ce que tels défauts et tout défauts subséquent aient été corrigés, les actions privilégiées conféreront le droit de vote aux élections des directeurs, conjointement avec les actions ordinaires. Toutefois, si dans la suite les dividendes en souffrance sont payés, et quand ce sera fait, le pouvoir de voter aux élections des directeurs redeviendra le privilège exclusif des actions ordinaires.

Tous et chacun des porteurs d'actions privilégiées de la compagnie, consentent en acceptant leur certificat desdites actions, à toute augmentation d'émission d'actions ordinaires et à ce qu'il en soit disposé aux termes et conditions que le bureau de direction pourra de temps en temps déterminer comme appropriés et désirables pour les fins de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

whatever of the shares applied for to be redeemed is not presented at the place on or before the date fixed in the said notice, the company shall then have the right to pay the amount due on the said share, namely: one hundred and ten dollars (\$110.00) per share and any unpaid accrued dividends thereon including the dividends payable on such share at the date fixed for such redemption, to any commendable trust company or bank in the United States or Canada, at the choice of the board of directors, and the amount thus paid to the said trust company or bank shall be received and held by the said trust company or bank for and on account of the registered holders of the said shares whose redemption shall have been applied for, and the titles to the said shares and to all the profits attached thereto shall then belong to the company and shall there be placed free from any claims of any kind or nature whatever on the part of the registered holder of the said share or of any other person having rights either in law or justice in the said shares or any part thereof, and the right of collection of dividends on the said shares shall cease and lapse from the date fixed for the redemption of same;

Instead of calling in and redeeming the preferred shares as aforesaid, the corporation may at any time, at the discretion of its board of directors purchase the whole or any part whatever of the unpaid preferred shares, at any price whatever not exceeding \$110.00 per share and the unpaid accrued dividends thereon;

The board of directors may, at its discretion, set apart out of the surplus profits of the company, for the purposes of redeeming or purchasing the said preferred shares, such percentage of the said profits as it may deem suitable and advisable and which shall be known under the name of special surplus account, and shall serve for the redemption or purchase of the said preferred shares in such manner as the board of directors may be determine, subject to the provisions herein contained;

The preferred shares shall confer no voting power except such as provided by the Statute and the provisions herein contained. All the voting powers for the election of the directors and administrative staff of the undertaking shall be attached to the common share except in what is provided for in this paragraph. The preferred shares shall have no elective power for the election of the directors unless that and until ten dividends payable quarterly have become in arrears. In the event of such case and following until such arrears and any subsequent arrears have been paid, the preferred shares shall confer voting power at the election of the directors, jointly with the common shares. However, if thereafter the dividends in arrears are paid, and when such has been done, voting power for the election of the directors shall again become the exclusive privilege of the common shares.

The whole and any of the holders of the preferred shares of the company consent on accepting their said share certificates, to any increase for the issue of common shares and for same to be disposed of on the terms and conditions that the board of directors may from time to time determine as appropriate and desirable for the purposes of the company.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quatorzième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4135 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD,
4136 Assistant Provincial Secretary.

"Les Habitations Royal-Roussillon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Louis-Cyrius Jacques, notaires, Frédéric Dorion, avocat, Jeanne Méthot, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de construction et spécialement faire affaires sous l'empire de la loi 8 George V, chapitre 10 (construction des logements ouvriers) tel qu'amendée par 10 George V, chapitre 10 et autres amendements, et de la loi 4 George V, chapitre 47, sous le nom de "Les Habitations Royal-Roussillon, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingtième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4155 C.-J. SIMARD.

"Les Habitations Royal-Roussillon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1922, incorporating: Louis Cyrius Jacques, notary, Frédéric Dorion, advocate, Jeanne Méthot, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry a real estate and building business and especially to carry on business under the Act 9 George V, chapter 10 (the building of dwelling-houses for workmen), as amended by 10 George V, chapter 10 and other amendments of the Act 4 George V, chapter 47, under the name of "Les Habitations Royal-Roussillon, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twentieth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
4156 Assistant Provincial Secretary.

"Guardian Securities Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinziesme jour d'août 1922, constituant en corporation: James E. Ereaux, secrétaire, Lemuel P. Ereaux, étudiant, Alexander Cowan, chirurgien vétérinaire, tous de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Manufacturer, vendre, acheter et faire le commerce de toutes sortes de produits, effets et marchandises;

Exercer toute industrie que la compagnie jugera susceptible d'être exercée en rapport avec tout commerce qu'elle est autorisée à exercer; ou que la compagnie peut croire de nature à la favoriser directement ou indirectement ou à augmenter la valeur ou rendre profitables chacune des propriétés et droits de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, droits ou privilèges que la compagnie jugerait appropriés ou convenable à toutes fins de son commerce, et ériger et construire des édifices et travaux de toutes sortes;

Acheter tout ou toutes parties (y compris la clientèle) des affaires ou entreprise, ou la propriété ou actif, meubles et immeubles, brevets, droits, réclamations, privilèges, concessions, contrats ou autres avantages de toute compagnie, personne ou personnes, exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou toute affaire qui lui ressemble, ou possédant quelque propriété convenable à ses fins, et à les payer en tout ou en partie en obligations, débetures ou en parts acquittées et non saisissables du capital-actions de la compagnie, et prendre le passif de toute telle compagnie, personne ou personnes;

Faire société ou aucune convention relative

"Guardian Securities Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1922, incorporating: James E. Ereaux, secretary, Lemuel P. Ereaux, student, Alexander Cowan, veterinary surgeon, all of the city of Westmount, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any business which the company is authorized to carry on or which may seem to the company calculated directly or indirectly to benefit the company or to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, rights or privileges which the company may think suitable or convenient for any purposes of its business, and to erect and construct buildings and works of all kinds;

To purchase all or any part (including the good will) of the business or undertaking or the property or assets, real or personal, moveable or immoveable, patents, rights, claims, privileges, concessions, contracts or other advantages of any company, person or persons, carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the company, and to assume the liabilities of any such company, person or persons;

To enter into partnership or into any arrange-

au partage des bénéfices, à l'union des intérêts à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genres d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir des contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, ou compagnie;

Acheter et acquérir et posséder, détenir, vendre et ré-émettre des parts, débentures, obligations et autres garanties de toute compagnie ou corporation et les payer totalement ou en partie en argent, parts, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie et garantir le paiement du principal ou dividendes et intérêts sur telles parts, obligations, débentures, ou autres sûretés et, comme détenteur de toutes telles parts du capital, obligations, débentures, garanties ou autres obligations, exercer tous pouvoirs de voter, en rapport avec ceux par ses officiers autorisés par un procureur dûment désigné, et administrer les propriétés, franchises, entreprises et affaires de toute corporation, dont aucune des actions, obligations, débentures ou autres sûretés sont détenues par la compagnie pour telle rémunération jugée raisonnable et appropriée;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tout brevet, licences et autres conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, de se servir de tout secret ou autre information se rapportant à toute invention qui sembleront pouvoir être utilisée pour quelques-uns des objets de la compagnie ou dont l'acquisition pourrait, directement ou indirectement être avantageuse à la compagnie, et se servir, exercer, développer, accorder des licences relativement ou autrement rendre profitables les droits et informations ainsi acquis;

Faire des arrangements avec tout gouvernement ou autorités, suprême, municipale, locale ou autrement qui sembleraient pouvoir fournir l'accomplissement des fins de la compagnie ou de quelques parties d'icelles, et d'obtenir de ce gouvernement ou autorité, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugerait désirable d'obtenir, et faire, exercer et accomplir tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Vendre, louer, améliorer, gérer, développer, échanger, rendre profitable ou autrement disposer de la propriété, droits, franchises et entreprises de la compagnie et toutes parties d'icelles, pour toutes telles considérations que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des parts, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie poursuivant des fins entièrement ou partiellement semblables à celles de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie, ou corporation, personne ou personnes, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Disposer des argents disponibles de la compagnie de toute telle façon que, de temps en temps, la compagnie pourra déterminer;

Distribuer parmi les actionnaires de la com-

ment for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or co-operation with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to subsidize, guarantee the obligations of or otherwise assist any such company, person or person;

To purchase and acquire and to own, hold, sell and re-issue shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee the payment of the principal of or dividends and interests on such shares, bonds, debentures or other securities, and, while the owner of any such shares of stock, bonds, debentures, securities or other obligations to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed, and to manage the property, franchises undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To enter into any arrangement with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the fulfilment of the objects of the company or any part thereof, and to obtain from such government, or authority, any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, lease, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or other securities or otherwise any other company, corporation, person or persons and to guarantee the performance of contract by any such company, corporation, person or persons with whom the company, may have business relations;

To invest the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the

pagnie, en espèces toute propriété de la compagnie et, particulièrement, des parts, obligations, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ou corporation appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a le pouvoir de disposer;

Faire toutes ou chacune des choses autorisées par les présentes, soit seuls ou en société avec d'autres ou comme commissionnaires ou agents;

Rémunérer soit en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en parts entièrement ou partiellement acquittées, de la compagnie aucune personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans et à l'occasion de son incorporation, de sa formation, de son organisation, ou dans les gestion de ses affaires et payer avec les deniers de la compagnie aucunes autres dépenses préliminaires;

Les pouvoirs dans chaque paragraphes ne seront en aucune façon limités ou restreints, par induction ou déduction, par les termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Guardian Securities, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix parts (990) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 1543 rue Saint-Patrice, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzisième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4157 C.-J. SIMARD.

company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

To remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in paid up or partly paid up stock of the company any person, firm, or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its corporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business or for property or rights acquired by the company;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Guardian Securities Co." with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1543 Saint Patrick street Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,
4158 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Montcalm Land Company, Limited, corporation dûment constituée suivant la loi, et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, pour l'adoption d'une loi détachant de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery les lots de terre Nos 203-1 à 203-258, inclusivement, les lots 203-A-1 à 203-A-4, inclusivement, et le lot No 204 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, et les annexant au territoire de la cité de Québec pour fins civiles, municipales et scolaires.

Les procureurs de la requérante,
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
& BOULANGER.

Québec, le 27 septembre 1922. 4171—39-4

Avis public est par les présentes donné que les commissaires de l'église protestante de la municipalité, de la cité et paroisse de Lachine, incluant les villes de Lasalle et de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la dite municipalité à élire et avoir un conseil de six commissaires; déclarer que le conseil actuel de six commissaires a été régulièrement élu; pour rendre valides et confirmer tous les actes accomplis par le conseil de six commissaires qui a ci-devant été élu par la dite municipalité, en autant qu'il pourrait être affecté par le dit nombre, depuis le moment où un conseil de six fut d'abord en existence; et pour autres fins analogues.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
4191—39-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Montcalm Land Company, Limited, corporation duly constituted according to law, and having its head office and chief place of business in the city and district of Quebec, for the passing of an act detaching from the municipality of the parish of Saint Colomb de Sillery the lots of land Nos 203-1 to 203-258, inclusively, the lots 203-A-1 to 203-A-4, inclusively, and the lot 204 on the official cadaster of the said municipality parish of Saint Colomb de Sillery, and annexing the said lots to the territory of the city of Quebec, for civil, municipal and school purposes.

BELLEAU, BAILLARGEON,
BELLEAU & BOULANGER,
Attorneys for petitioner.

Quebec, 27th September, 1922. 4172—39-4

Public notice is hereby given that the Protestant School trustees of the municipality of the city and parish of Lachine, including the towns of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the said municipality to elect and have a board of six trustees; to declare the present board of six trustees to have been regularly elected; to validate and confirm all acts done and performed by the board of six trustees that has hitherto been elected by said municipality, in so far as the same way be affected by said number, from the time a board of six trustees first came into existence, and for other purposes cognate thereto.

Montreal, 27th September, 1922.
BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for petitioners.
4192—39-4

Avis est par les présentes donné par la Dominion Corset Company qu'elle s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour autorisation de remanier son capital et pour autres fins
DOMINION CORSET COMPANY.

Québec, 27 septembre 1922. 4173—39-4

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs, et pour autres fins.

Montréal, 27 septembre 1922.

L'avocat des requérants,

4175—39-4 ALPHONSE MORIN.

Avis public est par le présent donné, que la ville du Cap-de-la-Madeleine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes: Erection de la ville en cité; division de la cité en six quartiers; mode d'élection du maire et des échevins; confection de la liste électorale municipale; pouvoir de faire des règlements concernant la subdivision de tout terrain comportant la création de nouvelles rues; pouvoir de faire des règlements concernant l'alignement des édifices; pouvoir d'emprunter pour payer et consolider ses dettes actuelles en une seule; pouvoir d'emprunter pour payer l'achat de son système d'aqueduc et d'égout; pouvoir de faire un règlement concernant la nomination d'un gérant; évaluation d'une certaine partie des terres en culture et autre matières dans l'intérêt et pour la bonne administration de la cité.

Cap-de-la-Madeleine 27 septembre 1922.

L'agent et procureur de la ville du Cap-

4183—39-4 de-la-Madeleine, LOUIS R. GAGNE.

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: changer la date de la nomination des échevins; changer le nom de certaines rues; élever le taux de l'intérêt sur les arrérages de taxes; accorder un escompte sur les taxes; augmenter son pouvoir d'emprunt; employer son fonds d'amortissement; sanctionner certains règlements et certains actes; autoriser l'imposition de taxes spéciales sur les propriétés exemptes de taxes; et pour autres fins.

Montréal, ce 27 septembre 1922.

Les procureurs de la requérante,

4197—39-4 LACHAPELLE & LALONDE.

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine, à Montréal, et les syndics de la dite paroisse s'adresseront à la Législature à sa prochaine session; pour demander l'adoption d'une loi autorisant le parachevement de l'église de la dite paroisse, les emprunts nécessaires à cette fin, ainsi que la permission d'imposer et prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipale sur les francs tenanciers catholiques romains de la dite paroisse; constituant les syndics actuellement élus avec d'autres personnes en bureau spécial pour les fins susdites, avec les droits et les pouvoirs nécessaires.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs des requérants,

4199—39-4 LACHAPELLE & LALONDE.

Notice is hereby given by the Dominion Corset Company that application will be made to the Legislature, at its next session, for authorization to reorganize its capital and for other purposes.
DOMINION CORSET COMPANY.

Quebec, 27th September, 1922. 4174—39-4

Public notice is given that the testamentary executors of the estate of the Honourable J. Octave Villeneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act extending their powers, and for other purposes.

Montreal, 27th September, 1922.

ALPHONSE MORIN,

4176—39-4 Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that the town of Cap de la Madeleine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: Erection of the town into a city; division of the city into six wards; mode of election of the mayor and aldermen; making of the municipal voters' lists; power to make by-laws respecting the subdivision of any land necessitating the creation of new streets; power to make by-laws respecting the alinement of the buildings; power to borrow to pay and consolidate its present debts into one single debt; power to borrow to pay for the purchase of its waterworks and sewers systems; power to make by-laws respecting a manager; valuation of certain part of the lands under cultivation and other matters in the interest and for the proper administration of the city.

Cap-de-la-Madeleine, September, 27th, 1922.

LOUIS R. GAGNE,

4184—39-4 Agent and attorney for the town of Cap-de-la-Madeleine.

Notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: to change the date of the nomination of the aldermen; change the name of certain streets; raise the rate of interest on arrears of taxes; grant a discount on taxes; increase its borrowing power; make use of its sinking fund; sanction certain by-laws and certain acts; authorise the levying of special taxes on properties exempted from taxes, and for other purposes.

Montreal, September 27th 1922.

LACHAPELLE & LALONDE,

4198—39-4 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that the Curé and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Sainte Catherine, at Montreal, and the trustees of the said parish will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to authorise the completion of the church of the said parish, the loans necessary to that end, as well as leave to impose and levy a yearly assessment based on the municipal valuation roll on the roman catholic rate payers of the said parish; incorporating the trustees now in office with other persons into a special board for the aforesaid purposes, with the necessary rights and powers,

Montreal, September 27th, 1922.

LACHAPELLE & LALONDE,

4200—39-4 Attorneys for applicants.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 39

Index of the Quebec Official Gazette, No 39

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baribeau vs Filion.....	2354
" Bilodeau vs Côté.....	2354
" Brisbin vs Derrick.....	2352
" Caplan vs Lashinsky.....	2352
" Carrier vs Campeau.....	2354
" DeCourville vs Renaud.....	2352
" Fortier vs Beauchamp.....	2355
" Giguère vs Vachon.....	2351
" Gilbert vs Champagne.....	2351
" Gravel vs Tremblay.....	2352
" Guilbault vs Pageau.....	2351
" Hervieux vs Mondor.....	2353
" Kennedy vs Flannery.....	2353
" Lecompte vs Caza.....	2355
" Lepage vs Martel.....	2353
" Levesque vs Duval.....	2352
" Marasse vs Tousignant.....	2353
" Martineau vs Fleurquin.....	2351
" McKeown vs Egan.....	2353
" Parent vs Tisseur.....	2354
" Plante vs Pelletier.....	2351
" Rougeau vs Ostigny.....	2354
" Sozanska vs Krasutsky.....	2352
" Vigeant vs Lussier.....	2354

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dame Delisle vs Doré.....	2355
" Gladu vs Gendron.....	2355

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2321

AVIS DIVERS :—

John Fenderson & Co., Inc.....	2355
Medical Arts Building Corporation.....	2356

BILL, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Avis de l'Assemblée législative.....	2322
--------------------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

Dunlop Tire & Rubber Goods Company, Lt'd.....	2356
--	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus.....	2348
Bureau des commissaires d'écoles catho- liques romaines de la cité de Québec..	2350
Cité de Montréal.....	2350
Congregation Beth YitzChock.....	2350
Dominion Corset Co.....	2389
La cité de Hull.....	2349
Lamy, Léopold.....	2349
L'Orphelinat de Saint-Sauveur.....	2348
Montcalm Land Co. Lt'd.....	2388
Painchaud, Georges.....	2349
Paroisse Sainte-Catherine.....	2389
Saint-Bernardin-de-Sienne.....	2350
Syndics des écoles protestantes de La- chine.....	2388
Succession J.-Octave Villeneuve.....	2389
Temple Emmanu-El.....	2348
The Pentecostal Assemblies of Canada..	2349
Ville du Cap-de-la-Madeleine.....	2389
Ville Saint-Laurent.....	2389

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baribeau vs Filion.....	2354
" Bilodeau vs Côté.....	2354
" Brisbin vs Derrick.....	2352
" Caplan vs Lashinsky.....	2352
" Carrier vs Campeau.....	2354
" DeCourville vs Renaud.....	2352
" Fortier vs Beauchamp.....	2355
" Giguère vs Vachon.....	2351
" Gilbert vs Champagne.....	2351
" Gravel vs Tremblay.....	2352
" Guilbault vs Pageau.....	2351
" Hervieux vs Mondor.....	2353
" Kennedy vs Flannery.....	2353
" Lecompte vs Caza.....	2355
" Lepage vs Martel.....	2353
" Levesque vs Duval.....	2352
" Marasse vs Tousignant.....	2353
" Martineau vs Fleurquin.....	2351
" McKeown vs Egan.....	2353
" Parent vs Tisseur.....	2354
" Plante vs Pelletier.....	2351
" Rougeau vs Ostigny.....	2354
" Sozanska vs Krasutsky.....	2352
" Vigeant vs Lussier.....	2354

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Delisle vs Doré.....	2355
" Gladu vs Gendron.....	2355

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2321

MISCELLANEOUS NOTICES :—

John Fenderson & Co., Inc.....	2355
Medical Arts Building Corporation.....	2356

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice of the Legislative Assembly....	2322
--	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Dunlop Tire & Rubber Goods Company, Lt'd.....	2356
--	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus.....	2348
Board of Roman Catholic School Com- missioners of the city of Quebec.....	2350
City of Montreal.....	2350
Cogregation Beth YitzChock.....	2350
Dominion Corset Co.....	2389
The city of Hull.....	2349
Lamy, Léopold.....	2349
L'Orphelinat de Saint-Sauveur.....	2348
Montcalm Land Co. Lt'd.....	2388
Painchaud, Georges.....	2349
Parish Sainte-Catherine.....	2389
Saint-Bernardin-de-Sienne.....	2350
Protestant school trustees of Lachine..	2388
Estate J. Octave Villeneuve.....	2389
Temple Emmanu-El.....	2348
The Pentecostal Assemblies of Canada..	2349
Town of Cap-de-la-Madeleine.....	2389
Town of Saint-Laurent.....	2389

LITRES PATENTES :—

Chenier, ltée.....	2339
Cyrille Duquet, ltée.....	2324
Geo.-S. Côté & Cie, ltée.....	2383
Gourdeau, Garneau & Co., ltée.....	2326
Guardian Securities Co.....	2386
Henry V. Bye, Lt'd.....	2347
John B. Smeraldi, ltée.....	2345
Jos. Tanguay, ltée.....	2333
La Cie de Bois de Luceville, ltée.....	2335
L. A. Johnston Co. Inc.....	2332
Les Chevaliers du Lac Mégantic, inc.....	2329
Les Habitations Royal-Roussillon, ltée.....	2386
Radio Equipment Service Corporation.....	2330
The Fogger, Lt'd.....	2381
The Hill Motor & Machine Co'y, Lt'd.....	2338

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de M. Alex. Dussault.....	2357
-------------------------------------	------

ORDRE DE COUR:—

Caron vs Lanctot.....	2357
N. Boucher vs J. Boucher.....	2357

PROCLAMATIONS:—

Cour de magistrat pour la cité de Shawinigan-Falls.....	2380
Expédition des affaires.....	2322
La paroisse de Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay.....	2323

SOUMISSIONS :—

Commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal.....	2359
Commission scol.: Marston-Sud.....	2358
Mun. scol. du village Montmorency.....	2359
Ville Pointe-Claire.....	2358

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Dumont, Joseph, père.....	2360
Ferland, Jos.-Lévy.....	2363
Labbé, Philéas.....	2361
La Tonnellerie Nationale, Enr.....	2362
Lauzière & Cie.....	2361
Pepin, Elzéar.....	2362

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Beaulieu vs Lirette.....	2364
Caron vs Brunelle <i>et al.</i>	2363

BEAUHARNOIS :—

Bourcier vs Balet.....	2364
------------------------	------

CHICOUTIMI :—

Bouliane vs Gauthier <i>et al.</i>	2365
Hudon vs Bouliane & Dufour.....	2365
Ladies Wear, Limited vs Tremblay.....	2365

GASPÉ :—

Camirand vs Deschênes.....	2366
Guité vs Têtu.....	2366

JOLIETTE :—

Marion vs Sylvestre.....	2367
--------------------------	------

LETTERS PATENT :—

Chenier, ltée.....	233
Cyrille Duquet, ltée.....	232
Geo. S. Côté & Cie, ltée.....	2383
Gourdeau, Garneau & Co., ltée.....	2326
Guardian Securities Co.....	2386
Henry V. Bye, Lt'd.....	2347
John B. Smeraldi, ltée.....	2345
Jos. Tanguay, ltée.....	2333
La Cie de Bois de Luceville, ltée.....	2335
L. A. Johnston Co. Inc.....	2332
Les Chevaliers du Lac Mégantic, inc.....	2329
Les Habitations Royal-Roussillon, ltée.....	2386
Radio Equipment Service Corporation.....	2330
The Fogger, Lt'd.....	2381
The Hill Motor & Machine Co'y, Lt'd.....	2338

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Mr. Alex. Dussault.....	2357
-------------------------------------	------

RULE OF COURT:—

Caron vs Lanctot.....	2357
N. Boucher vs J. Boucher.....	2357

PROCLAMATIONS:—

Magistrate's Court for the city of Shawinigan Falls.....	2380
Despatch of business.....	2322
The parish of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay.....	2323

TENDERS :—

Commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal.....	2359
School mun.: Marston-South.....	2358
School mu. of the village of Montmorency.....	2359
Town Pointe-Claire.....	2358

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Dumont, Joseph, snr.....	2360
Ferland, Jos. Lévy.....	2363
Labbé, Philéas.....	2361
La Tonnellerie Nationale, Enr.....	2362
Lauzière & Cie.....	2361
Pepin, Elzéar.....	2362

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Beaulieu vs Lirette.....	2364
Caron vs Brunelle <i>et al.</i>	2363

BEAUHARNOIS :—

Bourcier vs Balet.....	2364
------------------------	------

CHICOUTIMI :—

Bouliane vs Gauthier <i>et al.</i>	2365
Hudon vs Bouliane & Dufour.....	2365
Ladies Wear, Limited vs Tremblay.....	2365

GASPÉ :—

Camirand vs Deschênes.....	2366
Guité vs Têtu.....	2366

JOLIETTE :—

Marion vs Sylvestre.....	2367
--------------------------	------

KAMOURASKA :—

Dionne vs Larochelle..... 2367

MONTMAGNY :—

Grégoire vs Bilodeau..... 2368

La Banque Royale du Canada vs Nicole.. 2368

MONTREAL :—

Cité d'Outremont vs Angers..... 2369

Cité de Montréal vs Mongeau..... 2369

Cité de Lachine vs Maloffi..... 2371

The People's Mutual Building Society

vs Kennedy..... 2369

The Trust & Loan Co. Lt'd vs Bridget

et al...... 2371

QUÉBEC :—

Baller vs Arteau..... 2372

Cité de Québec vs Drouin..... 2373

Cité de Québec vs Smith..... 2374

La Communauté des Sœurs de l'Hôtel-

Dieu-du-Précieux-Sang vs Dugal..... 2373

Veilleux vs Cossette..... 2373

RICHELIEU :—

Recicot vs Jodoin..... 2374

ROBERVAL :—

Côté *et al* vs Tremblay..... 2376Gagnon (Dme) vs St-Pierre *et al.*..... 2376

La Fonderie de Plessisville vs Tremblay. 2377

Lindsay vs Gaudreault..... 2374

Ouellet vs Boily..... 2375

Talbot vs Gagnon..... 2375

SAINT-FRANÇOIS :—

La Cie C.-O. Genest & Fils, ltée, vs Ber-

nard..... 2377

TROIS-RIVIERES :—

Dery vs Grandbois..... 2379

Le Nouvelliste, ltée vs Cloutier..... 2378

Proteau *et vir* vs Brousseau..... 2378

KAMOURASKA :—

Dionne vs Larochelle..... 2367

MONTMAGNY :—

Grégoire vs Bilodeau..... 2368

La Banque Royale du Canada vs Nicole.. 2368

MONTREAL :—

City of Outremont vs Angers..... 2369

City of Montreal vs Mongeau..... 2369

City of Lachine vs Maloffi..... 2371

The People's Mutual Building Society

vs Kennedy..... 2369

The Trust & Loan Co. Lt'd vs Bridget

et al...... 2371

QUEBEC :—

Baller vs Arteau..... 2372

City of Quebec vs Drouin..... 2373

City of Quebec vs Smith..... 2374

La Communauté des Sœurs de l'Hôtel-

Dieu du Précieux-Sang vs Dugal..... 2373

Veilleux vs Cossette..... 2373

RICHELIEU :—

Recicot vs Jodoin..... 2374

ROBERVAL :—

Côté *et al* vs Tremblay..... 2376Gagnon (Dme) vs St-Pierre *et al.*..... 2376

La Fonderie de Plessisville vs Tremblay. 2377

Lindsay vs Gaudreault..... 2374

Ouellet vs Boily..... 2375

Talbot vs Gagnon..... 2375

SAINT-FRANCIS :—

La Cie C.-O. Genest & Fils, ltée, vs Ber-

nard..... 2377

THREE RIVERS :—

Dery vs Grandbois..... 2379

Le Nouvelliste, ltée vs Cloutier..... 2378

Proteau *et vir* vs Brousseau..... 2378